

REPUBLIQUE D'HAITI

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

# LOI DE FINANCES

*EXERCICE 2009-2010*

OCTOBRE 2009

# LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2009 - 2010

---

- ✚ Vu les articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 120, 121, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 150, 159, 161, 163, 200, 200-4, 217, 220, 222, 223, 227, 227-1, 227-2, 227-3, 227-4, 228, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution du 29 mars 1987;
- ✚ Vu les articles 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et 141 du Code Pénal;
- ✚ Vu le décret du 13 septembre 1962 créant l'Administration Générale des Douanes ;
- ✚ Vu la loi du 19 août 1963 relative à la Dette Publique Interne et Externe de l'État ;
- ✚ Vu la loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : La Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC) ;
- ✚ Vu la loi du 22 août 1983 sur le recouvrement des créances de l'État ;
- ✚ Vu le décret du 4 octobre 1984 créant au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe un fond dénommé le Fonds d'Investissements Publics ;
- ✚ Vu l'arrêté du 17 septembre 1985 fixant les modalités d'application du décret du 4 octobre 1984 sur le Fonds d'Investissements Publics ;

*Loi de Finances de l'Exercice 2009-2010*

- ✚ Vu le décret du 5 mars 1987 relatif au Code Douanier ;
  
- ✚ Vu le décret du 5 mars 1987 réorganisant l'Office du Budget ;
  
- ✚ Vu le décret du 13 mars 1987 réorganisant le Ministère de l'Économie et des Finances ;
  
- ✚ Vu le décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts ;
  
- ✚ Vu le décret du 10 mars 1989 définissant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe;
  
- ✚ Vu le Décret du 16 février 2005 sur la préparation et l'exécution des Lois de Finances;
  
- ✚ Vu l'arrêté du 16 février 2005 portant règlement général de la Comptabilité Publique;
  
- ✚ Vu le décret du 17 mai 2005 portant révision du statut général de la fonction publique;
  
- ✚ Vu le décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'État ;
  
- ✚ Vu le décret du 23 Novembre 2005 réorganisant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;
  
- ✚ Vu l'Arrêté du 4 décembre 2006 révisant les seuils de passation de marchés publics;
  
- ✚ Vu le décret du 17 mars 2006 créant au Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) un service technique déconcentré dénommé : « Inspection Générale des Finances » (IGF) ;

*Loi de Finances de l'Exercice 2009-2010*

- ✚ Vu la loi du 17 décembre 2007 portant statut de la Magistrature ;
- ✚ Vu la loi du 17 décembre 2007 créant le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire ;
- ✚ Arrêté du 15 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur de l'Administration et de la Fonction Publique;
- ✚ Vu la loi du 12 juin 2009 fixant les règles générales de passation, d'exécution et de réglementation des Marchés Publics dont la valeur estimée est égale ou supérieures aux seuils de passation des marchés;
- ✚ Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures budgétaires conformes au programme économique et financier établi ;
- ✚ Considérant qu'il convient, à travers la Loi de Finances, d'établir les Voies et Moyens et de fixer les crédits devant assurer le fonctionnement des services publics, les charges de la Dette Publique, les dépenses de capital, les réparations de dommage, les prêts et avances, et les interventions de l'État en matière de programme économique, social et culturel pour la période allant du 1er octobre 2009 au 30 septembre 2010.

Sur le rapport du Ministre de l'Économie et des Finances et du Ministre de la Planification et de la Coopération Externe et après délibération en Conseil des Ministres;

Le pouvoir Exécutif a proposé et le Corps Législatif a voté la Loi de Finances suivante :

# Chapitre I

## Dispositions Relatives aux Ressources

**Article 1.** Les impôts, droits et taxes existant au 30 septembre 2009, au profit de l'État et des Collectivités Territoriales sont prorogés pour l'exercice fiscal 2009-2010 et leurs produits seront recouverts d'après les Lois, Décrets-lois et Décrets régissant la matière.

**Article 2.** Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources domestiques à percevoir en vertu de la Loi de Finances de l'exercice 2009-2010 sont estimés à TRENTE QUATRE MILLIARDS NEUF CENT VINGT CINQ MILLIONS DE GOURDES ET 00/100 (34 925 000 000,00 GOURDES).

**Article 3.** Les dons en appui budgétaire et en financement des programmes et projets sont estimés à QUARANTE ET UN MILLIARDS NEUF CENT VINGT SEPT MILLIONS SIX CENT SOIXANTE SIX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE GOURDES ET 00/100 ( 41 927 666 450,00 GOURDES).

**Article 4.** Les produits du financement interne et externe sont estimés à DOUZE MILLIARDS QUATRE VINGT DIX MILLIONS DEUX CENT TRENTE QUATRE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT TREIZE GOURDES ET 00/100 ( 12 090 234 493,00 GOURDES).

**Article 5.** Selon la nomenclature des ressources, les voies et moyens sont ainsi codifiés:

- 1.- Recettes fiscales;
- 2.-Recettes non Fiscales ;
- 3.-Recettes en Capital ;
- 5.-Dons ;
- 6.-Remboursements de prêts et avances et ventes de participation ou restitution de capital;
- 8.-Emprunts ;
- 9.- Recettes perçues pour le compte de tiers

## Chapitre II

### Dispositions Relatives aux Charges

**Article 6.** Les crédits de la Loi de Finances de l'exercice 2009-2010 ouverts pour les dépenses courantes incluant le fonctionnement de l'Administration Centrale et l'intérêt de la Dette Publique sont fixés à TRENTE UN MILLIARDS TROIS CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLIONS SEPT CENT TRENTE HUIT MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT UN GOURDES ET 00/100 (31 399 738 781,00 GOURDES), répartis dans les tableaux présentés aux articles 15 et 16 de la présente Loi.

**Article 7.** Les crédits de la Loi de Finances de l'exercice 2009-2010 ouverts pour les autres charges incluant les dépenses d'activités électorales et d'amortissement de la Dette Publique sont fixés globalement à UN MILLIARD QUARANTE CINQ MILLIONS TROIS CENT QUARANTE DEUX MILLE CINQ CENT QUARANTE SIX GOURDES ET 00/100 (1 045 342 546,00 GOURDES), distribués selon les tableaux présentés aux articles 15 et 16 de la présente Loi.

**Article 8.** Les crédits de la Loi de Finances de l'exercice 2009-2010 ouverts pour les dépenses de programmes et projets sont fixés à CINQUANTE SIX MILLIARDS QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLIONS HUIT CENT DIX NEUF MILLE SIX CENT SEIZE GOURDES ET 00/100 (56 497 819 616,00 GOURDES), repartis selon les tableaux présentés aux articles 15 et 16 de la présente Loi.

**Article 9.** Les crédits ouverts dans la Loi de Finances et mis à la disposition des entités administratives sont affectés à un service ou à un ensemble de services. Ils peuvent être évaluatifs, provisionnels et limitatifs.

**Article 10.** Sont considérés comme crédits évaluatifs dans la présente Loi de Finances les crédits destinés au service de la Dette Publique et ceux figurant au Chapitre

«Interventions Publiques», prévus à la couverture de Frais de Justice, réparations civiles, dégrèvements et restitutions.

**Article 11.** Sont considérés comme crédits provisionnels ceux qui correspondent à des besoins qui ne peuvent être exactement chiffrés. Ils sont inscrits aux alinéas des «Autres Interventions Publiques».

**Article 12.** Tous les crédits qui ne sont pas considérés aux articles 10 et 11 sont des crédits limitatifs.

**Article 13.** Selon la nomenclature des dépenses, les crédits budgétaires sont répartis en neuf (9) articles ainsi codifiés :

- 1.- Dépenses de Personnel ;
- 2.-Dépenses de Services et de Charges diverses ;
- 3.-Achats de Biens de Consommations et Petits Matériels ;
- 4.-Immobilisations Corporelles ;
- 5.-Immobilisations Incorporelles ;
- 6.-Prêts, Avances, Prises de Participation et Placement ;
- 7.-Subventions, Quotes-parts et Contributions, Allocations, Indemnisations.
- 8.-Amortissement de la Dette Publique
- 9.-Autres Dépenses Publiques.

## Chapitre III

### Dispositions Relatives à l'équilibre économique et financier

**Article 14.** Les conditions d'équilibre de la Loi de Finances de l'exercice 2009-2010 sont assurées par les opérations de perception de recettes, dons et financement, complétées par les dispositions relatives à la couverture des charges de trésorerie comme indiqué à l'article 15 ci-après.

**Article 15.** Les opérations de la Loi de Finances pour l'exercice fiscal qui débute le 1er octobre 2009 pour s'achever le 30 septembre 2010 sont ainsi réparties :

**Tableau des Grandes Masses et Soldes**

	Crédit 2008-2009	Crédit 2009-2010	VARIATION	
<b>A-RESSOURCES TOTALES (B)</b>	32,849,108,834	34,925,000,000	2,075,891,166	6.3%
B-RECETTES COURANTES	32,849,108,834	34,925,000,000	2,075,891,166	6.3%
C-DEPENSES COURANTES (i + ii)	30,991,812,208	31,399,738,781	407,926,574	1.3%
i-Fonctionnement de l'Adm. Centrale	28,851,672,370	29,841,235,702	989,563,332	3.4%
ii- Intérêts et frais financiers	2,140,139,837	1,558,503,079	(581,636,758)	-27.2%
D-SOLDE COURANT (B-C)	1,857,296,626	3,525,261,219	1,667,964,592	89.8%
<b>E-DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	45,101,448,460	56,497,819,616	11,396,371,156	25.3%
Programmes & projets	45,101,448,460	56,497,819,616	11,396,371,156	25.3%
<i>Contrepartie locale en financement de programmes et projets</i>	6,258,941,490	9,053,617,802	2,794,676,312	44.7%
<i>Projets financés par les Dons et Emprunts</i>	38,842,506,970	47,444,201,814	8,601,694,844	22.1%
F- DEPENSES EXCEPTIONNELLES	220,906,315	300,000,000	79,093,685	35.8%
<b>G- DEPENSES TOTALES (C+E+F)</b>	76,314,166,983	88,197,558,397	11,883,391,414	15.6%
<b>H- SOLDE GLOBAL (Hors Dons) (A-G)</b>	(43,465,058,149)	(53,272,558,397)	(9,807,500,248)	22.6%
I-DONS	35,134,237,367	41,927,666,450	6,793,429,083	19.3%
<i>i-Support budgétaire</i>	3,792,500,000	3,168,000,000	(624,500,000)	-16.5%

Loi de Finances de l'Exercice 2009-2010

	Crédit 2008-2009	Crédit 2009-2010	VARIATION	
<i>ii-Financement des Programmes et projets</i>	31,341,737,367	38,759,666,450	7,417,929,083	23.7%
<b>J-SOLDE GLOBAL INCLUANT DONS (H+I)</b>	<b>(8,330,820,783)</b>	<b>(11,344,891,947)</b>	<b>(3,014,071,165)</b>	<b>36.2%</b>
K-FINANCEMENT (J)	(8,330,820,783)	(11,344,891,947)	(3,014,071,165)	36.2%
<b>L-FINANCEMENT EXTERNE NET (i+ii+iii+iv+v+vi)</b>	<b>6,531,389,580</b>	<b>8,399,192,818</b>	<b>1,867,803,238</b>	<b>28.6%</b>
<i>i- Support budgétaire</i>	20,500,000		(20,500,000)	-
<i>ii-PPTE</i>	786,760,583		(786,760,583)	100.0%
<i>iii-Financement des Programmes et projets</i>	7,500,769,604	8,684,535,364	1,183,765,760	15.8%
<i>iv- Amortissement de la dette</i>	(1,937,233,282)	(285,342,546)	1,651,890,736	-85.3%
<i>v- Arriérés</i>				
<i>vi- Rééchelonnement</i>	160,592,676		(160,592,676)	-
<b>M-FINANCEMENT INTERNE NET</b>	<b>1,799,431,202</b>	<b>2,945,699,129</b>	<b>1,146,267,927</b>	<b>63.7%</b>

### Détails des Opérations

**Article 16.** Les Crédits ouverts dans la Loi de Finances pour l'exercice 2009-2010 sont ainsi répartis :

**BUDGET 2009-2010**  
**(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)**

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION							
<b>POUVOIR EXECUTIF</b>	<b>13,973,631,385</b>	<b>7,528,593,335</b>	<b>4,832,469,502</b>	<b>305,471,189</b>	<b>26,640,165,411</b>	<b>89.27%</b>	<b>1,558,503,079</b>	<b>28,198,668,490</b>	<b>1,045,342,546</b>	<b>55,982,294,587</b>	<b>99.09%</b>	<b>85,226,305,623</b>	<b>95.82%</b>
<b>SECTEUR ECONOMIQUE</b>	<b>2,723,690,489</b>	<b>1,152,970,961</b>	<b>444,196,028</b>	<b>123,832,866</b>	<b>4,444,690,345</b>	<b>14.89%</b>	<b>0</b>	<b>4,444,690,345</b>	<b>0</b>	<b>48,277,992,193</b>	<b>85.45%</b>	<b>52,722,682,539</b>	<b>59.28%</b>
<b>1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE</b>	<b>231,735,176</b>	<b>144,130,568</b>	<b>223,810,208</b>	<b>12,745,812</b>	<b>612,421,764</b>	<b>2.05%</b>		<b>612,421,764</b>	<b>0</b>	<b>16,074,219,282</b>	<b>28.45%</b>	<b>16,686,641,047</b>	<b>18.76%</b>
1111-1-SERVICES INTERNES	195,341,143	140,463,982	203,000,000	12,415,812	551,220,937	1.85%		551,220,937	0	15,893,899,282	28.13%	16,445,120,219	18.49%
1111-2-13- CENTRE DE TECHNIQUES DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	25,993,064	2,204,686	450,000	300,000	28,947,750	0.10%		28,947,750	0	10,000,000	0.02%	38,947,750	0.04%
1111-2-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	10,400,969	1,461,900	0	30,000	11,892,869	0.04%		11,892,869	0	10,000,000	0.02%	21,892,869	0.02%
1111-2-15- CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEOSPATIALE	0	0	20,360,208	0	20,360,208	0.07%		20,360,208	0	160,320,000	0.28%	180,680,208	0.20%
<b>1112-MIN. DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES</b>	<b>1,366,606,272</b>	<b>711,260,788</b>	<b>104,733,040</b>	<b>77,941,201</b>	<b>2,260,541,302</b>	<b>7.58%</b>		<b>2,260,541,302</b>	<b>0</b>	<b>3,610,856,504</b>	<b>6.39%</b>	<b>5,871,397,807</b>	<b>6.60%</b>
1112-1-SERVICES INTERNES	228,476,957	155,263,029	1,956,947	28,184,808	413,881,741	1.39%		413,881,741	0	1,931,672,024	3.42%	2,345,553,765	2.64%
1112-2-13- INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	46,462,485	16,665,000	35,000	2,150,457	65,312,942	0.22%		65,312,942	0	22,000,000	0.04%	87,312,942	0.10%
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET	38,463,732	23,202,431	100,000	4,098,750	65,864,913	0.22%		65,864,913	0	11,000,000	0.02%	76,864,913	0.09%
1112-2-15- DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	481,872,652	128,038,723	1,000,000	16,344,001	627,255,376	2.10%		627,255,376	0	151,000,000	0.27%	778,255,376	0.88%
1112-2-16- ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	545,167,805	356,596,846	500,000	24,391,285	926,655,936	3.11%		926,655,936	0	140,000,000	0.25%	1,066,655,936	1.20%
1112-2-17- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT DES FINANCES	5,388,860	6,083,200	214,000	100,000	11,786,060	0.04%		11,786,060	0		0.00%	11,786,060	0.01%
1112-2-19- FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE	0	0	12,000,000	0	12,000,000	0.04%		12,000,000	0	803,857,272	1.42%	815,857,272	0.92%
1112-2-21- UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	0	0	36,381,304	0	36,381,304	0.12%		36,381,304	0	15,000,000	0.03%	51,381,304	0.06%
1112-2-22- ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	0	0	42,418,937	0	42,418,937	0.14%		42,418,937	0	5,000,000	0.01%	47,418,937	0.05%
1112-2-23- COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES INVESTISSEMENTS	0	0	1,041,697	0	1,041,697	0.00%		1,041,697	0		0.00%	1,041,697	0.00%
1112-2-24- FONDS DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER	0	0	8,365,156	0	8,365,156	0.03%		8,365,156	0		0.00%	8,365,156	0.01%
1112-2-25- INSPECTION GENERALE DES FINANCES	20,773,781	25,411,560	720,000	2,671,900	49,577,241	0.17%		49,577,241	0	5,000,000	0.01%	54,577,241	0.06%

BUDGET 2009-2010  
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION							
1112-2-26-BUREAU DE MONETISATION	0	0	0	0	0	0.00%		0	0	526,327,208	0.93%	526,327,208	0.59%
<b>1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>	<b>453,667,981</b>	<b>87,232,349</b>	<b>1,500,000</b>	<b>6,730,000</b>	<b>549,130,330</b>	<b>1.84%</b>		<b>549,130,330</b>	<b>0</b>	<b>5,629,791,363</b>	<b>9.96%</b>	<b>6,178,921,693</b>	<b>6.95%</b>
1113-1-SERVICES INTERNES	338,193,400	63,615,600	1,500,000	6,230,000	409,539,000	1.37%		409,539,000	0	5,574,791,363	9.87%	5,984,330,363	6.73%
1113-2-13-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	74,065,130	1,269,000	0	500,000	75,834,130	0.25%		75,834,130	0	45,000,000	0.08%	120,834,130	0.14%
1113-2-14-INSTITUT NATIONALE DE LA REFORME AGRAIRE	41,409,451	5,547,749	0	0	46,957,200	0.16%		46,957,200	0	10,000,000	0.02%	56,957,200	0.06%
1113-2-15-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'AGRICULTURE		16,800,000	0		16,800,000	0.06%		16,800,000				16,800,000	0.02%
<b>1114-MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. &amp; COMM.</b>	<b>394,977,273</b>	<b>114,472,277</b>	<b>66,960,139</b>	<b>12,075,902</b>	<b>588,485,591</b>	<b>1.97%</b>		<b>588,485,591</b>	<b>0</b>	<b>22,234,474,258</b>	<b>39.35%</b>	<b>22,822,959,849</b>	<b>25.66%</b>
1114-1-SERVICES INTERNES	292,873,739	103,611,656	170,000	10,600,000	407,255,395	1.36%		407,255,395	0	21,976,578,302	38.90%	22,383,833,697	25.17%
1114-2-13-SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE	12,119,150	989,181	0	0	13,108,331	0.04%		13,108,331	0	239,514,000	0.42%	252,622,331	0.28%
1114-2-15-LABORATOIRE NATIONAL DE BATIMENTS ET DE TRAVAUX PUBLICS	11,757,424	1,160,992	0	82,493	13,000,909	0.04%		13,000,909	0	0	0.00%	13,000,909	0.01%
1114-2-16-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	27,083,766	1,545,613	0	0	28,629,379	0.10%		28,629,379	0	10,000,000	0.02%	38,629,379	0.04%
1114-2-17-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION HAITIENNE	12,359,919	1,495,989	0	1,204,403	15,060,311	0.05%		15,060,311	0	0	0.00%	15,060,311	0.02%
1114-2-18-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	7,886,108	122,820	1,442,612	0	9,451,540	0.03%		9,451,540	0		0.00%	9,451,540	0.01%
1114-2-19-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	30,897,167	5,546,026	0	189,006	36,632,199	0.12%		36,632,199	0	0	0.00%	36,632,199	0.04%
1114-2-20-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	0	0	5,347,527	0	5,347,527	0.02%		5,347,527	0		0.00%	5,347,527	0.01%
1114-2-21-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	0	0	60,000,000	0	60,000,000	0.20%		60,000,000	0		0.00%	60,000,000	0.07%
1114-2-22-CENTRALE AUTONOME METROPOLITAINE D'EAU POTABLE	0	0	0	0	0	0.00%		0	0	8,381,956	0.01%	8,381,956	0.01%

**BUDGET 2009-2010**  
**(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)**

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION							
<b>1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE</b>	<b>98,508,703</b>	<b>19,162,047</b>	<b>38,392,638</b>	<b>5,281,430</b>	<b>161,344,818</b>	<b>0.54%</b>		<b>161,344,818</b>	<b>0</b>	<b>160,393,200</b>	<b>0.28%</b>	<b>321,738,018</b>	<b>0.36%</b>
1115-1-SERVICES INTERNES	98,508,703	19,162,047	772,100	5,281,430	123,724,280	0.41%		123,724,280	0	160,393,200	0.28%	284,117,480	0.32%
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	0	0	7,472,447	0	7,472,447	0.03%		7,472,447	0		0.00%	7,472,447	0.01%
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	0	0	17,932,368	0	17,932,368	0.06%		17,932,368	0		0.00%	17,932,368	0.02%
1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	0	0	12,215,723	0	12,215,723	0.04%		12,215,723	0		0.00%	12,215,723	0.01%
<b>1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>113,830,071</b>	<b>51,989,407</b>	<b>8,300,000</b>	<b>1,410,000</b>	<b>175,529,478</b>	<b>0.59%</b>		<b>175,529,478</b>	<b>0</b>	<b>458,857,586</b>	<b>0.81%</b>	<b>634,387,064</b>	<b>0.71%</b>
1116-1-SERVICES INTERNES	113,830,071	51,989,407	8,300,000	1,410,000	175,529,478	0.59%		175,529,478	0	458,857,586	0.81%	634,387,064	0.71%
<b>1117-MINISTERE DU TOURISME</b>	<b>64,365,012</b>	<b>24,723,525</b>	<b>500,003</b>	<b>7,648,521</b>	<b>97,237,061</b>	<b>0.33%</b>		<b>97,237,061</b>	<b>0</b>	<b>109,400,000</b>	<b>0.19%</b>	<b>206,637,061</b>	<b>0.23%</b>
1117-1-SERVICES INTERNES	57,309,502	23,922,325	500,003	7,648,521	89,380,351	0.30%		89,380,351	0	109,400,000	0.19%	198,780,351	0.22%
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	7,055,510	801,200	0	0	7,856,710	0.03%		7,856,710	0		0.00%	7,856,710	0.01%
<b>SECTEUR POLITIQUE</b>	<b>4,399,648,724</b>	<b>4,097,629,992</b>	<b>459,963,074</b>	<b>68,065,916</b>	<b>9,025,307,706</b>	<b>30.24%</b>		<b>9,025,307,706</b>	<b>0</b>	<b>2,933,514,058</b>	<b>5.19%</b>	<b>11,958,821,764</b>	<b>13.45%</b>
<b>1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE</b>	<b>3,501,356,509</b>	<b>1,914,760,403</b>	<b>104,334,262</b>	<b>44,124,815</b>	<b>5,564,575,989</b>	<b>18.65%</b>		<b>5,564,575,989</b>	<b>0</b>	<b>2,057,365,142</b>	<b>3.64%</b>	<b>7,621,941,131</b>	<b>8.57%</b>
1211-1-SERVICES INTERNES	575,801,313	99,693,460	841,435	13,126,876	689,463,084	2.31%		689,463,084	0	1,664,204,491	2.95%	2,353,667,575	2.65%
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI	2,905,057,696	1,747,746,495	40,865,120	29,247,939	4,722,917,250	15.83%		4,722,917,250	0	393,160,651	0.70%	5,116,077,901	5.75%
1211-2-17-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	0	0	33,467,707	0	33,467,707	0.11%		33,467,707	0		0.00%	33,467,707	0.04%
1211-2-18-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	0	42,407,948	0	0	42,407,948	0.14%		42,407,948	0		0.00%	42,407,948	0.05%
1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	0	0	29,160,000	0	29,160,000	0.10%		29,160,000	0		0.00%	29,160,000	0.03%
1211-2-20-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	0	14,160,000	0	0	14,160,000	0.05%		14,160,000	0		0.00%	14,160,000	0.02%
1211-2-21-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	20,497,500	10,752,500	0	1,750,000	33,000,000	0.11%		33,000,000	0		0.00%	33,000,000	0.04%
<b>1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER</b>	<b>36,246,984</b>	<b>11,866,973</b>	<b>300,000</b>	<b>850,000</b>	<b>49,263,957</b>	<b>0.17%</b>		<b>49,263,957</b>	<b>0</b>	<b>5,000,000</b>	<b>0.01%</b>	<b>54,263,957</b>	<b>0.06%</b>
1212-1-SERVICES INTERNES	36,246,984	11,866,973	300,000	850,000	49,263,957	0.17%		49,263,957	0	5,000,000	0.01%	54,263,957	0.06%
<b>1213-MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES</b>	<b>168,423,371</b>	<b>1,105,782,333</b>	<b>3,000,000</b>	<b>9,902,602</b>	<b>1,287,108,306</b>	<b>4.31%</b>		<b>1,287,108,306</b>	<b>0</b>	<b>100,000,000</b>	<b>0.18%</b>	<b>1,387,108,306</b>	<b>1.56%</b>
1213-1-SERVICES INTERNES	168,423,371	1,105,782,333	3,000,000	9,902,602	1,287,108,306	4.31%		1,287,108,306	0	100,000,000	0.18%	1,387,108,306	1.56%

**BUDGET 2009-2010**  
**(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)**

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION							
<b>1214-LA PRESIDENCE</b>	<b>205,707,277</b>	<b>432,376,653</b>	<b>1,849,000</b>	<b>949,049</b>	<b>640,881,979</b>	<b>2.15%</b>		<b>640,881,979</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>	<b>640,881,979</b>	<b>0.72%</b>
1214-1-SERVICES INTERNES	205,707,277	432,376,653	1,849,000	949,049	640,881,979	2.15%		640,881,979	0		0.00%	640,881,979	0.72%
<b>1215-BUREAU DU PREMIER MINISTRE</b>	<b>178,652,750</b>	<b>206,257,579</b>	<b>152,346,011</b>	<b>6,961,400</b>	<b>544,217,740</b>	<b>1.82%</b>		<b>544,217,740</b>	<b>0</b>	<b>120,523,584</b>	<b>0.21%</b>	<b>664,741,324</b>	<b>0.75%</b>
1215-1-SERVICES INTERNES	170,645,350	156,240,000	15,400,000	6,740,000	349,025,350	1.17%		349,025,350	0	110,523,584	0.20%	459,548,934	0.52%
1215-2-14-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	8,007,400	2,532,000	0	221,400	10,760,800	0.04%		10,760,800	0		0.00%	10,760,800	0.01%
1215-2-16-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	0	0	30,492,342	0	30,492,342	0.10%		30,492,342	0		0.00%	30,492,342	0.03%
1211-2-17-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	0	0	20,521,386	0	20,521,386	0.07%		20,521,386	0		0.00%	20,521,386	0.02%
1215-2-18-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	0	0	16,364,444	0	16,364,444	0.05%		16,364,444	0		0.00%	16,364,444	0.02%
1215-2-19-COMMISSION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS	0	0	39,339,909	0	39,339,909	0.13%		39,339,909	0	10,000,000	0.02%	49,339,909	0.06%
1215-2-20-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	0	0	15,135,061	0	15,135,061	0.05%		15,135,061	0		0.00%	15,135,061	0.02%
1215-2-21-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	0	47,485,579	0	0	47,485,579	0.16%		47,485,579	0		0.00%	47,485,579	0.05%
1215-2-22-BUREAU DE COORDINATION ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	0	0	15,092,869	0	15,092,869	0.05%		15,092,869	0		0.00%	15,092,869	0.02%
<b>1216-MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>309,261,833</b>	<b>426,586,051</b>	<b>198,133,801</b>	<b>5,278,050</b>	<b>939,259,735</b>	<b>3.15%</b>		<b>939,259,735</b>	<b>0</b>	<b>650,625,332</b>	<b>1.15%</b>	<b>1,589,885,067</b>	<b>1.79%</b>
1216-1-SERVICES INTERNES	309,261,833	426,586,051	3,250,000	5,278,050	744,375,934	2.49%		744,375,934	0	650,625,332	1.15%	1,395,001,266	1.57%
1216-2-15 ORGANISME DE SURVEILLANCE ET D'AMENAGEMENT DU MORNE HOPITAL	0	0	3,043,260	0	3,043,260	0.01%		3,043,260	0		0.00%	3,043,260	0.00%
1216-2-17 SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES	0	0	191,840,541	0	191,840,541	0.64%		191,840,541	0		0.00%	191,840,541	0.22%

**BUDGET 2009-2010**  
**(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)**

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION							
<b>SECTEUR SOCIAL</b>	<b>6,490,784,317</b>	<b>1,247,594,639</b>	<b>453,431,236</b>	<b>85,261,835</b>	<b>8,277,072,027</b>	<b>27.74%</b>	<b>0</b>	<b>8,277,072,027</b>	<b>0</b>	<b>4,597,646,111</b>	<b>8.14%</b>	<b>12,874,718,138</b>	<b>14.48%</b>
<b>1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>4,181,687,561</b>	<b>995,136,017</b>	<b>404,796,336</b>	<b>58,377,658</b>	<b>5,639,997,572</b>	<b>18.90%</b>		<b>5,639,997,572</b>	<b>0</b>	<b>2,506,303,831</b>	<b>4.44%</b>	<b>8,146,301,403</b>	<b>9.16%</b>
1311-1-SERVICES INTERNES	3,951,695,712	961,456,831	403,936,336	52,977,266	5,370,066,145	18.00%		5,370,066,145	0	2,220,303,831	3.93%	7,590,369,976	8.53%
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	60,683,447	10,491,332	200,000	1,733,000	73,107,779	0.24%		73,107,779	0		0.00%	73,107,779	0.08%
1311-2-15-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	12,808,962	2,488,154	60,000	0	15,357,116	0.05%		15,357,116	0		0.00%	15,357,116	0.02%
1311-2-17-INSTITUT NATIONALE DE FORMATION PROFESSIONNELLE	156,499,440	20,699,700	600,000	3,667,392	181,466,532	0.61%		181,466,532	0	286,000,000	0.51%	467,466,532	0.53%
1311-2-18-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	0	0	0	0	0	0.00%		0	0		0.00%	0	0.00%
<b>1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL</b>	<b>329,033,285</b>	<b>54,123,867</b>	<b>24,955,636</b>	<b>11,727,294</b>	<b>419,840,082</b>	<b>1.41%</b>		<b>419,840,082</b>	<b>0</b>	<b>65,000,000</b>	<b>0.12%</b>	<b>484,840,082</b>	<b>0.55%</b>
1312-1-SERVICES INTERNES	249,064,493	16,724,757	8,256,567	11,149,866	285,195,683	0.96%		285,195,683	0	65,000,000	0.12%	350,195,683	0.39%
1312-2-13-INSTITUT BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	31,791,920	3,118,137	150,000	198,200	35,258,257	0.12%		35,258,257	0	0	0.00%	35,258,257	0.04%
1312-2-14-ENTREPRISE PUBLIQUE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	26,354,724	6,916,400	0	277,000	33,548,124	0.11%		33,548,124	0	0	0.00%	33,548,124	0.04%
1312-2-15-OFFICE NATIONAL MIGRATION	21,822,148	2,660,804	16,549,069	102,228	41,134,249	0.14%		41,134,249	0		0.00%	41,134,249	0.05%
1312-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES	0	24,703,769	0	0	24,703,769	0.08%		24,703,769	0		0.00%	24,703,769	0.03%
<b>1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION</b>	<b>1,721,330,869</b>	<b>97,774,543</b>	<b>6,682,265</b>	<b>6,599,827</b>	<b>1,832,387,504</b>	<b>6.14%</b>		<b>1,832,387,504</b>	<b>0</b>	<b>1,884,342,280</b>	<b>3.34%</b>	<b>3,716,729,784</b>	<b>4.18%</b>
1313-1-SERVICES INTERNES	1,721,330,869	97,774,543	2,910,999	6,599,827	1,828,616,238	6.13%		1,828,616,238	0	1,884,342,280	3.34%	3,712,958,518	4.17%
1313-2-14-11-SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES/PUBLICS	0	0	3,771,266	0	3,771,266	0.01%		3,771,266	0		0.00%	3,771,266	0.00%
<b>1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME</b>	<b>65,847,611</b>	<b>12,817,055</b>	<b>617,750</b>	<b>425,346</b>	<b>79,707,762</b>	<b>0.27%</b>		<b>79,707,762</b>	<b>0</b>	<b>32,000,000</b>	<b>0.06%</b>	<b>111,707,762</b>	<b>0.13%</b>
1314-1-SERVICES INTERNES	65,847,611	12,817,055	617,750	425,346	79,707,762	0.27%		79,707,762	0	32,000,000	0.06%	111,707,762	0.13%
<b>1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE</b>	<b>192,884,991</b>	<b>87,743,157</b>	<b>16,379,249</b>	<b>8,131,710</b>	<b>305,139,107</b>	<b>1.02%</b>		<b>305,139,107</b>	<b>0</b>	<b>110,000,000</b>	<b>0.19%</b>	<b>415,139,107</b>	<b>0.47%</b>
1315-1-SERVICES INTERNES	192,884,991	87,743,157	16,379,249	8,131,710	305,139,107	1.02%		305,139,107	0	110,000,000	0.19%	415,139,107	0.47%

**BUDGET 2009-2010**  
**(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)**

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION							
<b>SECTEUR CULTUREL</b>	<b>359,507,855</b>	<b>220,818,883</b>	<b>74,436,172</b>	<b>10,310,571</b>	<b>665,073,482</b>	<b>2.23%</b>	<b>0</b>	<b>665,073,482</b>	<b>0</b>	<b>173,142,224</b>	<b>0.31%</b>	<b>838,215,706</b>	<b>0.94%</b>
<b>1411-MINISTERE DES CULTES</b>	<b>38,476,500</b>	<b>5,405,506</b>	<b>53,039,404</b>	<b>0</b>	<b>96,921,410</b>	<b>0.32%</b>		<b>96,921,410</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>	<b>96,921,410</b>	<b>0.11%</b>
1411-1-SERVICES INTERNES	38,476,500	5,405,506	53,039,404	0	96,921,410	0.32%		96,921,410	0	0	0.00%	96,921,410	0.11%
<b>1412-MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>	<b>321,031,355</b>	<b>215,413,377</b>	<b>21,396,768</b>	<b>10,310,571</b>	<b>568,152,072</b>	<b>1.90%</b>		<b>568,152,072</b>	<b>0</b>	<b>173,142,224</b>	<b>0.31%</b>	<b>741,294,296</b>	<b>0.83%</b>
1412-1-SERVICES INTERNES	68,433,014	40,458,909	987,750	2,020,000	111,899,673	0.37%		111,899,673	0	82,680,800	0.15%	194,580,473	0.22%
1412-2-13-ECOLE NATIONALE DES ARTS	20,175,314	2,230,261	0	742,311	23,147,886	0.08%		23,147,886	0	0	0.00%	23,147,886	0.03%
1412-2-14-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	14,893,691	593,374	0	0	15,487,065	0.05%		15,487,065	0	0	0.00%	15,487,065	0.02%
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	20,683,470	3,061,530	0	156,000	23,901,000	0.08%		23,901,000	0	0	0.00%	23,901,000	0.03%
1412-2-16-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL HAITIEN	10,806,641	1,354,606	0	0	12,161,247	0.04%		12,161,247	0		0.00%	12,161,247	0.01%
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	8,171,429	1,017,498	0	0	9,188,927	0.03%		9,188,927	0	0	0.00%	9,188,927	0.01%
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	16,408,488	7,966,949	120,000	2,244,002	26,739,439	0.09%		26,739,439	0	0	0.00%	26,739,439	0.03%
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	70,145,020	15,714,983	2,426,058	2,887,267	91,173,328	0.31%		91,173,328	0	78,000,000	0.14%	169,173,328	0.19%
1412-2-20-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	66,010,376	15,778,250	0	941,097	82,729,722	0.28%		82,729,722	0	12,461,424	0.02%	95,191,146	0.11%
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	25,303,913	5,628,058	0	1,319,894	32,251,864	0.11%		32,251,864	0		0.00%	32,251,864	0.04%
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	0	121,608,960	0	0	121,608,960	0.41%		121,608,960	0		0.00%	121,608,960	0.14%
1412-2-24-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	0	0	8,606,258	0	8,606,258	0.03%		8,606,258	0		0.00%	8,606,258	0.01%
1412-2-25-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	0	0	9,256,702	0	9,256,702	0.03%		9,256,702	0		0.00%	9,256,702	0.01%
<b>AUTRES ADMINISTRATIONS</b>	<b>0</b>	<b>809,578,859</b>	<b>3,400,442,992</b>	<b>18,000,000</b>	<b>4,228,021,851</b>	<b>14.17%</b>	<b>1,558,503,079</b>	<b>5,786,524,930</b>	<b>1,045,342,546</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>	<b>6,831,867,476</b>	<b>7.68%</b>
<b>1511- INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	<b>0</b>	<b>809,578,859</b>	<b>3,400,442,992</b>	<b>18,000,000</b>	<b>4,228,021,851</b>	<b>14.17%</b>		<b>4,228,021,851</b>	<b>300,000,000</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>	<b>4,528,021,851</b>	<b>5.09%</b>
1511-1-11-CONTRIBUTION AUX FONDS DE PENSION			463,774,304		463,774,304	1.55%		463,774,304	0		0.00%	463,774,304	0.52%
1511-1-13-CONTRIBUTIONS AUX INSTITUTIONS INTERNATIONALES			115,000,000		115,000,000	0.39%		115,000,000	0		0.00%	115,000,000	0.13%
1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	0	809,578,859	2,821,668,688	18,000,000	3,649,247,547	12.23%		3,649,247,547	300,000,000		0.00%	3,949,247,547	4.44%
<b>1512- DETTE PUBLIQUE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>	<b>1,558,503,079</b>	<b>1,558,503,079</b>	<b>745,342,546</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>	<b>2,303,845,625</b>	<b>2.59%</b>
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE							1,100,000,000	1,100,000,000	0		0.00%	1,100,000,000	1.24%

**BUDGET 2009-2010**  
**(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)**

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION							
1512-1-1211-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES								0	0		0.00%	0	0.00%
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERNES								38,707,131	38,707,131	460,000,000	0.00%	498,707,131	0.56%
1512-2-11-DETTE MULTILATERALE								314,655,532	314,655,532	152,868,865	0.00%	467,524,397	0.53%
1512-2-12-DETTE BILATERALE								105,140,416	105,140,416	132,473,681	0.00%	237,614,097	0.27%
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES								0	0		0.00%	0	0.00%
<b>POUVOIR LEGISLATIF</b>	<b>970,723,147</b>	<b>306,354,069</b>	<b>173,399,999</b>	<b>50,778,543</b>	<b>1,501,255,758</b>	<b>5.03%</b>	<b>0</b>	<b>1,501,255,758</b>	<b>0</b>	<b>156,094,885</b>	<b>0.28%</b>	<b>1,657,350,643</b>	<b>1.86%</b>
<b>2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>364,978,261</b>	<b>108,390,957</b>	<b>53,919,999</b>	<b>26,684,916</b>	<b>553,974,133</b>	<b>1.86%</b>		<b>553,974,133</b>		<b>141,094,885</b>	<b>0.25%</b>	<b>695,069,018</b>	<b>0.78%</b>
<b>2212- CHAMBRE DES DEPUTES</b>	<b>605,744,886</b>	<b>197,963,112</b>	<b>119,480,000</b>	<b>24,093,627</b>	<b>947,281,625</b>	<b>3.17%</b>		<b>947,281,625</b>	<b>0</b>	<b>15,000,000</b>	<b>0.03%</b>	<b>962,281,625</b>	<b>1.08%</b>
<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>	<b>616,855,132</b>	<b>85,740,428</b>	<b>62,000</b>	<b>14,644,227</b>	<b>717,301,786</b>	<b>2.40%</b>	<b>0</b>	<b>717,301,786</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>	<b>717,301,786</b>	<b>0.81%</b>
<b>3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE</b>	<b>616,855,132</b>	<b>85,740,428</b>	<b>62,000</b>	<b>14,644,227</b>	<b>717,301,786</b>	<b>2.40%</b>		<b>717,301,786</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>	<b>717,301,786</b>	<b>0.81%</b>
3211-1-11-ADMINISTRATION GENERALE	0	40,000,000	0	0	40,000,000	0.13%		40,000,000			0.00%	40,000,000	0.04%
3211-2-12-COUR DE CASSATION	49,711,483	6,042,562	62,000	2,330,973	58,147,017	0.19%		58,147,017	0	0	0.00%	58,147,017	0.07%
3211-2-13-COUR D'APPEL	54,635,580	8,626,703	0	1,500,000	64,762,283	0.22%		64,762,283			0.00%	64,762,283	0.07%
3211-2-14-TRIBUNAUX	512,508,069	31,071,163	0	10,813,254	554,392,486	1.86%		554,392,486	0	0	0.00%	554,392,486	0.62%
<b>ORGANISMES INDEPENDANTS</b>	<b>469,606,198</b>	<b>98,670,522</b>	<b>406,105,054</b>	<b>8,130,972</b>	<b>982,512,747</b>	<b>3.29%</b>	<b>0</b>	<b>982,512,747</b>	<b>0</b>	<b>359,430,144</b>	<b>0.64%</b>	<b>1,341,942,891</b>	<b>1.51%</b>
<b>4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF</b>	<b>240,899,205</b>	<b>24,254,070</b>	<b>949,708</b>	<b>2,206,972</b>	<b>268,309,955</b>	<b>0.90%</b>		<b>268,309,955</b>		<b>35,000,000</b>	<b>0.06%</b>	<b>303,309,955</b>	<b>0.34%</b>
4211-CONSEIL ELECTORAL	218,873,077	69,742,453	0	5,124,000	293,739,530	0.98%		293,739,530	0	264,430,144	0.47%	558,169,674	0.63%
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	9,833,916	4,674,000	0	800,000	15,307,916	0.05%		15,307,916	0		0.00%	15,307,916	0.02%
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	0	0	405,155,346	0	405,155,346	1.36%		405,155,346	0	60,000,000	0.11%	465,155,346	0.52%
<b>TOTAL</b>	<b>16,030,815,862</b>	<b>8,019,358,355</b>	<b>5,412,036,555</b>	<b>379,024,931</b>	<b>29,841,235,702</b>	<b>100.00%</b>	<b>1,558,503,079</b>	<b>31,399,738,781</b>	<b>1,045,342,546</b>	<b>56,497,819,616</b>	<b>100.00%</b>	<b>88,942,900,943</b>	<b>100.00%</b>

**Article 17.** Pour l'exercice 2009-2010, il est prévu pour assurer le service de la Dette Publique un montant de DEUX MILLIARDS TROIS CENT TROIS MILLIONS HUIT CENT QUARANTE CINQ MILLE SIX CENT VINGT CINQ GOURDES ET 00/100 (2 303 845 625,00 GOURDES), réparti suivant le tableau ci-dessous:

<b>TABLEAU DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PREVU POUR L'EXERCICE 2009 - 2010</b>			
	<b>INTÉRÊT</b>	<b>AMORTISSEMENT</b>	<b>TOTAL</b>
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>	<b>1,558,503,079</b>	<b>745,342,546</b>	<b>2,303,845,625</b>
<b>1512-1-DETTE INTERNE</b>	<b>1,138,707,131</b>	<b>460,000,000</b>	<b>1,598,707,131</b>
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,100,000,000		1,100,000,000
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES			
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	38,707,131	460,000,000	498,707,131
<b>1512-2-DETTE EXTERNE</b>	<b>419,795,948</b>	<b>285,342,546</b>	<b>705,138,494</b>
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	314,655,532	152,868,865	467,524,397
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	105,140,416	132,473,681	237,614,097
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES	-	-	-

**Article 18.** La répartition des ressources domestiques par champs de taxation, des emprunts, des dons ainsi que celle des crédits de fonctionnement et d'investissement sont présentées sous forme de tableaux dans la présente Loi de Finances.

**Article 19.** Les crédits prévus pour le financement des Programmes et Projets d'Investissements Publics sont déposés par tranche sur le COMPTE SPECIAL DU TRESOR POUR LE DEVELOPPEMENT conformément à l'Arrêté du 17 septembre 1985 fixant les modalités d'application du Décret du 4 octobre 1984 sur le Fonds d'Investissements Publics;

**Article 20.** Le Ministère de l'Économie et des Finances établit avec les ordonnateurs la ventilation des crédits budgétaires contenus dans la Loi de Finances.

## Chapitre IV

### Dispositions en vue du contrôle des Transactions Budgétaires

**Article 21.** Toutes les ressources de l'État sont de droit des ressources budgétaires même dans le cas où elles n'ont pas été prévues dans la Loi de Finances. Ces ressources peuvent être créées par des lois, conventions, décisions de justice ou toutes autres prescriptions validées par les autorités compétentes. Sauf dérogation légale, elles sont versées au Trésor Public.

**Article 22.** Toutes les recettes perçues par les Services Publics, bénéficiant d'une allocation budgétaire, doivent faire l'objet d'un contrôle strict de la part des institutions de tutelle. Les barèmes et tarifs établis seront approuvés par lesdites institutions qui veilleront à ce qu'ils reçoivent la plus large diffusion possible. Les dépenses financées par de telles recettes doivent être exécutées selon les normes en vigueur.

**Article 23.** Tout chèque émis à l'ordre de l'État, d'un Ministère ou Services publics bénéficiant d'une allocation budgétaire, ne peut être endossé que pour dépôt au compte « Trésor Public » ou, si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux lois en vigueur, au compte de l'Institution bénéficiaire. Le paiement en numéraire d'un tel chèque est formellement interdit.

**Article 24.** Les opérations sur les Comptes Spéciaux du Trésor et les comptes courants des Organismes Publics sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière.

**Article 25.** Les dépenses effectuées à partir des comptes courants de fonctionnement par l'Administration Centrale seront régularisées par imputation aux alinéas budgétaires appropriés dans la Loi de Règlement.

**Article 26.** Les comptes courants de fonctionnement ne peuvent être utilisés aux rémunérations de personnel, ni à l'octroi de subventions. Les Institutions bénéficiant d'une dotation budgétaire sont exemptes de cette obligation.

**Article 27.** Les engagements pris au delà des crédits budgétaires fixés par la présente Loi de Finances, les engagements contraires aux lois et règlements en vigueur n'obligent point l'État Haïtien. Toute personne physique ou morale qui aura contracté de tels engagements sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle.

**Article 28.** Sous peine de sanctions disciplinaires, les Services administratifs et comptables des Ministères et Organismes publics ont l'obligation de remettre les chèques reçus des guichets de la Direction du Trésor à leur bénéficiaire ou mandataire désigné dans un délai n'excédant pas cinq jours ouvrables, à compter de la date de réception. Les chèques devenus sans objet doivent être retournés sans délai au Ministère de l'Economie et des Finances accompagnés d'un bordereau d'encaissement et d'annulation.

**Article 29.** Les chèques émis par le Trésor Public ont un délai de validité de six (6) mois à compter de leur date d'émission.

**Article 30.** L'agent de la fonction publique ne peut émarger en même temps aux crédits budgétaires de plus d'une Institution, sauf s'il remplit la fonction d'enseignant à coté de son emploi principal.

**Article 31.** Tout avis de mouvement du personnel susceptible d'augmenter la masse salariale doit être visé par un Contrôleur Financier de la Direction Générale du Budget, attestant la disponibilité du crédit avant la signature de l'Ordonnateur.

**Article 32.** Les Fonctionnaires et Employés affectés au service de Grands Commis bénéficient, en lieu et place des heures supplémentaires, d'une prime de fonction n'excédant pas 50% de leur salaire de base.

**Article 33.** Le barème des frais de voyage à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le plafond à l'octroi d'indemnité de responsabilité et de rémunération pour travaux en heures supplémentaires sont mis à jour et publiés régulièrement à la diligence du Ministère de l'Économie et des Finances.

**Article 34.** Les per diem accordés à partir des ressources du Trésor Public sont destinés à couvrir tous les frais relatifs au séjour d'un grand commis ou d'un agent de la fonction publique à l'étranger ou dans une région autre que son lieu d'affectation, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

**Article 34.1.** Lorsque les frais de séjour sont couverts par une organisation tierce, un montant complémentaire ne dépassant pas 50% de celui prévu dans le barème, peut être accordé pour couvrir certaines dépenses imprévues.

**Article 34.2.** Toute personne autre, non mentionné à l'article 34, en mission pour le compte des pouvoirs publics, peut également bénéficier de per diem équivalent à celui d'un membre de cabinet.

**Article 35.** Les subventions accordées par le Trésor Public, au nom de la population ou des collectivités sont assujetties au contrôle du Ministère concerné ainsi qu'à celui du Ministère de l'Économie et des Finances et de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

**Article 36.** Une institution émergeant au budget de la République ne peut bénéficier de subvention provenant des disponibilités budgétaires d'une autre institution.

**Article 37.** Dans le cadre de subventions permanentes ou d'allocations octroyées à des institutions publiques n'émargeant pas au budget ou à des institutions privées, les organes de contrôle de l'Etat peuvent intervenir à tout moment pour vérifier l'utilisation des fonds avancés.

**Article 38.** Les Institutions émargées au budget de l'Etat octroient en priorité les subventions aux secteurs d'activités auxquels elles appartiennent. Aussi, l'enveloppe budgétaire allouée aux subventions est ainsi répartie pour chaque Institution :

- 80% pour le secteur d'activité de l'Institution en question
- 20% pour les activités hors du secteur

**Article 39.** Les dépenses de fonctionnement exécutées à partir de l'article "9- Autres Dépenses Publiques" doivent être réimputées à l'article budgétaire approprié et prises en compte dans la loi de règlement de l'exercice. Sont exemptes de cette obligation les dépenses d'intelligence et de police.

**Article 40.** Aucune rémunération de personnel ne peut être effectuée à partir de l'article « 9-Autres dépenses publiques ». Les Institutions bénéficiant d'une dotation budgétaire sont exemptes de cette obligation.

**Article 41.** Toute personne physique ou morale qui aura entravé les procédures d'exécution de la Loi de Finances, c'est-à-dire la perception d'impôts, taxes, droits, ou l'exécution des dépenses, sera punie conformément aux lois régissant la matière. Il en sera de même pour toute personne qui aura omis de verser au « Trésor Public », dans les délais légaux, les droits perçus pour compte de l'État.

**Article 42.** Au 5 octobre, le Ministère de l'Economie et des Finances communique à la Banque de la République d'Haïti, le relevé de toutes les dépenses engagées au cours de l'exercice fiscal écoulé.

**Article 43.** La balance entre le montant total des dépenses engagées et le total des débours faits au titre de l'année fiscale accomplie est inscrite sur un fonds de compensation ouvert en vue de prendre en charge le paiement différé, en numéraire aux guichets de la Banque de la République d'Haïti, des engagements de l'exercice budgétaire clos.

**Article 44.** Au 31 mars, six mois à la clôture de l'exercice fiscal, les activités du fonds de compensation prennent fin et, à la décision du Ministre de l'Economie et des Finances, le solde à date est pris en compte à travers l'encours de la dette publique ou dans le financement de la Loi de Finances en cours d'exécution.

**Article 45.** Entre le premier et le vingtième jour de chaque mois, tous les comptables de deniers publics feront parvenir au Ministère de l'Economie et des Finances et à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, les copies certifiées conformes aux originaux, des pièces justificatives des transactions effectuées durant le mois précédent ainsi que le relevé détaillé de tous les comptes tenus et de tout état qui pourrait être réclamé par le Ministère de l'Economie et des Finances.

**Article 46.** Toutes les entités de l'Administration Publique feront parvenir au Ministère de l'Economie et des Finances pour être déposé au Parlement, au troisième lundi du mois de janvier, l'effectif de leur personnel regroupé par Direction et fonction.

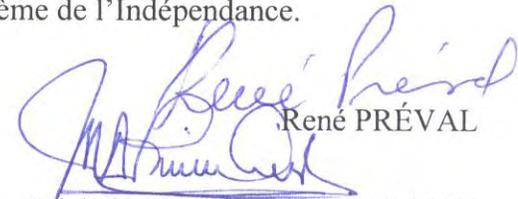
### Disposition Finale

**Article 47.** Cette présente Loi de Finances abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets-lois ou dispositions de Décrets-lois, tous Décrets ou dispositions de Décrets qui lui sont contraires, sera publiée et exécutée à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 29 juin 2009, An 206ème de l'Indépendance.

Par:

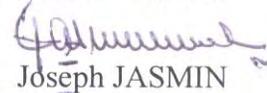
Le Président

  
René PRÉVAL

Le Premier Ministre

  
Michèle Duvivier PIERRE-LOUIS

Le Ministre Chargé des Relations avec le Parlement

  
Joseph JASMIN

Le Ministre de l'Économie et des Finances

  
Daniel DORSAINVIL

Le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe

  
Jean Max BELLERIVE

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie

  
Marie José GARNIER

Le Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications

  
Jacques GABRIEL

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural

  
Joanas GUE

Le Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes

  
Alrich NICOLAS

Le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales

  
Paul Antoine BIEN-AIME

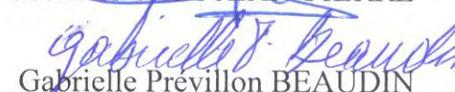
Le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique

  
Jean Joseph EXUME

Le Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle

  
Joël Desrosiers JEAN-PIERRE

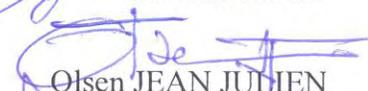
Le Ministre des Affaires Sociales et du Travail

  
Gabrielle Prévillon BEAUDIN

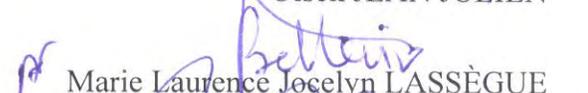
Le Ministre de la Santé Publique et de la Population

  
Alex LARSEN

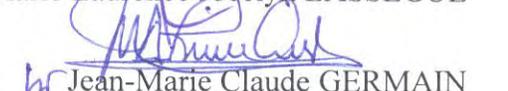
Le Ministre de la Culture et de la Communication

  
Olsen JEAN JUDIEN

Le Ministre à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme

  
Marie Laurence Jocelyn LASSÈGUE

Le Ministre de l'Environnement

  
Jean-Marie Claude GERMAIN

Le Ministre des Haïtiens Vivant à l'Etranger

Le Ministre du Tourisme

Le Ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique



Charles MANIGAT



Patrick DELATOUR

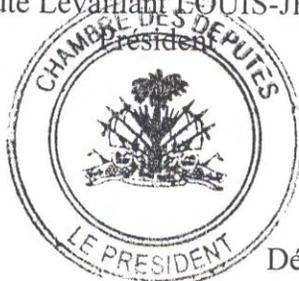


Evans LESCOUFLAIR

AU NOM DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Levaillant Louis-Jeune*

Député Levaillant LOUIS-JEUNE



*Francenet Dénis*  
Député Francenet DÉNIUS  
Premier Secrétaire

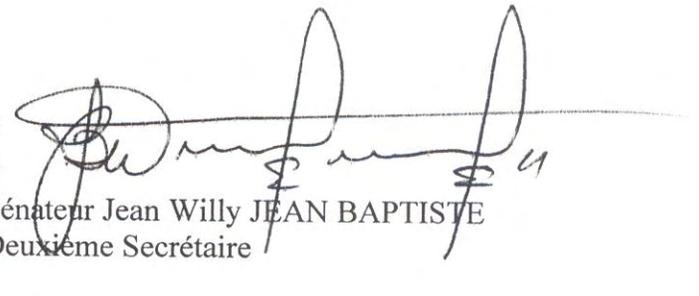
*Miolin Charles-Pierre*  
Député Miolin CHARLES-PIERRE  
Deuxième Secrétaire

Port-au-Prince, le 9 Septembre 2009, an 206<sup>ème</sup> de l'Indépendance

AU NOM DU SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE



Sénateur Kély C. BASTIEN, MD, MSc  
Président



Sénateur Pierre Franky EXIUS  
Premier Secrétaire

Sénateur Jean Willy JEAN BAPTISTE  
Deuxième Secrétaire

Port-au-Prince, le 29 Septembre 2009, an 206<sup>ème</sup> de l'Indépendance

Loi de Finances de l'Exercice 2009-2010

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE

Par les présentes,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORDONNE QUE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2009-2010, VOTÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS LE ... ..... 2009 ET PAR LE SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE LE ..... 2009 SOIT REVÊTUE DU SCEAU DE LA RÉPUBLIQUE, IMPRIMÉE, PUBLIÉE ET EXECUTÉE.

Donné au Palais National à Port-au-Prince, le ..... 2009, An 206<sup>ème</sup> de l'Indépendance

RENÉ PRÉVAL  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

\*\*\*\*\*

NAN NON REPIBLIK LA

PREZIDAN REPIBLIK LA BAY LÒD, POU METE SO REPIBLIK LA SOU LWA FINANS EGZÈSIS 2009-2010 LA, LWA KI SOT VOTE NAN CHANM DEPITE A NAN DAT ... ..... 2009 LA, AK SENA REPIBLIK LA NAN DAT ... ..... 2009 LA, EPI POU LWA SA A ENPRIME, PIBLIYE EPI EGZEKITE.

Palè Nasyonal, Pòtoprens, jou ki ... ..... 2009 la, 206èm lane Lendepandans.

RENÉ PRÉVAL  
PREZIDAN REPIBLIK LA



# **OPERATIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE**

**Loi de Finances - Exercice 2009-2010**  
**OPERATIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE**  
(Montant en Gourdes)

<b>MONTANT GLOBAL</b>	<b>80,400,719,063</b>	<b>88,942,900,943</b>	<b>8,542,181,880</b>	<b>10.6%</b>
<b>OPERATIONS</b>	<b>Crédit 08-09</b>	<b>Crédit 09-10</b>	<b>VARIATION (B-A)</b>	
			<b>MONTANT</b>	<b>%</b>
<b>A-RESSOURCES TOTALES (B)</b>	<b>32,849,108,834</b>	<b>34,925,000,000</b>	<b>2,075,891,166</b>	<b>6.3%</b>
<b>B-RECETTES COURANTES</b>	<b>32,849,108,834</b>	<b>34,925,000,000</b>	<b>2,075,891,166</b>	<b>6.3%</b>
Recettes Internes	22,419,375,592	23,873,333,627	1,453,958,035	6.5%
Recettes Douanières	10,145,733,674	10,569,701,373	423,967,698	4.2%
Autres Ressources Internes	283,999,568	481,965,000	197,965,432	69.7%
<b>C-DEPENSES COURANTES (i + ii)</b>	<b>30,991,812,208</b>	<b>31,399,738,781</b>	<b>407,926,574</b>	<b>1.3%</b>
<b>i-Fonctionnement de l'Adm. Centrale</b>	<b>28,851,672,370</b>	<b>29,841,235,702</b>	<b>989,563,332</b>	<b>3.4%</b>
Personnel	14,790,139,243	16,030,815,862	1,240,676,619	8.4%
Biens & Services	6,473,331,755	8,019,358,355	1,546,026,599	23.9%
Quotes -parts et subventions	7,226,151,446	5,412,036,555	(1,814,114,891)	-25.1%
Immobilisation	362,049,926	379,024,931	16,975,005	4.7%
<b>ii- Intérêts et frais financiers</b>	<b>2,140,139,837</b>	<b>1,558,503,079</b>	<b>(581,636,758)</b>	<b>-27.2%</b>
Dette Interne	1,164,088,879	1,138,707,131	(25,381,748)	-2.2%
Dette Externe	976,050,958	419,795,948	(556,255,010)	-57.0%
<b>D-SOLDE COURANT (B-C)</b>	<b>1,857,296,626</b>	<b>3,525,261,219</b>	<b>1,667,964,592</b>	<b>89.8%</b>
<b>E-DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>45,101,448,460</b>	<b>56,497,819,616</b>	<b>11,396,371,156</b>	<b>25.3%</b>
<b>Programmes &amp; projets</b>	<b>45,101,448,460</b>	<b>56,497,819,616</b>	<b>11,396,371,156</b>	<b>25.3%</b>
<i>Contrepartie locale en financement de programmes et projets</i>	<i>6,258,941,490</i>	<i>9,053,617,802</i>	<i>2,794,676,312</i>	<i>44.7%</i>
Projets financés par le Trésor Public	4,360,191,490	7,891,918,673	3,531,727,183	81.0%
Autres Fonds de Contrepartie en financement de programmes et projets	1,898,750,000	1,161,699,129	(737,050,871)	-38.8%
<i>Projets financés par les Dons et Emprunts</i>	<i>38,842,506,970</i>	<i>47,444,201,814</i>	<i>8,601,694,844</i>	<i>22.1%</i>
<b>F- DEPENSES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>220,906,315</b>	<b>300,000,000</b>	<b>79,093,685</b>	<b>35.8%</b>
Elections	220,906,315	300,000,000	79,093,685	35.8%
<b>G- DEPENSES TOTALES (C+E+F)</b>	<b>76,314,166,983</b>	<b>88,197,558,397</b>	<b>11,883,391,414</b>	<b>15.6%</b>
<b>H- SOLDE GLOBAL (Hors Dons) (A-G)</b>	<b>(43,465,058,149)</b>	<b>(53,272,558,397)</b>	<b>(9,807,500,248)</b>	<b>22.6%</b>
<b>I-DONS</b>	<b>35,134,237,367</b>	<b>41,927,666,450</b>	<b>6,793,429,083</b>	<b>19.3%</b>
<b>i-Support budgétaire</b>	<b>3,792,500,000</b>	<b>3,168,000,000</b>	<b>(624,500,000)</b>	<b>-16.5%</b>
Union Européenne	1,381,700,000	946,000,000	(435,700,000)	-31.5%
Belgique	73,800,000		(73,800,000)	-100.0%
France	282,900,000		(282,900,000)	-100.0%
Espagne	225,500,000	286,000,000	60,500,000	26.8%
Banque Mondiale	738,000,000	616,000,000	(122,000,000)	-16.5%
BID	1,025,000,000	1,320,000,000	295,000,000	28.8%
CARICOM	65,600,000		(65,600,000)	-100.0%
<b>ii-Financement des Programmes et projets</b>	<b>31,341,737,367</b>	<b>38,759,666,450</b>	<b>7,417,929,083</b>	<b>23.7%</b>
Agence Canadienne de Développement International (ACDI)	5,622,000,000	4,296,272,001	(1,325,727,999)	-23.6%
Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)	30,750,000	22,487,220	(8,262,780)	-26.9%
Allemagne	231,233,655	145,961,146	(85,272,509)	-36.9%
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	553,570,790	693,835,314	140,264,524	25.3%
Banque Mondiale	2,167,034,996	2,333,412,887	166,377,891	7.7%
Brésil	100,000,000	66,000,000	(34,000,000)	-34.0%
Espagne	107,049,102	1,549,191,363	1,442,142,261	1347.2%
Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO)		1,063,216	1,063,216	
Fonds d'Equipeement des Nations Unies(FENU)	30,232,500	49,312,195	19,079,695	63.1%
Fonds international de développement agricole (FIDA)	246,000,000	143,995,720	(102,004,280)	-41.5%
France	1,355,849,902	1,733,405,916	377,556,014	27.8%
IICA		167,376,000	167,376,000	
Japon	82,494,884		(82,494,884)	-100.0%
Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)	43,000,000	47,300,000	4,300,000	10.0%
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	204,479,581	190,097,644	(14,381,937)	-7.0%
Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)	10,961,250		(10,961,250)	-100.0%
Taiwan	672,398,688	895,197,625	222,798,937	33.1%
Union Européenne (UE)	5,763,428,175	12,940,771,640	7,177,343,465	124.5%
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science & la Culture (UNESCO)	20,222,200	5,389,678	(14,832,522)	-73.3%
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	35,651,320	38,259,953	2,608,633	7.3%
Agence pour le Développement International (USAID)	13,245,380,324	12,224,336,932	(1,021,043,392)	-7.7%
Venezuela	820,000,000	1,216,000,000	396,000,000	48.3%
<b>J-SOLDE GLOBAL INCLUANT DONS (H+I)</b>	<b>(8,330,820,783)</b>	<b>(11,344,891,947)</b>	<b>(3,014,071,165)</b>	<b>36.2%</b>
<b>K-FINANCEMENT (J)</b>	<b>(8,330,820,783)</b>	<b>(11,344,891,947)</b>	<b>(3,014,071,165)</b>	<b>36.2%</b>

**Loi de Finances - Exercice 2009-2010**  
**OPERATIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE**  
**(Montant en Gourdes)**

<b>MONTANT GLOBAL</b>	<b>80,400,719,063</b>	<b>88,942,900,943</b>	<b>8,542,181,880</b>	<b>10.6%</b>
<b>OPERATIONS</b>	<b>Crédit 08-09</b>	<b>Crédit 09-10</b>	<b>VARIATION (B-A)</b>	
			<b>MONTANT</b>	<b>%</b>
<b>L-FINANCEMENT EXTERNE NET (i+ii+iii+iv+v+vi)</b>	<b>6,531,389,580</b>	<b>8,399,192,818</b>	<b>1,867,803,238</b>	<b>28.6%</b>
<i>i- Support budgétaire</i>	<i>20,500,000</i>		<i>(20,500,000)</i>	<i>-100.0%</i>
BID	20,500,000		(20,500,000)	-100.0%
Autres Ressources Externes				
<i>ii-PPTE</i>	<i>786,760,583</i>		<i>(786,760,583)</i>	<i>-100.0%</i>
<i>iii-Financement des Programmes et projets</i>	<i>7,500,769,604</i>	<i>8,684,535,364</i>	<i>1,183,765,760</i>	<i>15.8%</i>
Agence Internationale de la Francophonie (AIF)				
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	7,038,684,392	8,162,349,189	1,123,664,797	16.0%
Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA)	462,085,211	522,186,175	60,100,964	13.0%
<i>iv- Amortissement de la dette</i>	<i>(1,937,233,282)</i>	<i>(285,342,546)</i>	<i>1,651,890,736</i>	<i>-85.3%</i>
Amort. Externe	(1,937,233,282)	(285,342,546)	1,651,890,736	-85.3%
<b>v- Arriérés</b>				
Accumulation				
Réduction				
<b>vi- Rééchelonnement</b>	<b>160,592,676</b>		<b>(160,592,676)</b>	<b>-100.0%</b>
Rééchelonnement Club de Paris	160,592,676		(160,592,676)	-100.0%
<b>M-FINANCEMENT INTERNE NET</b>	<b>1,799,431,202</b>	<b>2,945,699,129</b>	<b>1,146,267,927</b>	<b>63.7%</b>
Banque de la République d'Haïti	2,050,000,000	2,244,000,000	194,000,000	9.5%
Autres Fonds de Contrepartie	1,898,750,000	1,161,699,129	(737,050,871)	-38.8%
Amortissement Interne	(2,149,318,798)	(460,000,000)	1,689,318,798	-78.6%
Autre Financement Interne				

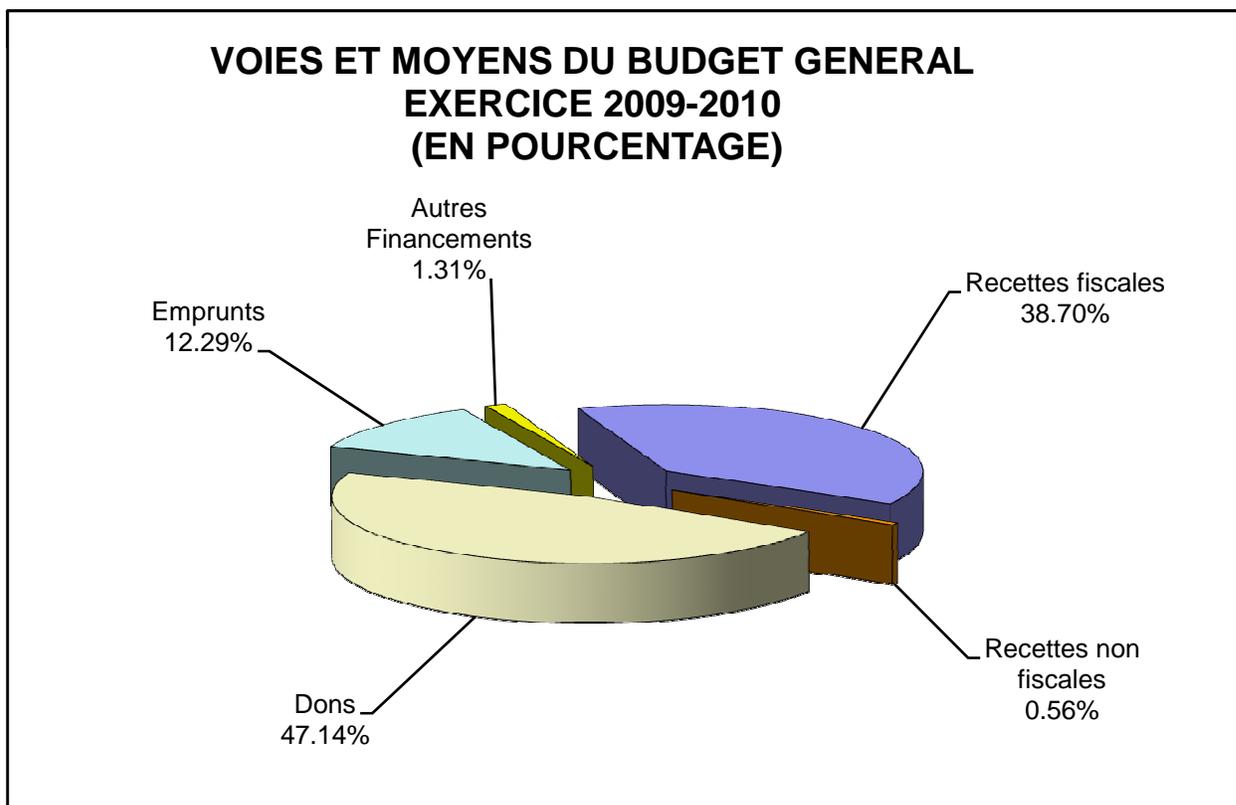


# **PRESENTATION GENERALE DES RESSOURCES BUDGETAIRES**

**VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL**  
**CLASSEES PAR NATURE**  
*(En Gourdes)*  
**Exercice 2009-2010**

<b>TOTAL DES VOIES &amp; MOYENS</b>	<b>88,942,900,943.00</b>
-------------------------------------	--------------------------

<b>RESSOURCES</b>		<b>76,852,666,450.00</b>
<b>RECETTES COURANTES</b>		<b>34,925,000,000.00</b>
Recettes fiscales	34,424,097,265	
Recettes non fiscales	500,902,735	
<b>AUTRES RESSOURCES</b>		<b>41,927,666,450.00</b>
Dons	41,927,666,450	
<b>FINANCEMENT</b>		<b>12,090,234,493.00</b>
Emprunts	10,928,535,364	
Autres Financements	1,161,699,129	



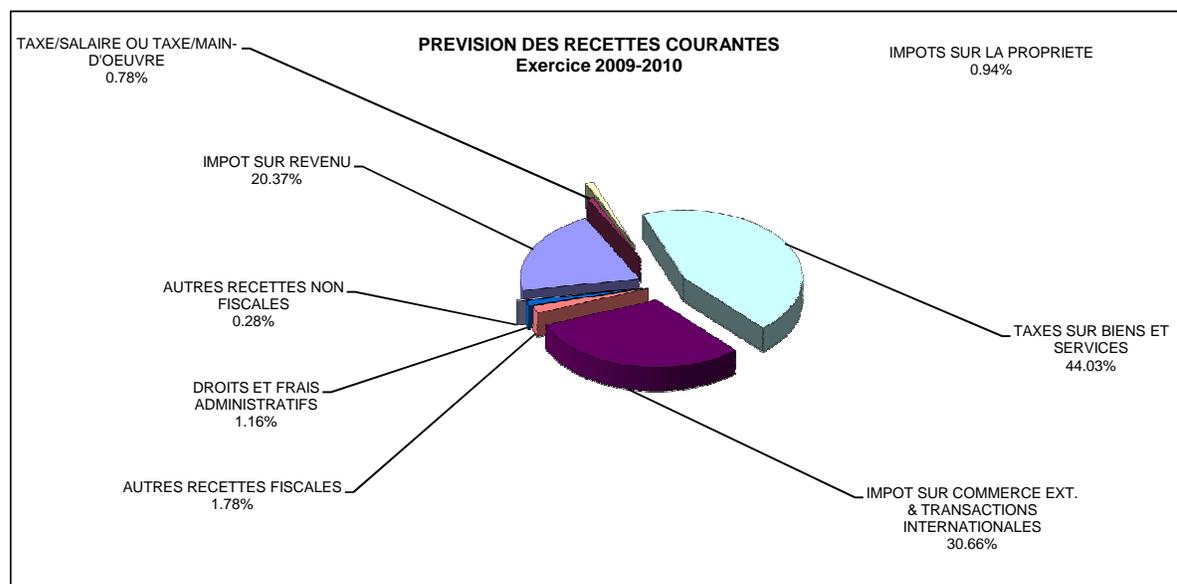
## RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

Par champ de taxation

Exercice 2009-2010

(En Gourdes)

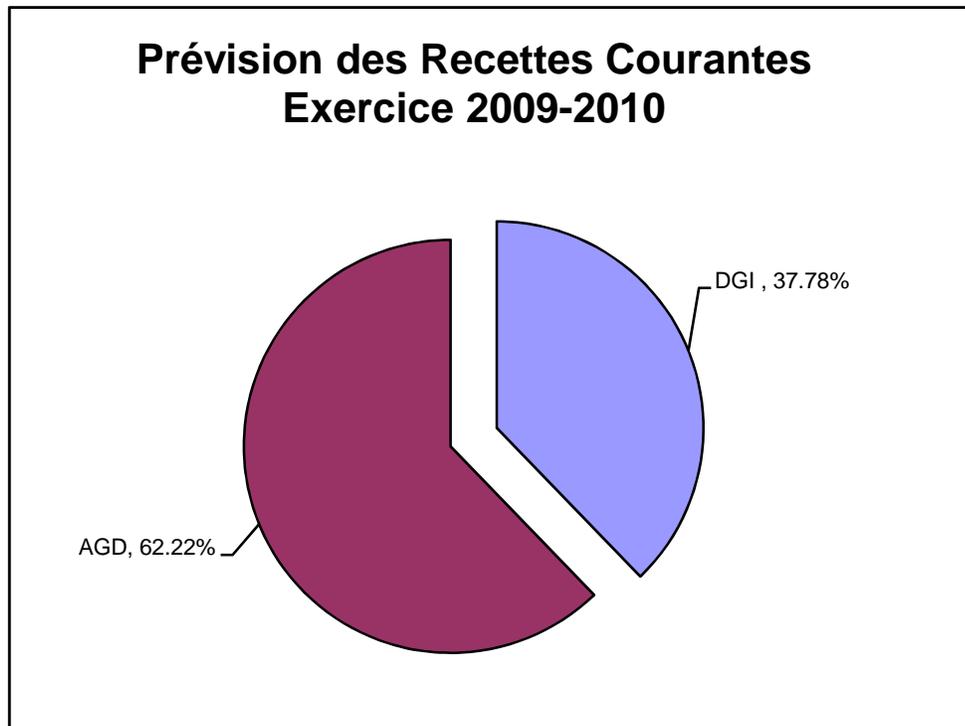
PARAGRAPHE	MONTANT	POURCENTAGE (%)
IMPOT SUR REVENU	7,115,930,000	20.37
TAXE/SALAIRE OU TAXE/MAIN-D'OEUVRE	273,510,000	0.78
IMPOTS SUR LA PROPRIETE	327,262,987	0.94
TAXES SUR BIENS ET SERVICES	15,377,463,900	44.03
IMPOT SUR COMMERCE EXT. & TRANSACTIONS INTERNATIONALES	10,706,731,394	30.66
AUTRES RECETTES FISCALES	623,198,984	1.78
DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	404,131,946	1.16
AUTRES RECETTES NON FISCALES	96,770,789	0.28
<b>TOTAL</b>	<b>34,925,000,000</b>	<b>100.00</b>



# RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

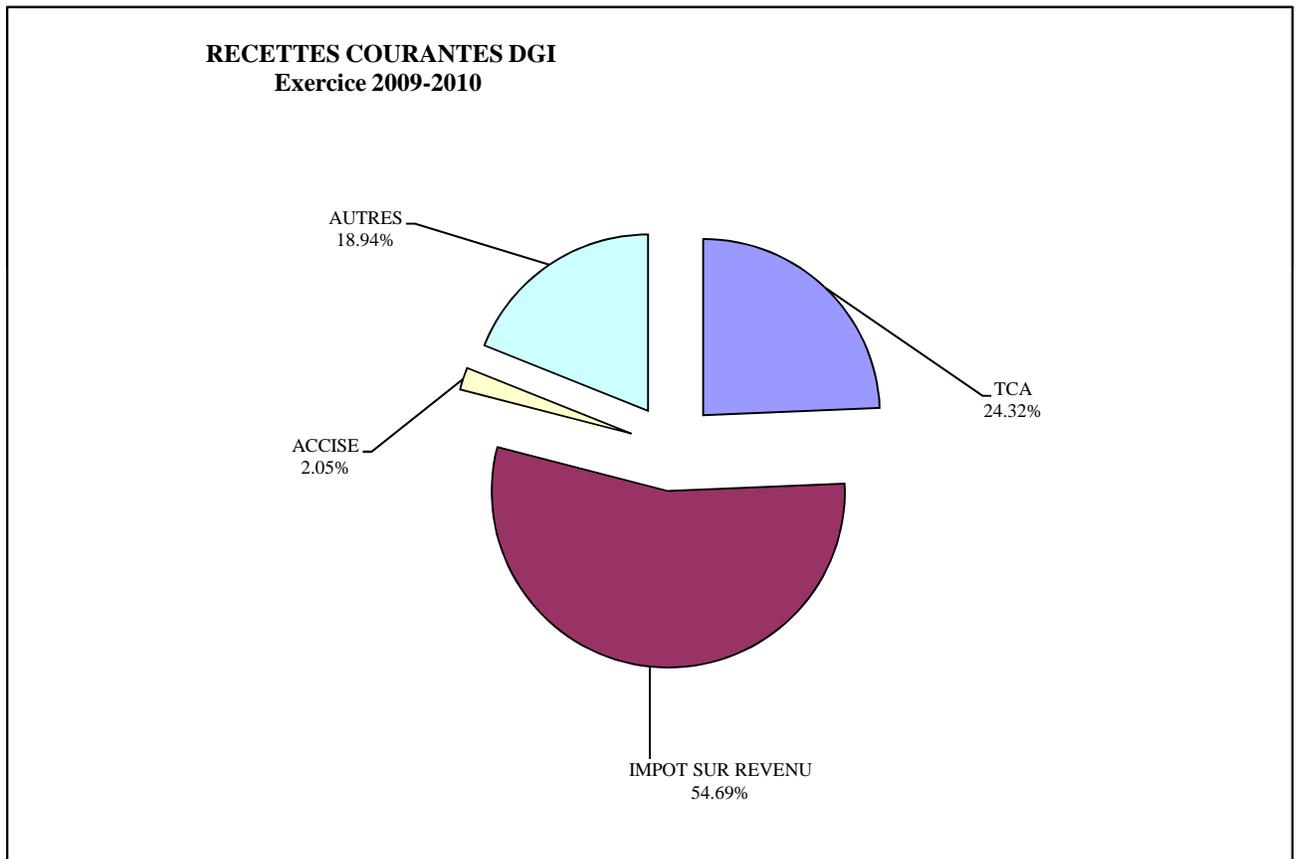
Par Institution de perception  
**Exercice 2009-2010**  
( En gourdes)

<b>DGI</b>	<b>13,011,632,987</b>
TCA	3,164,220,000
IMPOT SUR REVENU	7,115,930,000
ACCISE	266,930,000
AUTRES	2,464,552,987
<b>SUB/TOTAL1</b>	<b>13,011,632,987</b>
<b>AGD</b>	<b>21,431,402,013</b>
DROITS D'ACCISE	1,828,200,133.99
TAXE SUR VEHICULE A MOTEUR	362,624,879
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	19,230,388,602
RECETTES NON FISCALES	10,188,398
<b>SUB/TOTAL2</b>	<b>21,431,402,013</b>
<b>TOTAL</b>	<b>34,443,035,000</b>



**STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR LA DGI**  
**Exercice 2009-2010**  
**( En Gourdes )**

DGI	MONTANT	POURCENTAGE (%)
TCA	3,164,220,000.00	24.32
IMPOT SUR REVENU	7,115,930,000.00	54.69
ACCISE	266,930,000.00	2.05
AUTRES	2,464,552,986.95	18.94
<b>TOTAL</b>	<b>13,011,632,986.95</b>	<b>100.00</b>

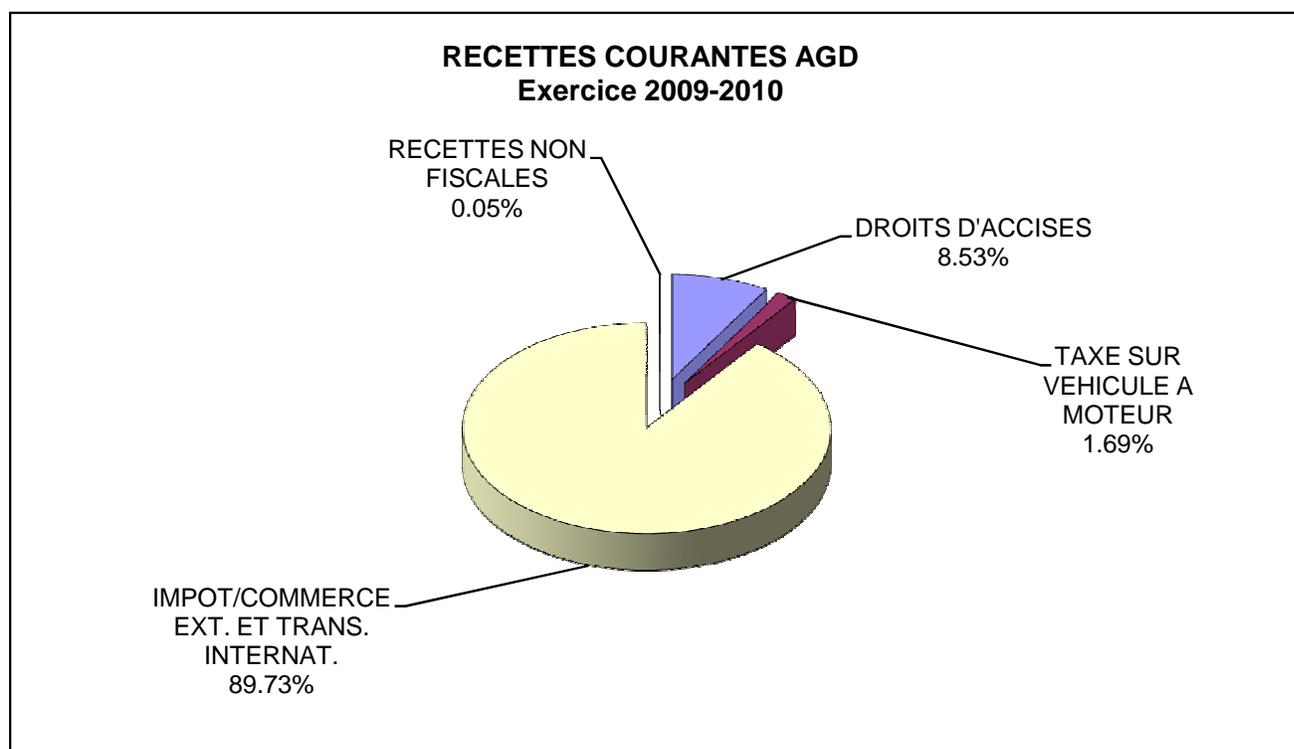


## STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR L'AGD

Exercice 2009-2010

(En Gourdes)

AGD	MONTANT	POURCENTAGE (%)
DROITS D'ACCISES	1,828,200,133.99	8.53
TAXE SUR VEHICULE A MOTEUR	362,624,879.20	1.69
IMPOT/COMMERCE EXT. ET TRANS. INTERNAT.	19,230,388,601.85	89.73
RECETTES NON FISCALES	10,188,398.01	0.05
<b>SUB/TOTAL1</b>	<b>21,431,402,013.05</b>	<b>100.00</b>

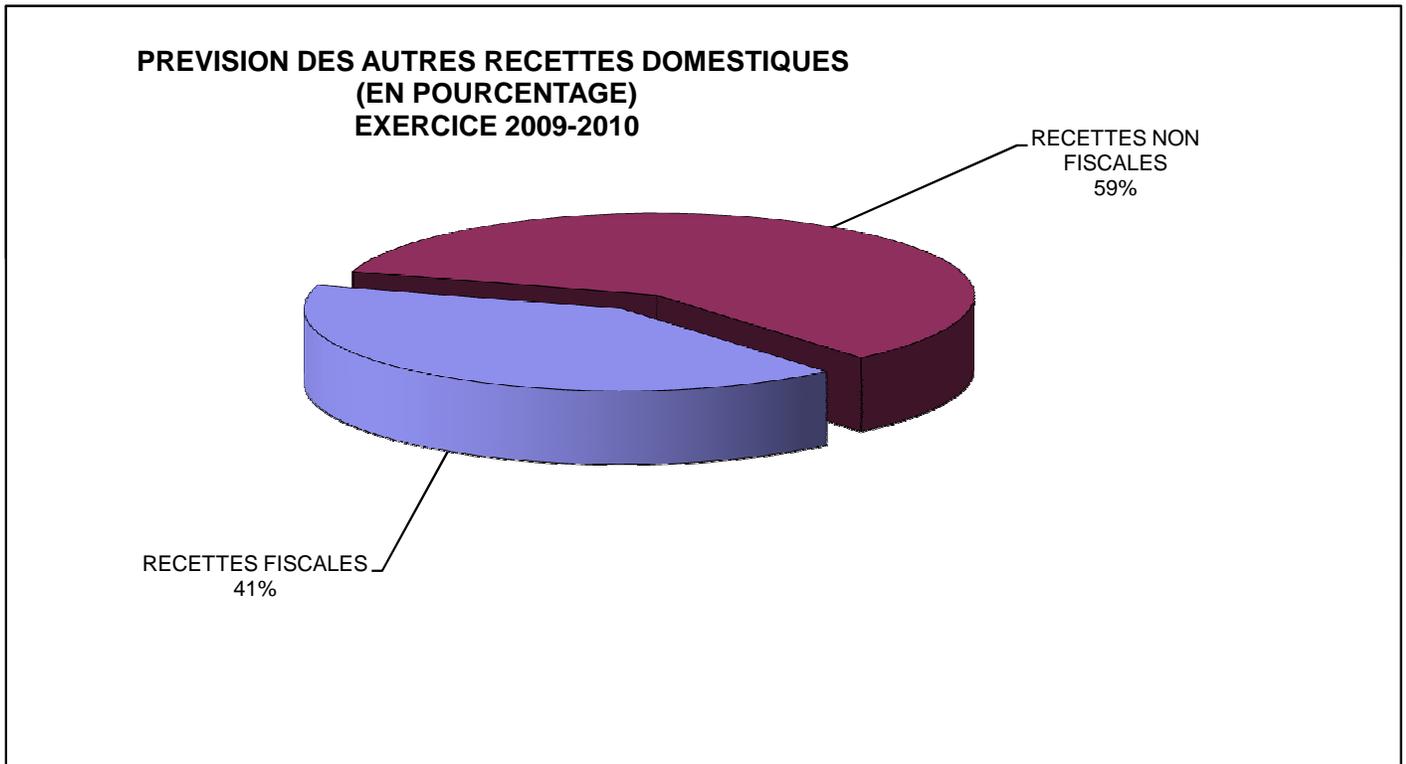


## RESUME DES PREVISIONS DES AUTRES RECETTES DOMESTIQUES

Exercice 2009-2010

( En gourdes )

	MONTANT	POURCENTAGE (%)
RECETTES FISCALES	196,450,662.72	40.76
RECETTES NON FISCALES	285,514,337.28	59.24
<b>TOTAL</b>	<b>481,965,000.00</b>	<b>100.00</b>

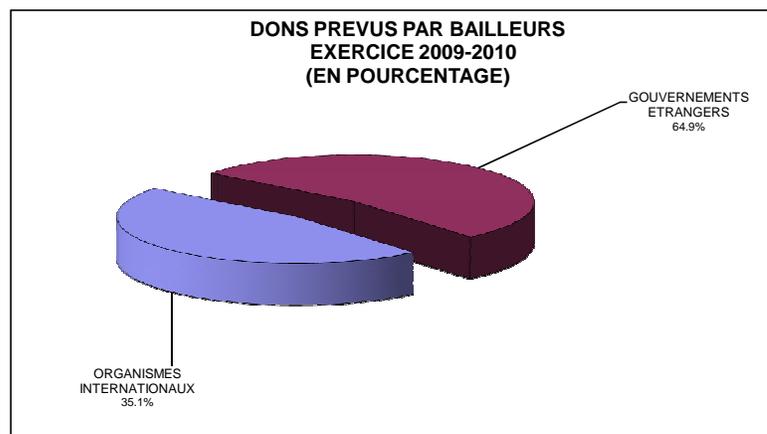


## RESUME DES DONS PREVUS PAR SOURCE

Exercice 2009-2010

( En gourdes)

<b>DONS</b>		<b>41,927,666,450.00</b>
<b>ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>		<b>19,515,301,467.00</b>
AIEA	22,487,220.00	
BANQUE MONDIALE	2,949,412,887.00	
BID	2,013,835,314.00	
FENU	49,312,195.00	
FIDA	143,995,720.00	
FAO	1,063,216.00	
IICA	167,376,000.00	
ONUDI	47,300,000.00	
PNUD	190,097,644.00	
UE	13,886,771,640.00	
UNESCO	5,389,678.00	
UNICEF	38,259,953.00	
<b>GOUVERNEMENTS ETRANGERS</b>		<b>22,412,364,983.00</b>
ACDI	4,296,272,001.00	
ALLEMAGNE	145,961,146.00	
BRESIL	66,000,000.00	
ESPAGNE	1,835,191,363.00	
FRANCE	1,733,405,916.00	
USAID	12,224,336,932.00	
TAIWAN	895,197,625.00	
VENEZUELA	1,216,000,000.00	
<b>TOTAL</b>		<b>41,927,666,450.00</b>

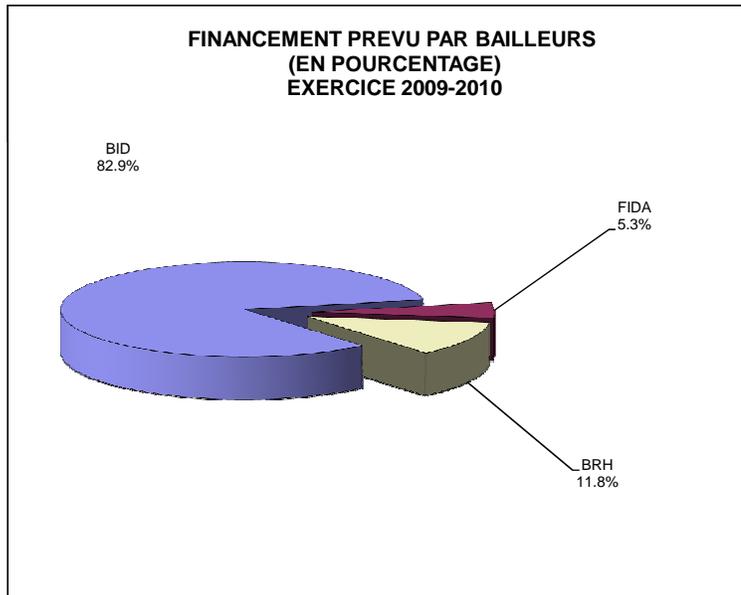


## RESUME DU FINANCEMENT PREVU PAR SOURCE

Exercice 2009-2010

( En gourdes)

<b>FINANCEMENT TOTAL</b>		<b>12,090,234,493.00</b>
<b>FINANCEMENT EXTERNE</b>		<b>8,684,535,364.00</b>
BID	8,162,349,189.00	
FIDA	522,186,175.00	
<b>FINANCEMENT INTERNE</b>		<b>2,244,000,000.00</b>
BRH	2,244,000,000.00	
<b>AUTRES FINANCEMENTS</b>		<b>1,161,699,129</b>
AFC	1,161,699,129	



**DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL**  
**EXERCICE 2009-2010**  
(en Gourdes)

Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement à identifier				88,942,900,943
Recettes courantes + dons + Prêts+ autres financements	13,011,632,987	21,431,402,013	54,499,865,943	88,942,900,943
Ressources hors dons et emprunts	13,011,632,987	21,431,402,013	481,965,000	34,925,000,000
Recettes courantes	13,011,632,987	21,431,402,013	481,965,000	34,925,000,000
<b>Article 1 RECETTES FISCALES</b>	<b>12,806,432,987</b>	<b>21,421,213,615</b>	<b>196,450,663</b>	<b>34,424,097,265</b>
<b>10 Impôts sur le revenu</b>	<b>7,115,930,000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7,115,930,000</b>
100 Sociétés et autres personnes morales	3,113,040,000	0	0	3,113,040,000
1000 Impôt base forfaitaire	3,113,040,000			3,113,040,000
101 Personnes physiques	4,002,890,000	0	0	4,002,890,000
1010 Impôt sur le salaire	4,002,890,000			4,002,890,000
<b>11 Taxe sur salaire ou taxe sur main-d'œuvre</b>	<b>273,510,000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>273,510,000</b>
110 Taxe sur la masse salariale	273,510,000			273,510,000
<b>12 Impôts sur la propriété</b>	<b>327,262,987</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>327,262,987</b>
120 Propriété immobilière	11,660,000	0	0	11,660,000
121 Droits de successions et donations	219,990,000	0	0	219,990,000
122 Droits sur transactions mobilières et immobilières	52,010,000	0	0	52,010,000
123 Droits sur autres actes relatifs à la propriété	622,987	0	0	622,987
124 Divers impôts sur la propriété	42,650,000	0	0	42,650,000
125 Droits d'hypothèque	330,000			330,000
<b>13 Taxes sur les biens et services</b>	<b>4,467,020,000</b>	<b>10,717,994,842</b>	<b>192,449,058</b>	<b>15,377,463,900</b>
130 Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)	3,164,220,000	8,527,169,829	0	11,691,389,829
1300 Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation		8,527,169,829		8,527,169,829
1301 Taxe sur le chiffre d'affaires Intérieur	3,164,220,000			3,164,220,000
131 Droits d'accises	266,930,000	1,828,200,134	0	2,095,130,134
1312 Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	208,640,000	0	0	208,640,000
13120 Allumettes	760,000			760,000
13121 Cigarettes	207,880,000			207,880,000
1313 Droits d'accises ordinaires sur véhicules	0	600,739,519	0	600,739,519
13130 Véhicules importés		600,739,519		600,739,519
1314 Droits d'accises ordinaires / combustibles et lubrifiants	0	514,510,607	0	514,510,607
13143 Gasoline		158,217,040		158,217,040
13144 Gasoil		292,236,067		292,236,067
13145 Kérosène		64,057,499		64,057,499
1315 Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants	0	712,950,009	0	712,950,009
13150 Gasoline accise variable		325,372,248		325,372,248
13151 Gasoil accise variable		376,326,144		376,326,144
13152 Kérosène accise variable		11,251,617		11,251,617
1316 Droits d'accises complémentaires	58,290,000	0	0	58,290,000
13163 Autres accises	58,290,000			58,290,000
132 Taxes sur services déterminés	97,640,000	0	0	97,640,000
1320 Taxes sur les services d'assurances	97,640,000	0		97,640,000
13200 Taxe sur les primes d'assurances	97,640,000			97,640,000
133 Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers	762,210,000	362,624,879	192,449,058	1,317,283,937
1331 Taxes sur les véhicules à moteur	762,210,000	362,624,879	192,449,058	1,317,283,937

**DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL**  
**EXERCICE 2009-2010**  
(en Gourdes)

Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
13310 1ère immatriculation véhicules	762,210,000	204,288,236		966,498,236
13314 Taxe touristique		158,336,643	192,449,058	350,785,701
134 Diverses taxes sur biens et services	176,020,000	0	0	176,020,000
<b>14 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales</b>	<b>0</b>	<b>10,702,729,789</b>	<b>4,001,605</b>	<b>10,706,731,394</b>
140 Droits d'importation	0	4,571,289,989	0	4,571,289,989
1400 Droits de Douane		4,571,289,989		4,571,289,989
141 Autres perceptions à l'importation	0	5,965,198,817	0	5,965,198,817
1410 Frais de vérification		4,706,765,008		4,706,765,008
1411 Droit de transit		256,615		256,615
1412 Droit d'entrepôt		943,420		943,420
1419 Recettes à l'importation non ventilées ailleurs		1,257,233,774		1,257,233,774
149 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur	0	166,240,983	4,001,605	170,242,588
1490 Pénalités, amendes et frais de poursuite / importation		166,240,983	4,001,605	170,242,588
<b>15 Autres recettes fiscales</b>	<b>622,710,000</b>	<b>488,984</b>	<b>0</b>	<b>623,198,984</b>
150 Impôts de capitation	99,060,000	0	0	99,060,000
151 Droits de timbre	220,390,000	488,984	0	220,878,984
1511 Droits de timbre proportionnel	220,390,000	488,984	0	220,878,984
15110 Droit de timbre sur capital social	220,390,000	488,984		220,878,984
152 Droits fixe d'enregistrement	1,630,000	0	0	1,630,000
153 Diverses autres recettes fiscales	169,200,000	0	0	169,200,000
1530 Taxe sur appels téléphoniques	169,200,000			169,200,000
159 Pénalités, amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales	132,430,000			132,430,000
<b>Article 2 RECETTES NON FISCALES</b>	<b>205,200,000</b>	<b>10,188,398</b>	<b>285,514,337</b>	<b>500,902,735</b>
<b>20 Revenus des Domaines et de l'entreprise</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29,010,789</b>	<b>29,010,789</b>
200 Revenus provenant des entreprises publiques non financières et des	0	0	29,010,789	29,010,789
2000 Apports des entreprises publiques			5,617,511	5,617,511
2009 Autres apports			23,393,278	23,393,278
<b>21 Droits et frais administratifs, ventes non industrielles</b>	<b>137,440,000</b>	<b>10,188,398</b>	<b>256,503,548</b>	<b>404,131,946</b>
210 Droits administratifs	131,260,000	0	256,503,548	387,763,548
2100 Droit de passeport	107,360,000		134,315,052	241,675,052
2109 Autres droits administratifs non ventilés ailleurs	23,900,000		122,188,496	146,088,496
211 Frais administratifs	6,180,000	10,188,398	0	16,368,398
2118 Taxe d'immigration et d'émigration	160,000	7,794,603		7,954,603
2119 Autres frais administratifs non ventilés ailleurs	6,020,000	2,393,795		8,413,795
<b>22 Amendes et sanctions</b>	<b>17,600,000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17,600,000</b>
229 Autres Amendes et sanctions non fiscales	17,600,000	0	0	17,600,000
<b>23 Autres recettes non fiscales</b>	<b>50,160,000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50,160,000</b>
<b>Article 5 DONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>41,927,666,450</b>	<b>41,927,666,450</b>
<b>50 Dons pour dépenses courantes</b>			<b>3,168,000,000</b>	<b>3,168,000,000</b>
501 Dons extérieurs	0	0	3,168,000,000	3,168,000,000
5010 Dons d'organismes internationaux			2,882,000,000	2,882,000,000
5011 Dons de gouvernements étrangers et d'autres administrations publiques étrangères			286,000,000	286,000,000

**DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL**  
**EXERCICE 2009-2010**  
(en Gourdes)

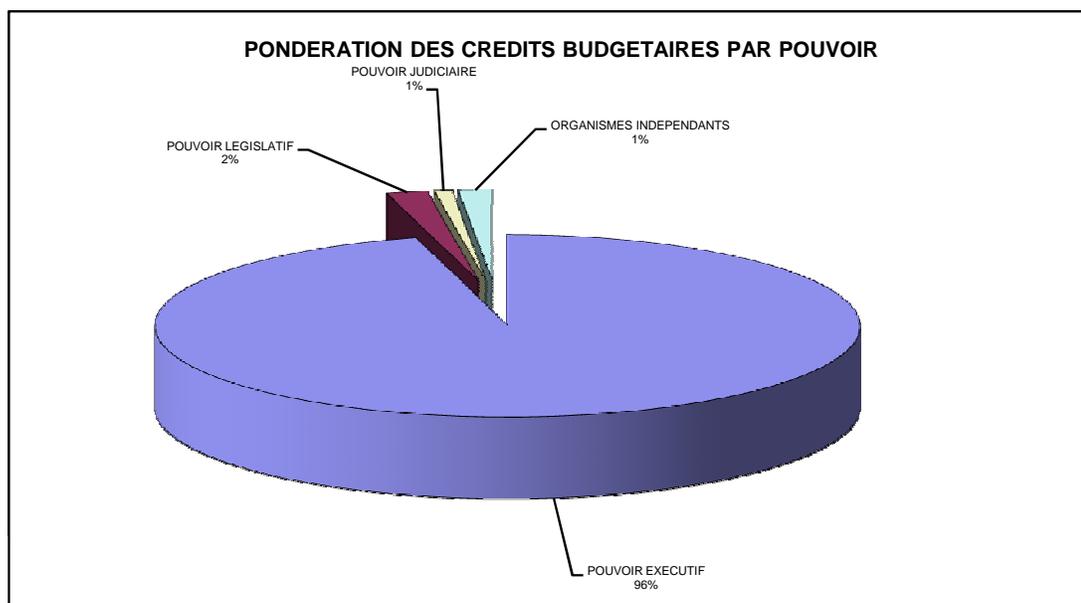
Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
<b>51 Dons pour dépenses en capital</b>	0	0	38,759,666,450	38,759,666,450
511 Dons extérieurs	0	0	38,759,666,450	38,759,666,450
5110 Dons d'organismes internationaux			16,633,301,467	16,633,301,467
5111 Dons de gouvernements étrangers et d'autres			22,126,364,983	22,126,364,983
<b>Article 8                   EMPRUNTS</b>	0	0	10,928,535,364	10,928,535,364
<b>80 Emprunts intérieurs</b>	0	0	2,244,000,000	2,244,000,000
800 Financement de la Banque centrale			2,244,000,000	2,244,000,000
<b>81 Emprunts extérieurs</b>	0	0	8,684,535,364	8,684,535,364
<i>811 Emprunts auprès d'organisations internationales - Dette</i>			8,684,535,364	8,684,535,364
Autres financements	0	0	1,161,699,129	1,161,699,129



**PRESENTATION GENERALE DES  
CREDITS BUDGETAIRES PAR  
INSTITUTION**

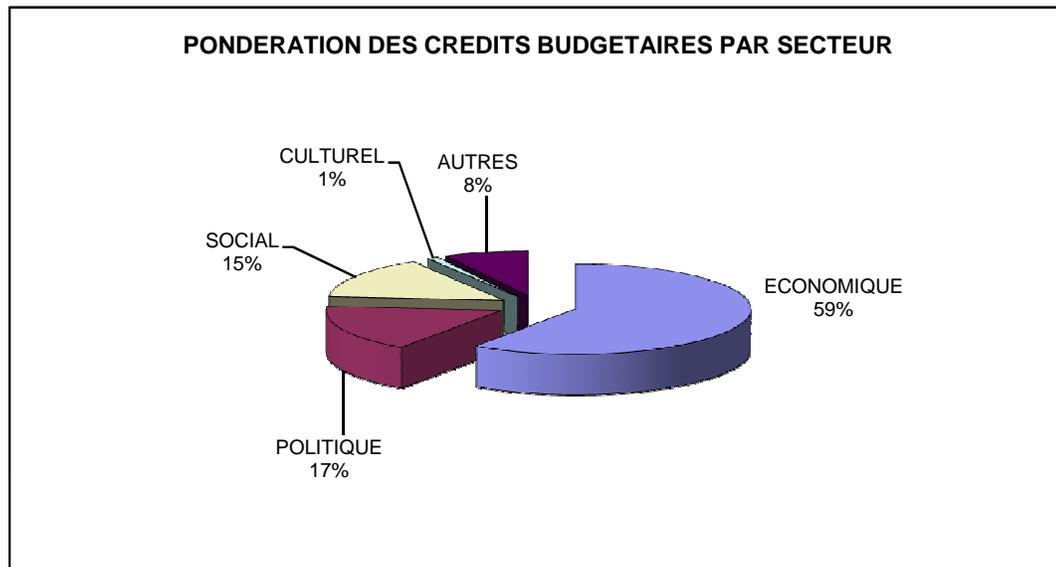
**CREDITS BUDGETAIRES PAR CATEGORIE INSTITUTIONNELLE ET PAR NATURE  
EN GOURDES  
EXERCICE 2009-2010**

CATEGORIE INSTITUTIONNELLE	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
<b>POUVOIR EXECUTIF</b>	29,244,011,036	55,982,294,587	85,226,305,623	95.82%
<b>POUVOIR LEGISLATIF</b>	1,501,255,758	156,094,885	1,657,350,643	1.86%
<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>	717,301,786	0	717,301,786	0.81%
<b>ORGANISMES INDEPENDANTS</b>	982,512,747	359,430,144	1,341,942,891	1.51%
<b>TOTAL</b>	<b>32,445,081,327</b>	<b>56,497,819,616</b>	<b>88,942,900,943</b>	<b>100%</b>



**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE  
EN GOURDES  
EXERCICE 2009-2010**

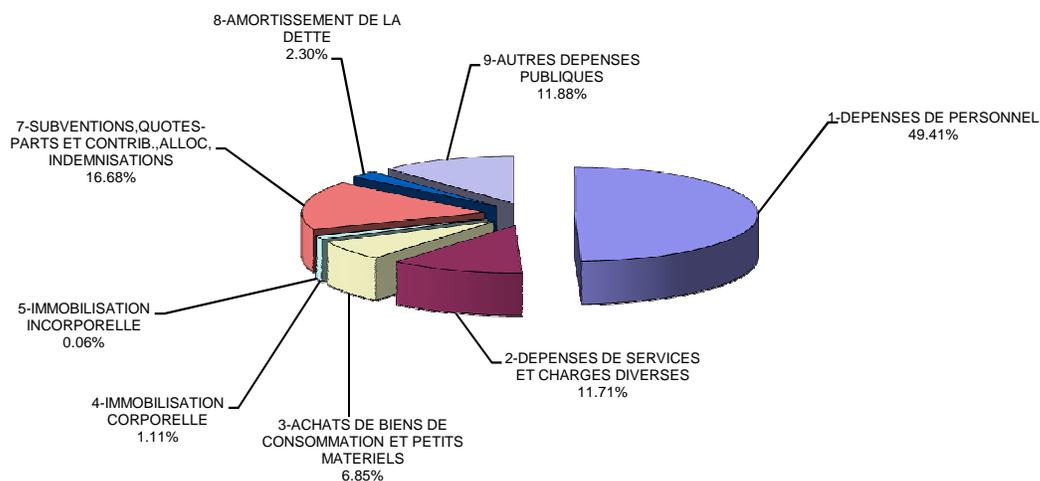
SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
<b>ECONOMIQUE</b>	4,713,000,300	48,312,992,193	53,025,992,494	59.62%
<b>POLITIQUE</b>	11,552,912,696	3,354,039,087	14,906,951,784	16.76%
<b>SOCIAL</b>	8,682,227,373	4,657,646,111	13,339,873,484	15.00%
<b>CULTUREL</b>	665,073,482	173,142,224	838,215,706	0.94%
<b>AUTRES</b>	6,831,867,476	0	6,831,867,476	7.68%
<b>TOTAL</b>	<b>32,445,081,327</b>	<b>56,497,819,616</b>	<b>88,942,900,943</b>	<b>100%</b>



**CREDITS BUDGETAIRES DE FONCTIONNEMENT PAR ARTICLE  
(INCLUANT L'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE)  
EN GOURDES  
EXERCICE 2009-2010**

ARTICLE	Montant	%
<b>1-DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>16,030,815,862</b>	<b>49.41%</b>
<b>2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES</b>	<b>3,800,675,478</b>	<b>11.71%</b>
<b>3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS</b>	<b>2,221,964,500</b>	<b>6.85%</b>
<b>4-IMMOBILISATION CORPORELLE</b>	<b>361,151,000</b>	<b>1.11%</b>
<b>5-IMMOBILISATION INCORPORELLE</b>	<b>17,873,931</b>	<b>0.06%</b>
<b>7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS</b>	<b>5,412,036,555</b>	<b>16.68%</b>
<b>8-AMORTISSEMENT DE LA DETTE</b>	<b>745,342,546</b>	<b>2.30%</b>
<b>9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES</b>	<b>3,855,221,456</b>	<b>11.88%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>32,445,081,327</b>	<b>100.00%</b>

**PONDERATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT PAR ARTICLE**

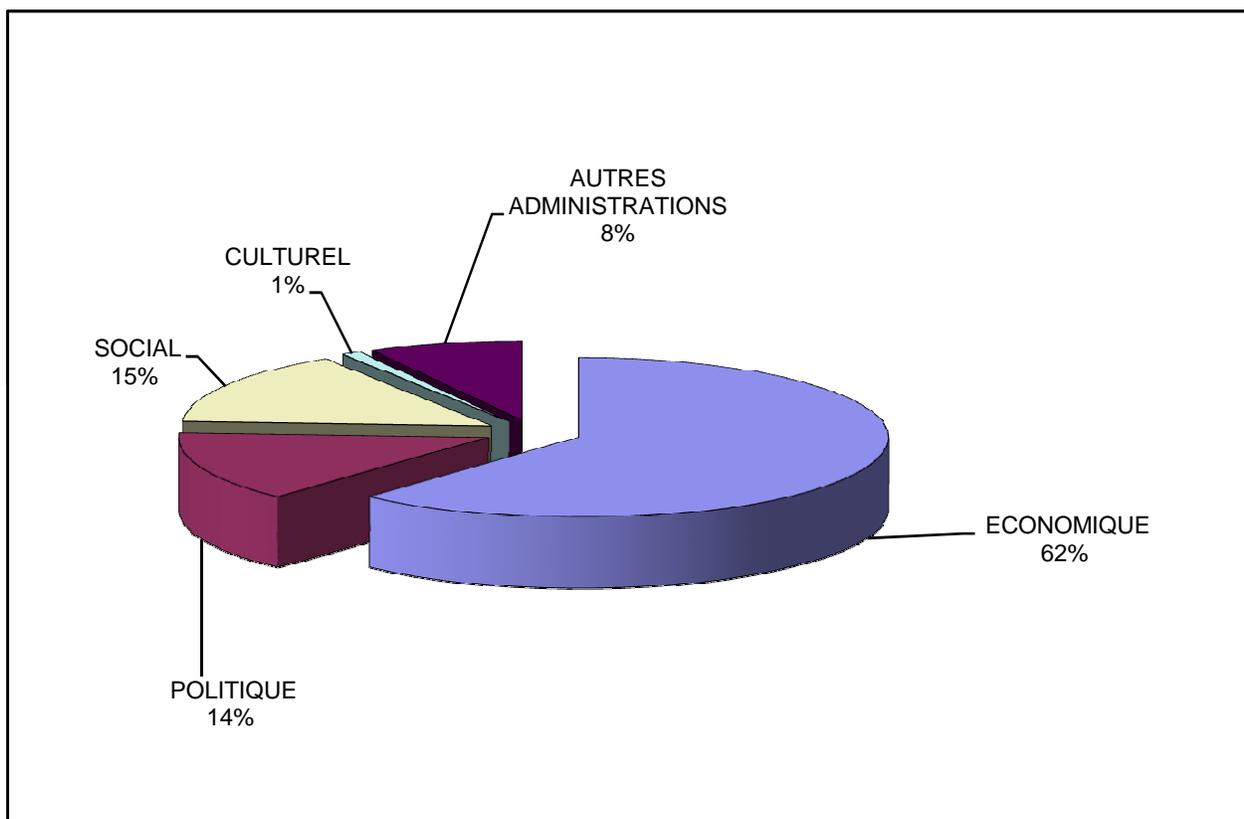




# **CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR EXECUTIF**

**POUVOIR EXECUTIF**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
<b>ECONOMIQUE</b>	<b>4,444,690,345</b>	<b>48,277,992,193</b>	<b>52,722,682,539</b>	<b>61.86%</b>
<b>POLITIQUE</b>	<b>9,025,307,706</b>	<b>2,933,514,058</b>	<b>11,958,821,764</b>	<b>14.03%</b>
<b>SOCIAL</b>	<b>8,277,072,027</b>	<b>4,597,646,111</b>	<b>12,874,718,138</b>	<b>15.11%</b>
<b>CULTUREL</b>	<b>665,073,482</b>	<b>173,142,224</b>	<b>838,215,706</b>	<b>0.98%</b>
<b>AUTRES ADMINISTRATIONS</b>	<b>6,831,867,476</b>	<b>0</b>	<b>6,831,867,476</b>	<b>8.02%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>29,244,011,036</b>	<b>55,982,294,587</b>	<b>85,226,305,623</b>	<b>100.00%</b>

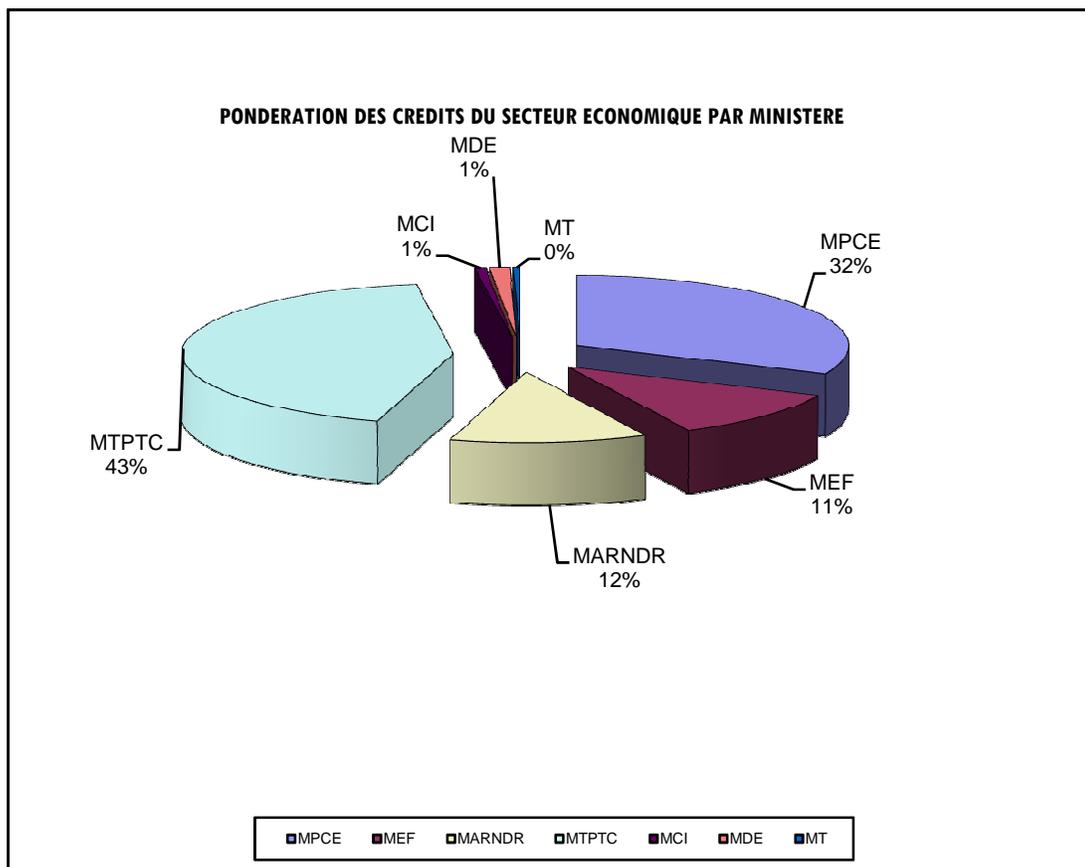




**POUVOIR EXECUTIF  
SECTEUR ECONOMIQUE**

**POUVOIR EXECUTIF**  
**CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR ECONOMIQUE PAR MINISTERE ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
MPCE	612,421,764	16,074,219,282	16,686,641,047	31.65%
MEF	2,260,541,302	3,610,856,504	5,871,397,807	11.14%
MARNDR	549,130,330	5,629,791,363	6,178,921,693	11.72%
MTPTC	588,485,591	22,234,474,258	22,822,959,849	43.29%
MCI	161,344,818	160,393,200	321,738,018	0.61%
MDE	175,529,478	458,857,586	634,387,064	1.20%
MT	97,237,061	109,400,000	206,637,061	0.39%
<b>TOTAL</b>	<b>4,444,690,345</b>	<b>48,277,992,193</b>	<b>52,722,682,539</b>	<b>100.00%</b>





# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR ECONOMIQUE**

## **PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE**

## **1111.- MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe sont de :

- Elaborer des plans nationaux et d'améliorer les systèmes de Planification devant permettre l'utilisation normale des ressources disponibles pour un développement économique et social équilibré ;
- Formuler la Politique nationale dans le domaine de l'Organisation et du Développement des Coopératives ;
- Former des cadres moyens et supérieurs en planification, statistiques et économie appliquée, en priorité pour l'Administration Publique ;
- Intégrer les apports de la coopération externe au cadre de planification nationale et coordonner sa participation au développement économique et social du pays.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

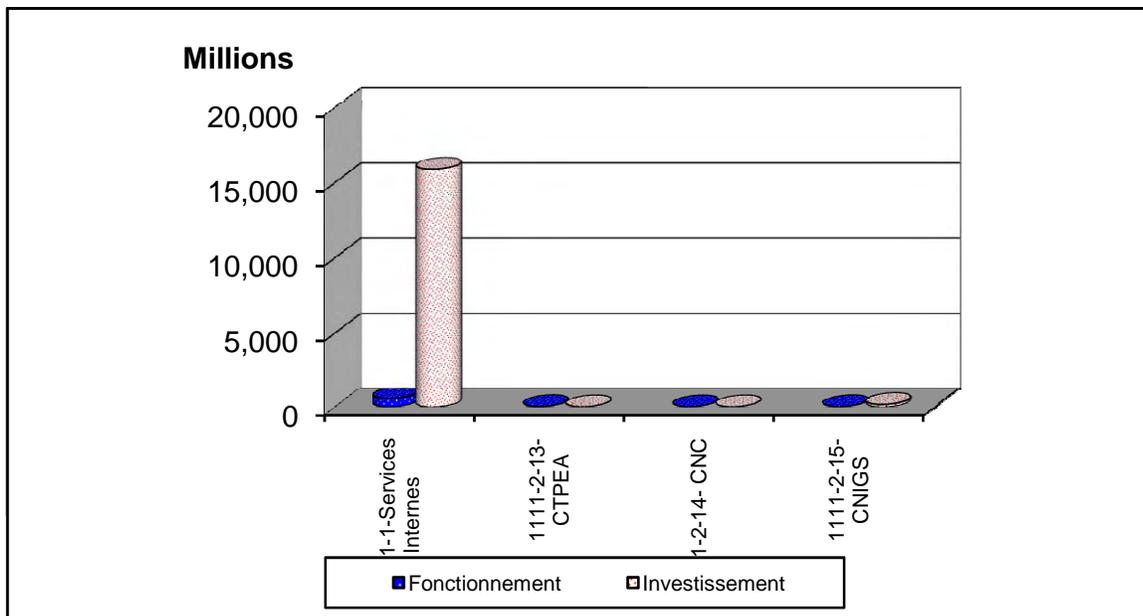
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de six (6) Directions techniques ,de deux (2) unités de coordination, d'une (1) unité Informatique et de dix (10) Directions Départementales.
- Trois (3) Services Externes.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Améliorer le système national de planification et de coordination de l'assistance externe ;
- Mettre en place un nouveau Système National d'Investissement Public ;
- Procéder au suivi et à l'évaluation systématiques des programmes et projets dans leurs différentes phases ;
- Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre du Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de Pauvreté (DSNCRP) ;
- Assurer la régulation et l'efficacité du processus de budgétisation annuelle du Programme d'Investissement Public (PIP) ;
- Elaborer le cadre normatif et stratégique du développement : Schémas de développement et d'aménagement des territoires (national et régional) et les cadres légaux y afférents ;
- Encadrer les Collectivités Territoriales dans la planification de leur développement et dans la mise en œuvre d'actions de développement ;
- Promouvoir les activités de développement local et régional.

**1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1111-1-Services Interne	551,220,937	15,893,899,282	16,445,120,219	98.55%
1111-2-13- CTPEA	28,947,750	10,000,000	38,947,750	0.23%
1111-2-14- CNC	11,892,869	10,000,000	21,892,869	0.13%
1111-2-15- CNIGS	20,360,208	160,320,000	180,680,208	1.08%
<b>TOTAL</b>	<b>612,421,764</b>	<b>16,074,219,282</b>	<b>16,686,641,047</b>	<b>99%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>TOTAL</b>	<b>88,942,900,943</b>
<b>1- POUVOIR EXECUTIF</b>	<b>85,226,305,623</b>
<b>11-SECTEUR ECONOMIQUE</b>	<b>52,722,682,539</b>
<b>1111- MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE</b>	<b>16,686,641,047</b>
<b>1111-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>21,581,243</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	15,534,532
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,939,179
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,320,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	396,389
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	391,143
<b>1111-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>16,423,538,976</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	179,806,611
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	26,427,128
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	28,366,652
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	12,019,423
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	203,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	80,019,880
<b>1111-1-12-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE DU MPCE</b>	<b>86,297,644</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	86,297,644
<b>1111-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MPCE</b>	<b>124,784,200</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	124,784,200
<b>1111-1-12-53-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/ DEVELOPPEMENT LOCAL/ REGIONAL DU MPCE</b>	<b>3,491,676,398</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,491,676,398
<b>1111-1-12-54-PROGRAMME D"INTERVENTION MULTISECTORIELLE DE L"USAID EN HAITI</b>	<b>10,243,596,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,243,596,000
<b>1111-1-12-55-PROGRAMME D"INTERVENTION MULTISECTORIELLE DU CANADA EN HAITI</b>	<b>1,022,545,040</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,022,545,040
<b>1111-1-12-57-PROGRAMME D'URGENCE DU GOUVERNEMENT</b>	<b>925,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	925,000,000
<b>1111-2-13- CENTRE DE TECHNIQUES DE PLANIFICATION &amp; D'ECONOMIE APPLIQUEE</b>	<b>38,947,750</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	25,993,064
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	654,686
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,200,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	300,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	450,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	350,000
<b>1111-2-13-50-PROG. DE DVPT. DES CAPACITES INSTIT. DU CTPEA</b>	<b>10,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
<b>1111-2-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES</b>	<b>21,892,869</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	10,400,969
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	599,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	562,900
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	30,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	300,000
<b>1111-2-14-52-PROG. DE DVPT. DES CAPACITES INSTIT. DU CNC</b>	<b>10,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
<b>1111-2-15- CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEOSPATIALE</b>	<b>180,680,208</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	20,360,208
<b>1111-2-15-52-PROG. DE DVPT. DES CAPACITES INSTIT. DU CNIGS</b>	<b>160,320,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	160,320,000



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR ECONOMIQUE**

## **PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

## **1112.- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère de l'Economie et des Finances sont de :

- Formuler et mettre en application la politique économique et financière de l'Etat ;
- Déterminer la Politique Fiscale de l'Etat, assurer la perception des impôts et taxes, gérer les biens de l'Etat ;
- Coordonner les travaux d'élaboration du Budget Général de la République et en assurer l'exécution ;
- Etablir, de concert avec la Banque Centrale, la politique monétaire du pays et en superviser l'exécution ;
- Entreprendre des études de conjoncture et de prévisions économiques.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère de l'Economie et des Finances est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel est adjoint un Secrétaire d'Etat aux Finances. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

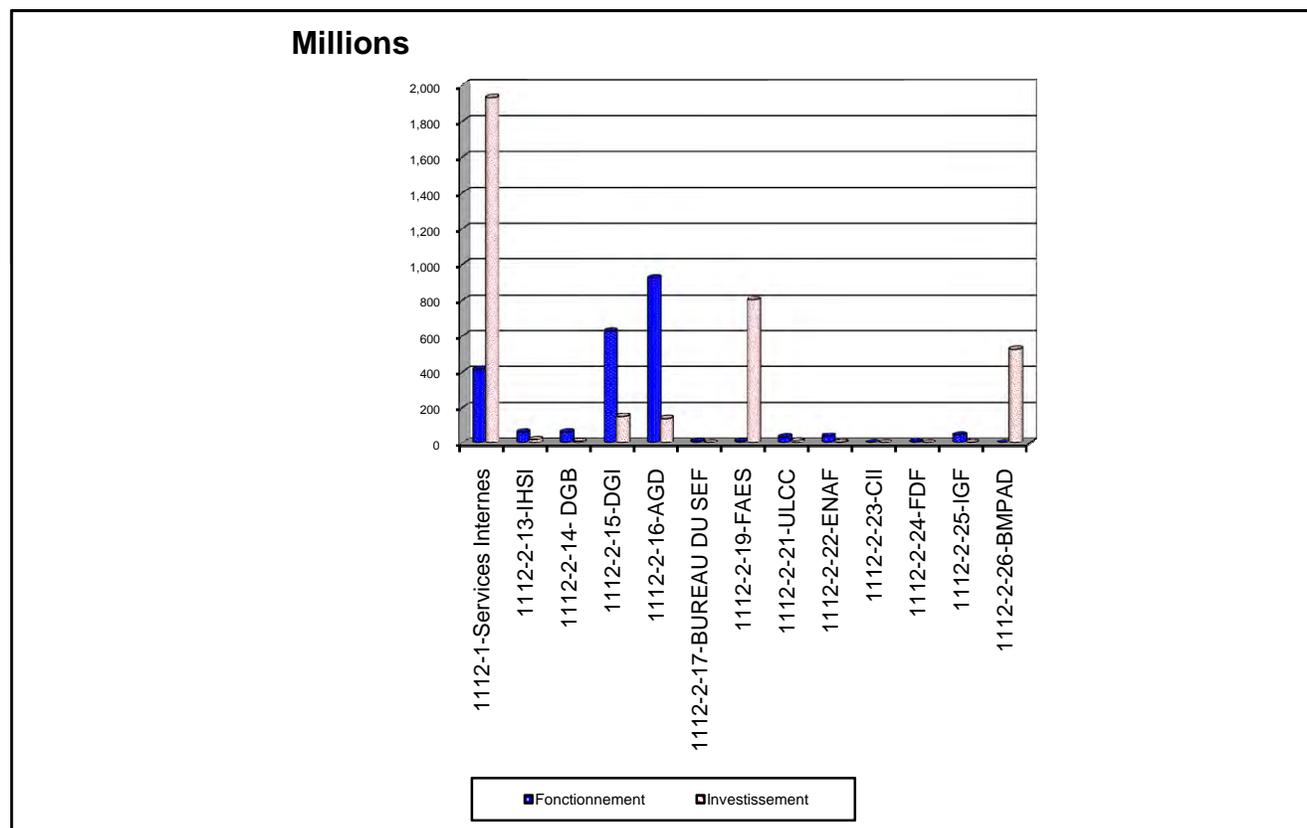
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de cinq (5) Directions Techniques, de deux (2) Unités Techniques, d'une (1) unité de coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Dix (10) Services Externes.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Poursuivre les réformes au sein des organes de perception aux fins d'augmenter les recettes ;
- Approfondir les réformes en cours pour une meilleure gestion des finances publiques ;
- Renforcer les institutions de contrôle et de vérification ;
- Améliorer la production et la distribution de données économiques et financières ;
- Explorer et développer des axes stratégiques devant faciliter la relance économique.

**1112-MIN. DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1112-1-Services Internes	413,881,741	1,931,672,024	2,345,553,765	39.95%
1112-2-13-IHSI	65,312,942	22,000,000	87,312,942	1.49%
1112-2-14- DGB	65,864,913	11,000,000	76,864,913	1.31%
1112-2-15-DGI	627,255,376	151,000,000	778,255,376	13.26%
1112-2-16-AGD	926,655,936	140,000,000	1,066,655,936	18.17%
1112-2-17-BUREAU DU SEF	11,786,060	0	11,786,060	0.20%
1112-2-19-FAES	12,000,000	803,857,272	815,857,272	13.90%
1112-2-21-ULCC	36,381,304	15,000,000	51,381,304	0.88%
1112-2-22-ENAF	42,418,937	5,000,000	47,418,937	0.81%
1112-2-23-CII	1,041,697	0	1,041,697	0.02%
1112-2-24-FDF	8,365,156	0	8,365,156	0.14%
1112-2-25-IGF	49,577,241	5,000,000	54,577,241	0.93%
1112-2-26-BMPAD	0	526,327,208	526,327,208	8.96%
<b>TOTAL</b>	<b>2,260,541,302</b>	<b>3,610,856,504</b>	<b>5,871,397,807</b>	<b>100%</b>



PROJET DE BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>	<b>5,871,397,807</b>
<b>1112-1-11-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>21,856,558</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	15,093,058
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,619,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,360,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	300,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	484,500
<b>1112-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>2,323,697,207</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	213,383,899
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	32,729,531
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	21,269,998
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	27,884,808
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,956,947
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	94,800,000
<b>1112-1-12-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE DU MEF</b>	<b>533,912,024</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	533,912,024
<b>1112-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MEF</b>	<b>1,395,760,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,395,760,000
<b>1112-1-12-53-PROGRAMME D'AMENAG. DU TERRIT ET DVP LOCAL DU MEF</b>	<b>2,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,000,000
<b>1112-2-13-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE &amp; D'INFORMATIQUE</b>	<b>87,312,942</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	46,462,485
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,867,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,698,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,150,457
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	35,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,100,000
<b>1112-2-13-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE DE L'HSI</b>	<b>22,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	22,000,000
<b>1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>76,864,913</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	38,463,732
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7,605,231
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	8,867,674
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	4,098,750
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	100,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,729,526
<b>1112-2-14-52-PROG.DE DVP DES CAPACITES INSTTT. DE LA DGB</b>	<b>11,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	11,000,000
<b>1112-2-15-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS</b>	<b>778,255,376</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	481,872,652
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	92,536,882
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	26,501,841
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	16,344,001
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	9,000,000
<b>1112-2-15-52-PROG.DE DVP DES CAPACITES INSTTT. DE LA DGI</b>	<b>151,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	151,000,000
<b>1112-2-16-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES</b>	<b>1,066,655,936</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	545,167,805
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	306,090,147
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	44,906,699
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	24,391,285
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	500,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,600,000
<b>1112-2-16-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE AGD</b>	<b>140,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	140,000,000

BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1112-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT DES FINANCES</b>	<b>11,786,060</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	5,388,860
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,602,080
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,481,120
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	100,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	214,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,000,000
<b>1112-2-19-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE &amp; SOCIALE</b>	<b>815,857,272</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	12,000,000
<b>1112-2-19-54-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/ DEVELOPPEMENT LOCAL DU MEF (VOLET FAES)</b>	<b>803,857,272</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	803,857,272
<b>1112-2-21-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>	<b>51,381,304</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	36,381,304
<b>1112-2-21-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE DE L'ULCC</b>	<b>15,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15,000,000
<b>1112-2-22-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE</b>	<b>47,418,937</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	42,418,937
<b>1112-2-22-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE L'ENAF</b>	<b>5,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000
<b>1112-2-23-COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>1,041,697</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,041,697
<b>1112-2-24-FONDS DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER</b>	<b>8,365,156</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,365,156
<b>1112-2-25-INSPECTION GENERALE DES FINANCES</b>	<b>54,577,241</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	20,773,781
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13,064,960
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	7,792,600
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,012,800
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	659,100
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	720,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,554,000
<b>1112-2-25-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE L'IGF</b>	<b>5,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000
<b>1112-2-26- BUREAU DE MONETISATION</b>	<b>526,327,208</b>
<b>1112-2-26-54-PROGRAMME D'INTERVENTIONS DU BUREAU DE MONETISATION</b>	<b>526,327,208</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	526,327,208



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR ECONOMIQUE**

**PRESENTATION ET CREDITS DU  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
DES RESSOURCES NATURELLES  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

## **1113.- MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du MARNDR sont de:

- Formuler, appliquer, orienter et faire respecter la politique du Gouvernement dans les domaines de l'Agriculture, de l'élevage, des Ressources Naturelles renouvelables et du Développement Rural ;
- Orienter, organiser et encourager la recherche agricole et faciliter la vulgarisation des résultats ;
- Participer à la réalisation du cadastre physique et juridique des aires rurales en vue d'en faciliter l'aménagement et la valorisation ;
- Coordonner l'assistance technique et financière accordée aux Organismes Gouvernementaux et non Gouvernementaux dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural ;
- Entretien des relations avec les institutions étrangères publiques ou privées, internationales ou régionales oeuvrant dans le Secteur Agricole .

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel sont adjoints deux Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

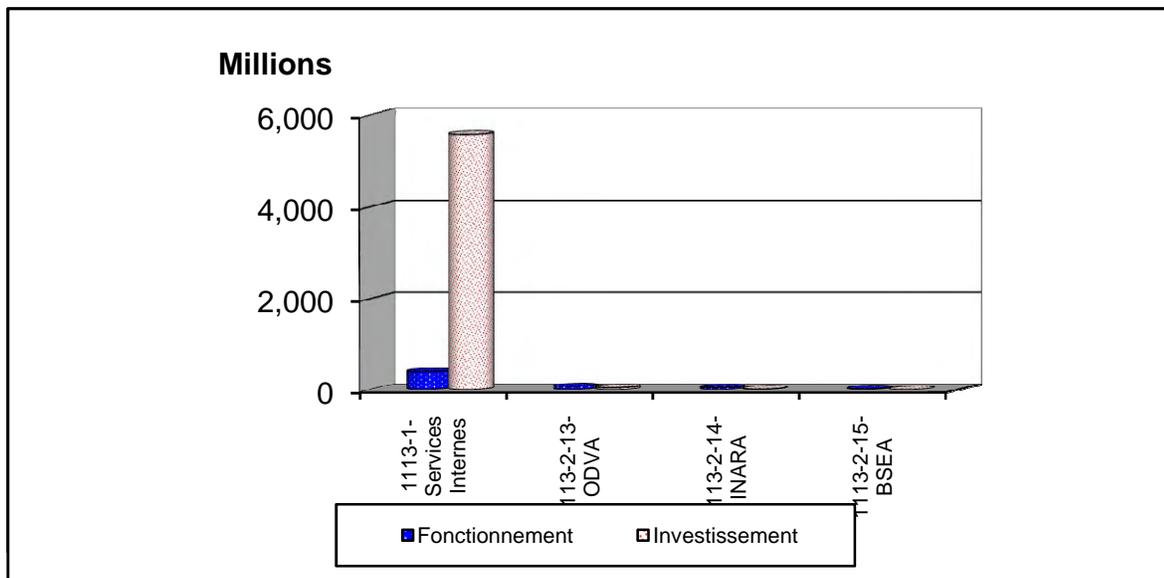
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de Cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Deux (2) Services Externes

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Promouvoir une agriculture durable et une meilleure gestion du foncier ;
- Améliorer le cadre managérial et de pilotage du secteur agricole ;
- Promouvoir le développement des filières agro-alimentaires ;
- Mettre en place des infrastructures d'appui à la production agricole ;
- Promouvoir l'élevage, la pêche et l'aquaculture ;
- Contribuer à la sécurité alimentaire.

**1113-MIN. DE L'AGR. DES RES. NAT.& DU DEV. RUR. (MARNDR)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1113-1-Services Interne	409,539,000	5,574,791,363	5,984,330,363	96.85%
1113-2-13-ODVA	75,834,130	45,000,000	120,834,130	1.96%
1113-2-14-INARA	46,957,200	10,000,000	56,957,200	0.92%
1113-2-15-BSEA	16,800,000	0	16,800,000	0.27%
<b>TOTAL</b>	<b>549,130,330</b>	<b>5,629,791,363</b>	<b>6,178,921,693</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES &amp; DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>	<b>6,178,921,693</b>
<b>1113-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>18,192,600</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,930,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,649,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,633,600
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	480,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,500,000
<b>1113-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>5,966,137,763</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	325,263,400
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	18,383,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	25,950,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	5,750,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	16,000,000
<b>1113-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MARNDR</b>	<b>147,163,216</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	147,163,216
<b>1113-1-12-53-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE</b>	<b>4,133,970,016</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,133,970,016
<b>1113-1-12-54-PROGRAMME SECURITE ALIMENTAIRE (FINANCEMENT DE L'UE)</b>	<b>798,138,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	798,138,000
<b>1113-1-12-55-PROGRAMME DE PROTECTION ET REHABILITATION DE L'ENVIRONNEMENT DU MARNDR</b>	<b>495,520,131</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	495,520,131
<b>1113-2-13-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE</b>	<b>120,834,130</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	74,065,130
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	370,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	899,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	500,000
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1113-2-13-59-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE (ODVA)</b>	<b>45,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	45,000,000
<b>1113-2-14-INSTITUT NATIONAL DE LA REFORME AGRAIRE</b>	<b>56,957,200</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	41,409,451
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	881,601
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,680,661
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,985,487
<b>1113-2-14-59-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE(INARA)</b>	<b>10,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
<b>1113-2-15-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'AGRICULTURE</b>	<b>16,800,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	16,800,000



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR ECONOMIQUE**

## **PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**

## **1114.- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications sont de:

- Concevoir, définir et concrétiser la Politique du Pouvoir Exécutif dans les domaines : Travaux Publics, Transports, Communications, Eau Potable, Energie Electrique, etc. ;
- Etablir les règlements d'urbanisme et les normes techniques de construction ;
- Réglementer et de contrôler les services fournis par des entités publiques ; et privées agissant dans les différents domaines relevant de la compétence des TPTC .

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère des Travaux Public, Transports et Communications est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Coordination des Unités techniques, d'une Direction administrative, de Cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de coordination et de dix (10) Directions Départementales.
- Huit (8) Services Externes.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Assurer la mobilité des hommes et des marchandises sur le territoire national ;
- Promouvoir un développement équilibré et équitable du système de transport ;
- Rapprocher les services du citoyen et rendre accessible aux usagers menacés d'exclusion des services essentiels ;
- Moderniser le secteur de communication ;
- Favoriser l'intégration d'Haïti dans la zone caraïbe et dans le commerce international ;
- Améliorer le cadre managérial et de pilotage du secteur des travaux publics, transports et communications.

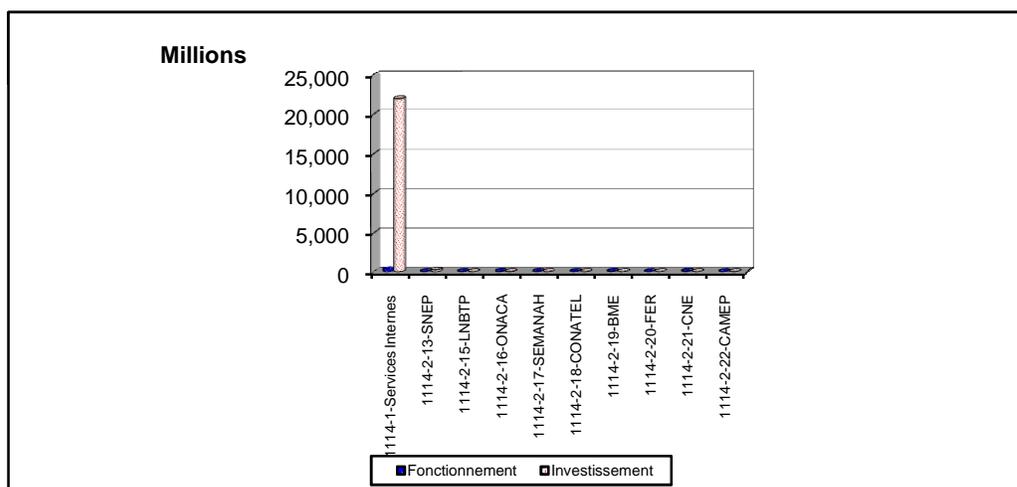
**1114-MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. & COMM. (MTPTC)**

**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**

**EN GOURDES**

**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Total	%
<b>1114-1-Services Internes</b>	<b>407,255,395</b>	<b>21,976,578,302</b>	<b>22,383,833,697</b>	<b>98.08%</b>
<b>1114-2-13-SNEP</b>	<b>13,108,331</b>	<b>239,514,000</b>	<b>252,622,331</b>	<b>1.11%</b>
<b>1114-2-15-LNBTP</b>	<b>13,000,909</b>	<b>0</b>	<b>13,000,909</b>	<b>0.06%</b>
<b>1114-2-16-ONACA</b>	<b>28,629,379</b>	<b>10,000,000</b>	<b>38,629,379</b>	<b>0.17%</b>
<b>1114-2-17-SEMANAH</b>	<b>15,060,311</b>	<b>0</b>	<b>15,060,311</b>	<b>0.07%</b>
<b>1114-2-18-CONATEL</b>	<b>9,451,540</b>	<b>0</b>	<b>9,451,540</b>	<b>0.04%</b>
<b>1114-2-19-BME</b>	<b>36,632,199</b>	<b>0</b>	<b>36,632,199</b>	<b>0.16%</b>
<b>1114-2-20-FER</b>	<b>5,347,527</b>	<b>0</b>	<b>5,347,527</b>	<b>0.02%</b>
<b>1114-2-21-CNE</b>	<b>60,000,000</b>	<b>0</b>	<b>60,000,000</b>	<b>0.26%</b>
<b>1114-2-22-CAMEP</b>	<b>0</b>	<b>8,381,956</b>	<b>8,381,956</b>	<b>0.04%</b>
<b>Total</b>	<b>588,485,591</b>	<b>22,234,474,258</b>	<b>22,822,959,849</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS &amp; COMMUNICATIONS</b>	<b>22,822,959,849</b>
<b>1114-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>33,114,046</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	19,699,466
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,840,004
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	804,576
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	600,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	170,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
<b>1114-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>22,350,719,651</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	273,174,273
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	48,314,284
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	40,652,792
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	10,000,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1114-1-12-62-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SECTEUR ENERGIE / ELECTRICITE</b>	<b>864,575,476</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	864,575,476
<b>1114-12-63-PROGRAMME D'ACTIONS LUTTE CONTRE LA PAUVRETE-VOLET TRANSPORTS</b>	<b>357,122,678</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	357,122,678
<b>1114-12-64-PROGRAMME DE STRATEGIE DE PREVENTION DE CRISE</b>	<b>115,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	115,000,000
<b>1114-12-65-PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ROUTIERES EN SUPPORT A LA CROISSANCE</b>	<b>7,968,672,382</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,968,672,382
<b>1114-12-66-PROGRAMME NATIONAL DE SUPPORT A L'AGRICULTURE ET AU TOURISME</b>	<b>5,279,086,304</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,279,086,304
<b>1114-12-67-REHABILITATION ET CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART</b>	<b>309,976,667</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	309,976,667
<b>1114-12-68-SOUS-PROGRAMME DE REHABILITATION URBAINE 2008-2009</b>	<b>2,660,610,083</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,660,610,083
<b>1114-12-69-PROGRAMME DE REMISE EN ETAT DE L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DE BASE: Travaux divers(1493/SF-HA)</b>	<b>490,355,786</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	490,355,786
<b>1114-12-70-PROGRAMME DE REMISE EN ETAT DE L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DE BASE: Supervision</b>	<b>90,101,714</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	90,101,714
<b>1114-12-71-PROGRAMME DE REMISE EN ETAT DE L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DE BASE: VOLET ETUDES (1493/SF-HA)</b>	<b>90,819,402</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	90,819,402
<b>1114-12-72-PROGRAMME D'ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER (Hors FER)</b>	<b>25,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	25,000,000
<b>1114-12-73-PROGRAMME D'INTERVENTION DU FER</b>	<b>1,082,568,729</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,082,568,729
<b>1114-12-74-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MTPC</b>	<b>35,130,400</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	35,130,400
<b>1114-12-75-PROGRAMME D'URGENCE POST CYCLONIQUE (IDA)</b>	<b>273,653,600</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	273,653,600
<b>1114-12-76-PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT</b>	<b>2,333,905,081</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,333,905,081
<b>1114-2-13-SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE</b>	<b>252,622,331</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,119,150
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	395,968
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	593,213
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
<b>1114-2-13-64-PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DU SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE (SNEP)</b>	<b>239,514,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	239,514,000

BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>1114-2-15-LABORATOIRE NATIONAL DE BATIMENTS &amp; DES TRAVAUX PUBLICS</b>	<b>13,000,909</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	11,757,424
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	404,992
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	756,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	82,493
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
<b>1114-2-16-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE</b>	<b>38,629,379</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	27,083,766
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	733,613
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	812,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
<b>1114-2-16-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES/ONACA</b>	<b>10,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
<b>1114-2-17- SERVICES MARITIMES ET DE NAVIGATION D'HAITI</b>	<b>15,060,311</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,359,919
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	553,522
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	942,467
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,204,403
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
<b>1114-2-18-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS</b>	<b>9,451,540</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	7,886,108
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	122,820
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,442,612
<b>1114-2-19-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE</b>	<b>36,632,199</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	30,897,167
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,905,826
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,140,200
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	189,006
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
<b>1114-2-19-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU BUREAU DES MINES ET ENERGIE</b>	<b>0</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1114-2-20-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER</b>	<b>5,347,527</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	5,347,527
<b>1114-2-21-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS</b>	<b>60,000,000</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	60,000,000
<b>1114-2-22- CENTRALE AUTONOME METROPOLITAINE D'EAU POTABLE</b>	<b>8,381,956</b>
<b>1114-2-22-50-PROGRAMME D'INTERVENTIONS DE LA CAMEP</b>	<b>8,381,956</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,381,956



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR ECONOMIQUE**

**PRESENTATION ET CREDITS  
DU MINISTERE DU COMMERCE  
ET DE L'INDUSTRIE**

## **1115.- MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère du Commerce et de l'Industrie sont de :

- Formuler et d'appliquer la Politique du Gouvernement en matière Commerciale et Industrielle ;
- Etudier toute mesure tendant à promouvoir le Développement du Commerce et de l'Industrie ;
- Définir et de coordonner les activités de Promotion Commerciale et Industrielle à l'étranger.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

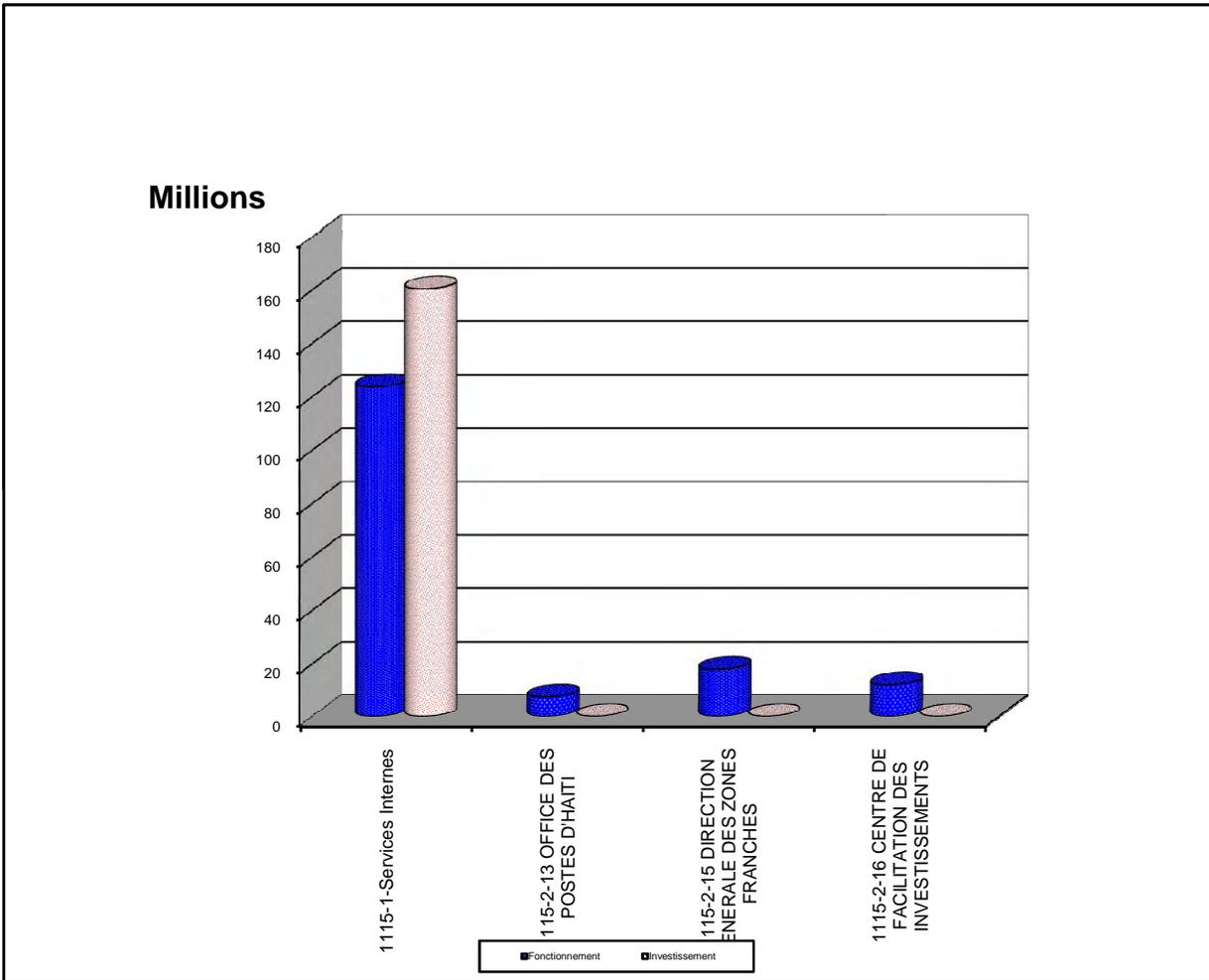
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et de sept (7) Directions Techniques.
- Quatre (4) Services Externes.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Encourager les échanges commerciaux compétitifs ;
- Dynamiser l'effort d'incitation à l'investissement privé et spécifiquement à l'investissement direct étranger ;
- Reconquérir des parts de marchés;
- Etendre les standards et normes internationaux tant à la production qu'à la commercialisation des biens et services ;
- Promouvoir la relance de l'industrie légère et de l'artisanat ;
- Rendre les services du Ministère disponibles sur l'ensemble du territoire national ;
- Améliorer la gouvernance du secteur des affaires.

**1115-MIN. DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE  
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE  
EN GOURDES  
EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1115-1-Services Internes	123,724,280	160,393,200	284,117,480	88.31%
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	7,472,447	0	7,472,447	2.32%
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	17,932,368	0	17,932,368	5.57%
1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	12,215,723	0	12,215,723	3.80%
<b>TOTAL</b>	<b>161,344,818</b>	<b>160,393,200</b>	<b>321,738,018</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE</b>	<b>321,738,018</b>
<b>1115-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>25,522,502</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	16,549,985
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,465,422
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,080,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	4,654,995
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	772,100
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1115-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>258,594,978</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	81,958,718
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,642,566
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	5,953,747
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	626,435
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,020,312
<b>1115-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MCI</b>	<b>60,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	60,000,000
<b>1115-1-12-53-PROGRAMME DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVES</b>	<b>47,093,200</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	47,093,200
<b>1115-1-12-54-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES PORTEUSES; TEXTILE, FRUITS ET LEGUMES TRANSFORMES, HUILES ESSENTIELLES, ECT</b>	<b>4,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,000,000
<b>1115-1-12-55-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES D'EXPORTATION POUR L'INTEGRATION REGIONALE</b>	<b>49,300,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	49,300,000
<b>1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI</b>	<b>7,472,447</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	7,472,447
<b>1115-2-14 BUREAU DU CARICOM</b>	<b>0</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
<b>1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES</b>	<b>17,932,368</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	17,932,368
<b>1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>12,215,723</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	12,215,723



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR ECONOMIQUE**

## **PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT**

## **1116.- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT (MDE)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère de l'Environnement sont de:

- Formuler, promouvoir et faire appliquer la politique du gouvernement en matière de garantie de pérennité des ressources renouvelables, d'amélioration du cadre de vie de la population et de protection des écosystèmes pour un développement durable ;
- Identifier, créer et gérer des aires à protéger, des zones réservées et des parcs nationaux ;
- Promouvoir, orienter, appuyer et participer à la coordination des initiatives de protection d'écosystèmes naturels, de la diversité biologique, d'espèces animales ou végétales menacées de disparition.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère de l'Environnement est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants:

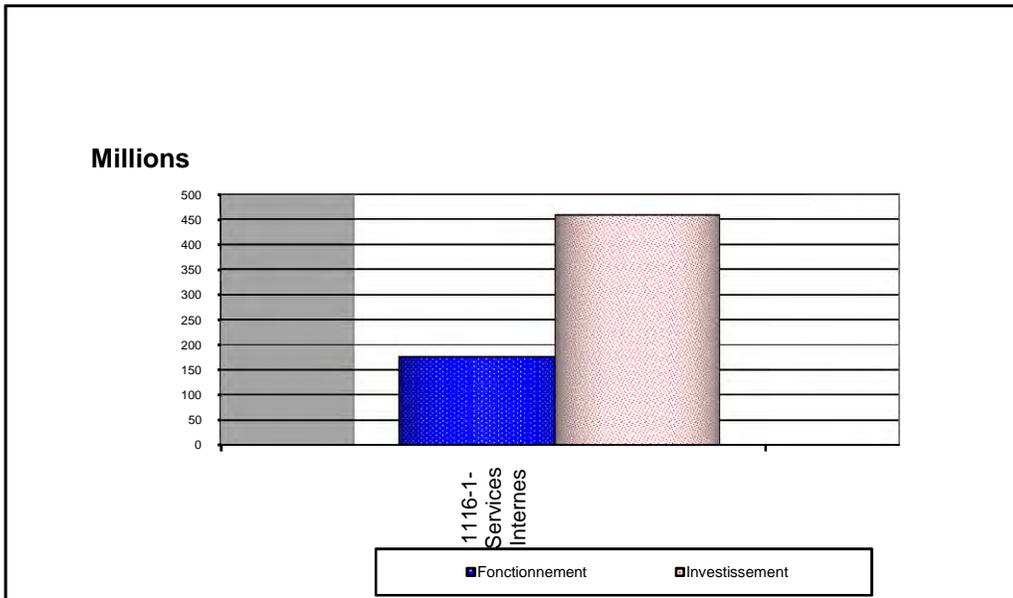
- Une Direction Générale assistée d'un Secrétariat technique, d'une Direction administrative, de Six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités et de Dix (10) Directions Départementales.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Améliorer la gouvernance de l'environnement par la rénovation du Système National de Gestion de l'Environnement ;
- Lutter contre la dégradation des terres et gérer durablement la biodiversité ;
- Faire de l'environnement un Centre d'attraction pour les investissements et les opportunités d'affaires ;
- Sensibiliser la population, en particulier les groupements communautaires, les décideurs politiques et économiques sur la nécessité d'une meilleure gestion du domaine de l'environnement.

**1116-MIN. DE L'ENVIRONNEMENT (MDE)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1116-1-Services Interne	175,529,478	458,857,586	634,387,064	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>175,529,478</b>	<b>458,857,586</b>	<b>634,387,064</b>	<b>100.00%</b>



PROJET DE BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>634,387,064</b>
<b>1116-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>25,833,451</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	21,704,066
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,807,335
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	322,050
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
<b>1116-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>608,553,614</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	92,126,006
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	16,025,376
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	14,810,720
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,410,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,300,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	17,023,926
<b>1116-1-12-60-PROGRAMME DE PROTECTION ET REHABILITATION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>377,297,586</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	377,297,586
<b>1116-1-12-61-PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL</b>	<b>81,560,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	81,560,000



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR ECONOMIQUE**

**PRESENTATION ET CREDITS DU  
MINISTERE DU TOURISME**

## **1117.- MINISTERE DU TOURISME (MT)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère du Tourisme sont de:

- Contribuer à l'expansion du Tourisme International vers Haïti ;
- Développer le tourisme interne par la promotion, la création, l'amélioration et la mise en valeur de l'équipement touristique.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère du Tourisme est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

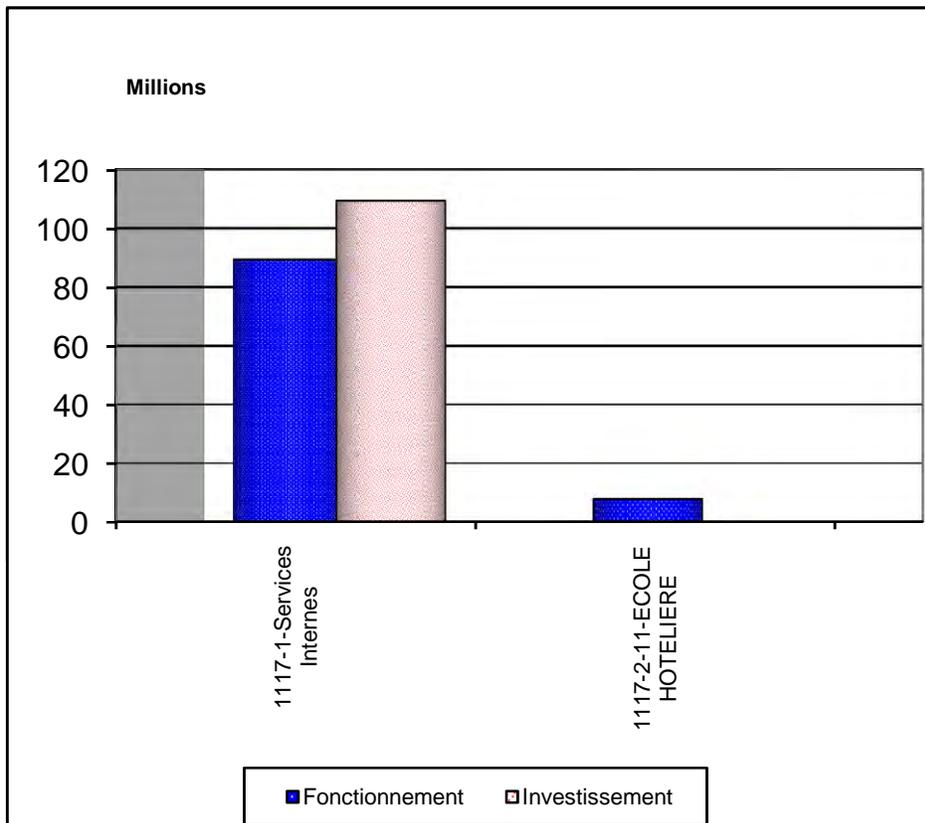
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de quatre (4) Directions Techniques et de trois (3) Directions Départementales.
- Une Ecole de Formation dans le domaine touristique.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Assurer la bonne gouvernance du secteur du tourisme;
- Développer un tourisme à large base territoriale ;
- Promouvoir l'investissement dans le secteur touristique ;
- Valoriser les ressources touristiques du pays;
- Restaurer l'image du pays.

**1117-MIN. DU TOURISME**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
<b>1117-1-Services Internes</b>	<b>89,380,351</b>	<b>109,400,000</b>	<b>198,780,351</b>	<b>96.20%</b>
<b>1117-2-11-ECOLE HOTELIERE</b>	<b>7,856,710</b>	<b>0</b>	<b>7,856,710</b>	<b>3.80%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>97,237,061</b>	<b>109,400,000</b>	<b>206,637,061</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1117-MINISTERE DU TOURISME</b>	<b>206,637,061</b>
<b>1117-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>19,002,603</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	11,396,374
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,710,603
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	992,047
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,426,163
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	300,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	177,416
<b>1117-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>179,777,748</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	45,913,128
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	9,683,747
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	5,372,924
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	5,222,358
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	200,003
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,985,588
<b>1117-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU TOURISME</b>	<b>15,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15,000,000
<b>1117-1-12-53-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISTIQUE</b>	<b>94,400,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	94,400,000
<b>1117-2-11-ECOLE HOTELIERE</b>	<b>7,856,710</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	7,055,510
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	801,200

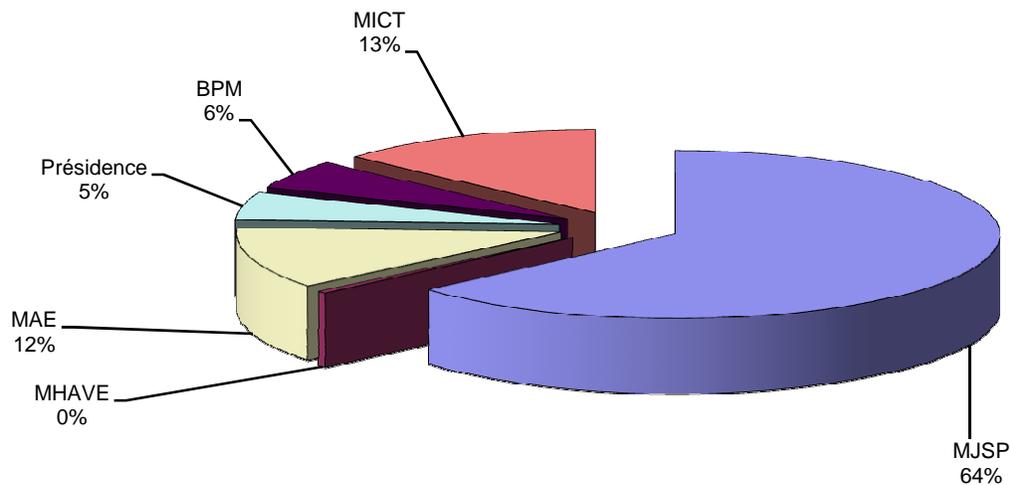


**POUVOIR EXECUTIF  
SECTEUR POLITIQUE**

**POUVOIR EXECUTIF**  
**CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR POLITIQUE PAR MINISTERE ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
MJSP	5,564,575,989	2,057,365,142	7,621,941,131	63.73%
MHAVE	49,263,957	5,000,000	54,263,957	0.45%
MAE	1,287,108,306	100,000,000	1,387,108,306	11.60%
Présidence	640,881,979	0	640,881,979	5.36%
BPM	544,217,740	120,523,584	664,741,324	5.56%
MICT	939,259,735	650,625,332	1,589,885,067	13.29%
<b>TOTAL</b>	<b>9,025,307,706</b>	<b>2,933,514,058</b>	<b>11,958,821,764</b>	<b>100</b>

**PONDERATION DES CREDITS DU SECTEUR POLITIQUE PAR MINISTERE**





# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR POLITIQUE**

**PRESENTATION ET CREDITS DU  
MINISTRE DE LA JUSTICE ET  
DE LA SECURITE PUBLIQUE**

## **1211.- MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique sont de:

- Formuler et appliquer la politique du Gouvernement dans le domaine de l'Administration de la Justice ;
- Organiser l'Institution Judiciaire ;
- Contrôler les activités des Parquets et le fonctionnement des Offices Ministériels ;
- Proposer au Gouvernement des mesures ponctuelles en matière de Justice et de sécurité publique.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel sont adjoints deux (2) Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

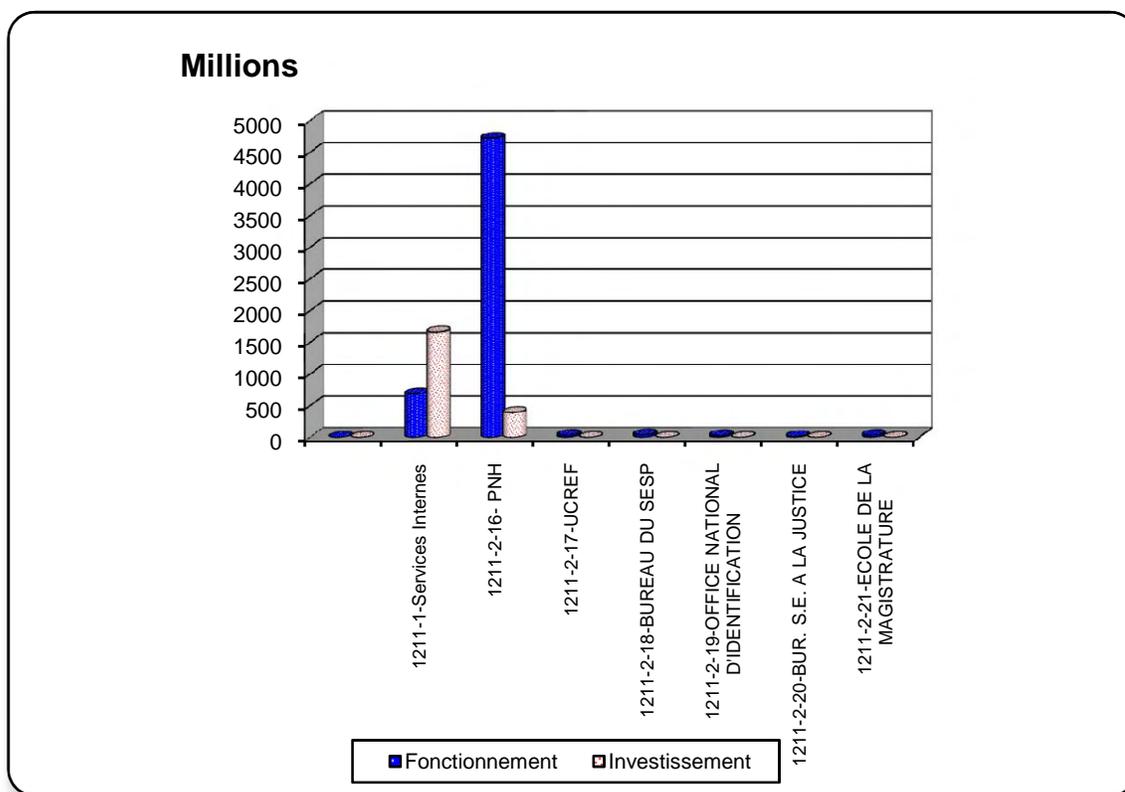
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative , de Trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Departementales.
- Quatre (4) Services Externes.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Lutter contre la détention préventive prolongée ;
- Renforcer la chaîne pénale Haïtienne ;
- Rénover et moderniser le système d'enregistrement de transcription d'actes d'état civil ;
- Renforcer la Police nationale d'Haïti ;
- Améliorer les conditions carcérales et les mécanismes de gestion pénitentiaire ;
- Moderniser la législation haïtienne.

**1211-MIN. DE LA JUSTICE**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1211-1-Services Interne	689,463,084	1,664,204,491	2,353,667,575	30.88%
1211-2-16- PNH	4,722,917,250	393,160,651	5,116,077,901	67.12%
1211-2-17-UCREF	33,467,707	0	33,467,707	0.44%
1211-2-18-BUREAU DU SESP	42,407,948	0	42,407,948	0.56%
1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	29,160,000	0	29,160,000	0.38%
1211-2-20-BUR. S.E. A LA JUSTICE	14,160,000	0	14,160,000	0.19%
1211-2-21-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	33,000,000	0	33,000,000	0.43%
<b>Total</b>	<b>5,564,575,989</b>	<b>2,057,365,142</b>	<b>7,621,941,131</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>12-SECTEUR POLITIQUE</b>	<b>11,958,821,764</b>
<b>1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE</b>	<b>7,621,941,131</b>
<b>1211-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>25,034,922</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	22,161,922
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,313,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	660,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	400,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
<b>1211-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>2,328,632,653</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	553,639,391
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	39,757,033
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	48,759,941
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	12,726,876
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	841,435
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,703,486
<b>1211-1-12-52-PROGRAMME RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU MJSP</b>	<b>1,384,239,256</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,384,239,256
<b>1211-1-12-53-PROGRAMME D'APPUI INSTITUTIONNEL DES COURS ET TRIBUNAUX</b>	<b>202,566,460</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	202,566,460
<b>1211-1-12-54-PROGRAMMES MULTISECTORIEL DE L'UNION EUROPEENNE</b>	<b>77,398,775</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	77,398,775
<b>1211-1-12-55-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL</b>	<b>0</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI</b>	<b>5,116,077,901</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	2,905,057,696
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	83,064,185
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,474,317,758
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	29,247,939
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	40,865,120
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	190,364,552
<b>1211-2-16-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE LA POLICE NATIONALE (PNH)</b>	<b>318,160,651</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	318,160,651
<b>1211-2-16-53-PROGRAMME DEDEVELOPPEMENT DES CAPACITES DU SYTEME PENITENCIER</b>	<b>75,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	75,000,000
<b>1211-2-17-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS</b>	<b>33,467,707</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	33,467,707
<b>1211-2-18-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE</b>	<b>42,407,948</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	42,407,948
<b>1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION</b>	<b>29,160,000</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	29,160,000
<b>1211-2-20-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE</b>	<b>14,160,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14,160,000
<b>1211221-ECOLE DE LA MAGISTRATURE</b>	<b>33,000,000</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	20,497,500
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,710,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	6,292,500
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	750,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	750,000



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR POLITIQUE**

**PRESENTATION ET CREDITS  
DU MINISTERE DES HAITIENS  
VIVANT A L'ETRANGER**

**1212.- MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER  
(MHAVE)**

**PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger sont de:

- Promouvoir et formaliser la plus large participation des communautés haïtiennes vivant à l'étranger au processus de développement socio-économique du pays ;
- Appuyer l'intégration des membres des diverses communautés haïtiennes à l'étranger dans leur lieu d'accueil;
- Formaliser et dynamiser les liens multiformes qui ont existé entre les diverses communautés haïtiennes vivant à l'étranger et les composantes nationales, d'une part, entre ces mêmes communautés et le gouvernement haïtien, d'autre part ;
- Participer à la redéfinition d'une politique migratoire.

**STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

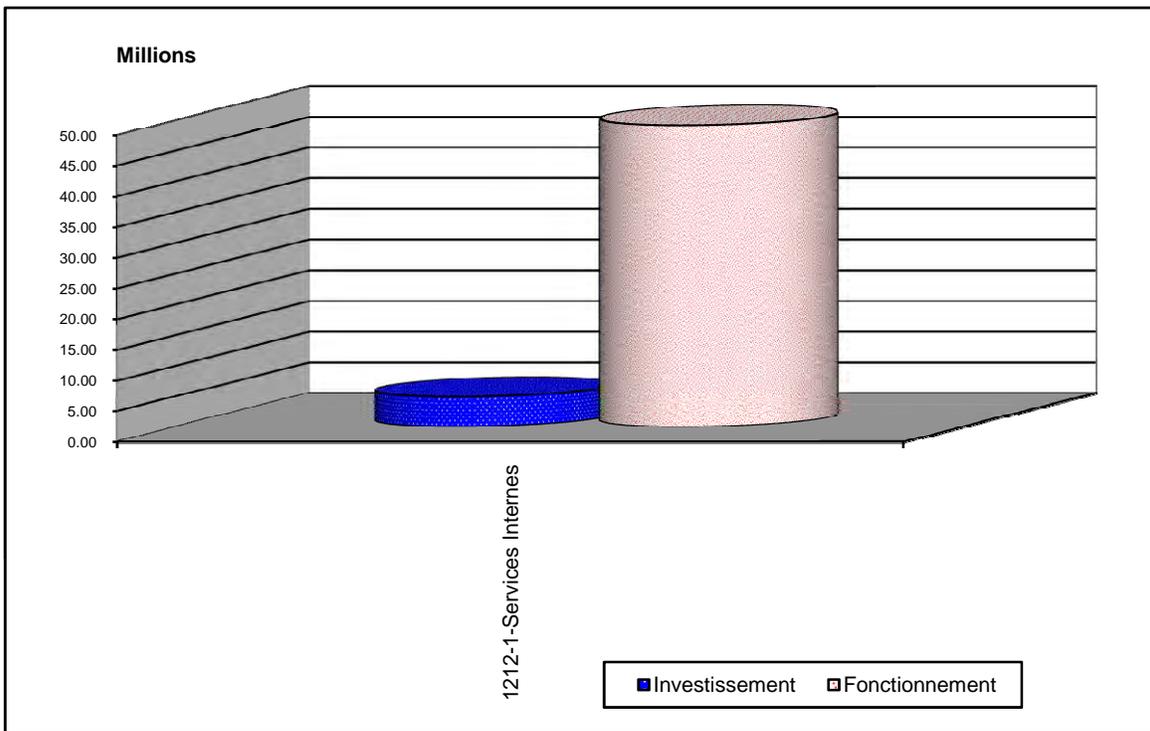
- Une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et de Trois (3) Directions Techniques.

**PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Faciliter les relations entre les communautés de la Diaspora et celles du pays ;
- Offrir de meilleurs services aux communautés de la diaspora dans leur pays d'accueil ;
- Assurer une meilleure réintégration des haïtiens de la diaspora dans leur pays d'origine ;
- Promouvoir la coopération et la concertation par la tenue de rencontres et d'événements annuels.

**1212-MIN. DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER (MHAVE)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1212-1-Services Internes	49,263,957	5,000,000	54,263,957	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>49,263,957</b>	<b>5,000,000</b>	<b>54,263,957</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER</b>	<b>54,263,957</b>
<b>1212-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>10,733,173</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	6,891,200
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,781,973
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,060,000
4 IMMOBILISATION CORPORELE	0
<b>1212-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>43,530,784</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	29,355,784
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,157,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,868,000
4 IMMOBILISATION CORPORELE	850,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	300,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,000,000
<b>1212-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MHAVE</b>	<b>5,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR POLITIQUE**

## **PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**

## **1213.- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (MAE)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

La principale mission et attribution du Ministère des Affaires Etrangères est de planifier et de mettre en œuvre la politique extérieure de la République d'Haïti.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère des Affaires Etrangères est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

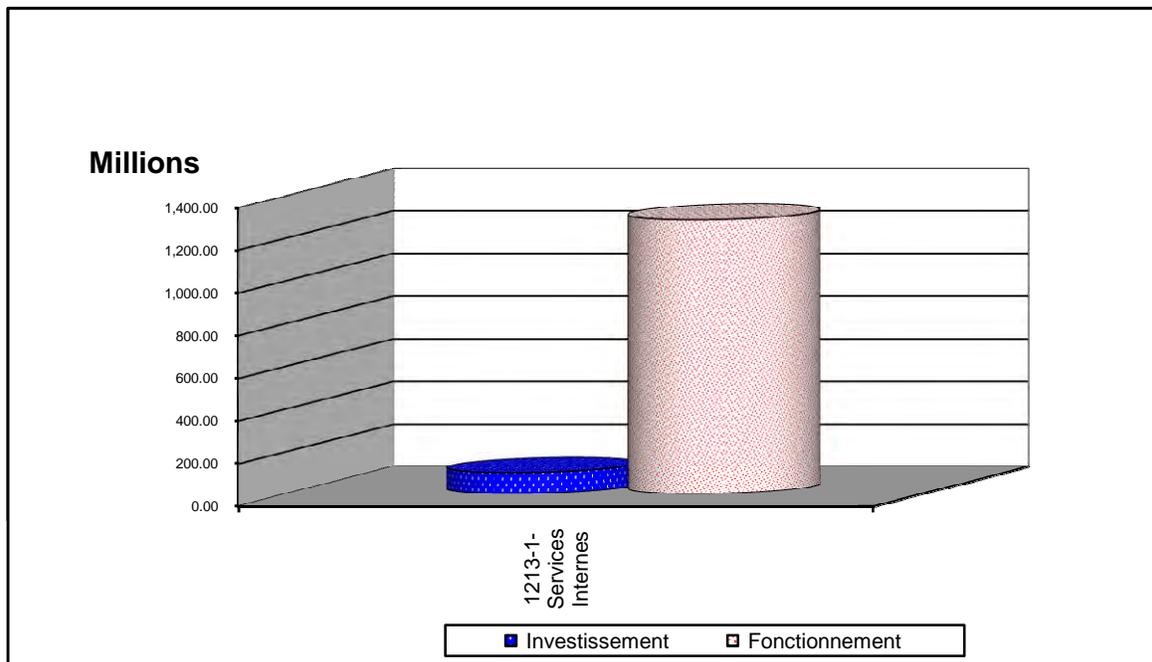
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et de Huit (8) Directions Techniques.
- Des Missions Diplomatiques et Consulaires d'Haïti à l'Étranger.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Renforcer les capacités institutionnelles de la Chancellerie ;
- Améliorer l'efficacité de la diplomatie haïtienne ;
- Elaborer une politique extérieure axée sur le développement économique et l'incitation à l'investissement privé en Haïti.

**1213-MIN. DES AFFAIRES ÉTRANGERES (MAE)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1213-1-Services Internes	1,287,108,306	100,000,000	1,387,108,306	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>1,287,108,306</b>	<b>100,000,000</b>	<b>1,387,108,306</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1213-MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES</b>	<b>1,387,108,306</b>
<b>1213-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>42,020,550</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	32,998,536
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,022,014
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1213-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>1,345,087,756</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	135,424,835
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13,700,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	10,077,082
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	9,902,602
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,075,983,237
<b>1213-1-12-52-RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU MAE</b>	<b>100,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	100,000,000



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR POLITIQUE**

## **PRESENTATION ET CREDITS DE LA PRESIDENCE**

## **1214.-LA PRESIDENCE**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions de la Présidence sont de:

- Veiller au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des institutions ;
- Négocier et de signer tous traités, conventions et accords internationaux et les soumettre à la ratification de l'Assemblée Nationale ;
- Accréditer les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des puissances étrangères ;
- Recevoir les lettres de créance des Ambassadeurs des puissances étrangères et accorder l'exequatur aux Consuls ;
- Faire revêtir les lois du Sceau de la République et les promulguer dans les délais prescrits par la Constitution.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

La Présidence est placée sous l'autorité du Président de la République et comprend :

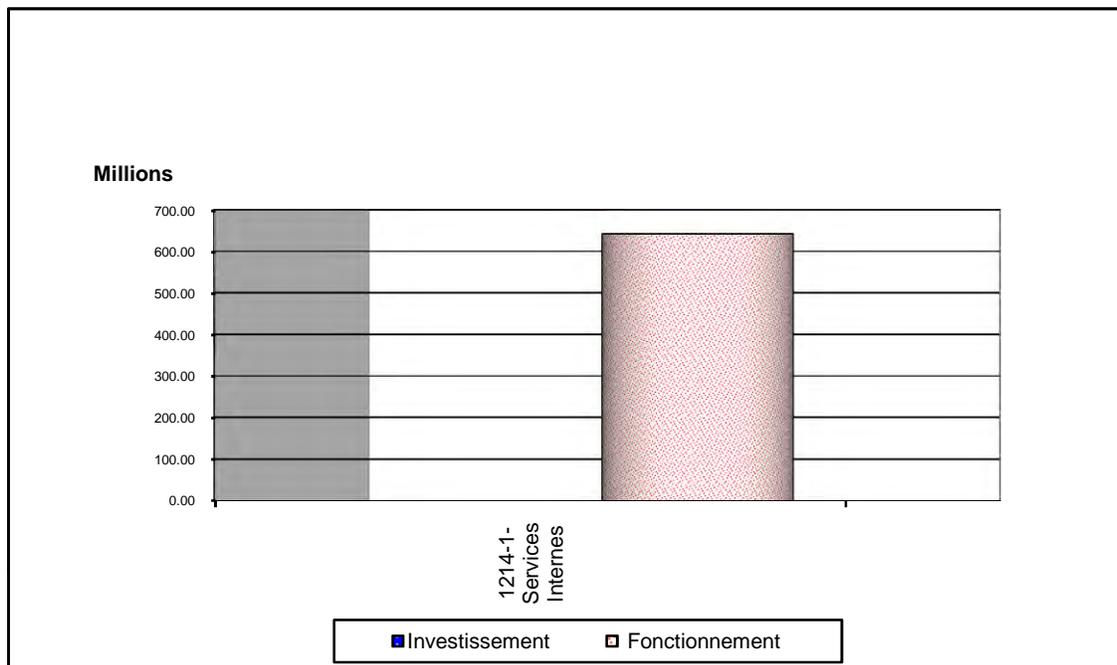
- Le Secrétariat Privé du Président de la République
- Le Cabinet du Président de la République
- Le Secrétariat Général de la Présidence

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Travailler au renforcement et à la bonne marche des Institutions Haïtiennes ;
- S'assurer de la bonne exécution du mandat de la Mission Spéciale des Nations Unies en Haïti ;
- Renforcer les liens d'Haïti avec la Communauté de la Caraïbe, l'Organisations des Etats Américains, l'Union Européenne, l'Organisation des Nation Unies, les institutions financières internationale et les pays amis d'Haïti.

**1214-LA PRESIDENCE**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PA NATURE**  
 EN GOURDES  
 EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1214-1-Services Internes	640,881,979	0	640,881,979	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>640,881,979</b>	<b>0</b>	<b>640,881,979</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>1214-LA PRESIDENCE</b>	<b>640,881,979</b>
<b>1214-1-11 BUREAU DU PRESIDENT</b>	<b>90,457,430</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	90,457,430
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	0
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1214-1-12 ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL</b>	<b>185,796,559</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	82,299,847
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	75,372,412
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	18,048,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	949,049
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,849,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,278,251
<b>1214-1-13 SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL</b>	<b>347,265,952</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	32,950,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	55,104,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	259,211,952
<b>1214-1-14 DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT</b>	<b>17,362,038</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	17,362,038



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR POLITIQUE**

## **PRESENTATION ET CREDITS DU BUREAU DU PREMIER MINISTRE**

## **1215.-BUREAU DU PREMIER MINISTRE (BPM)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

La principale mission et attribution du Bureau du Premier Ministre est d'assurer la meilleure coordination de l'action gouvernementale ;

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Bureau du Premier Ministre est placé sous l'autorité d'un Premier Ministre et comprend :

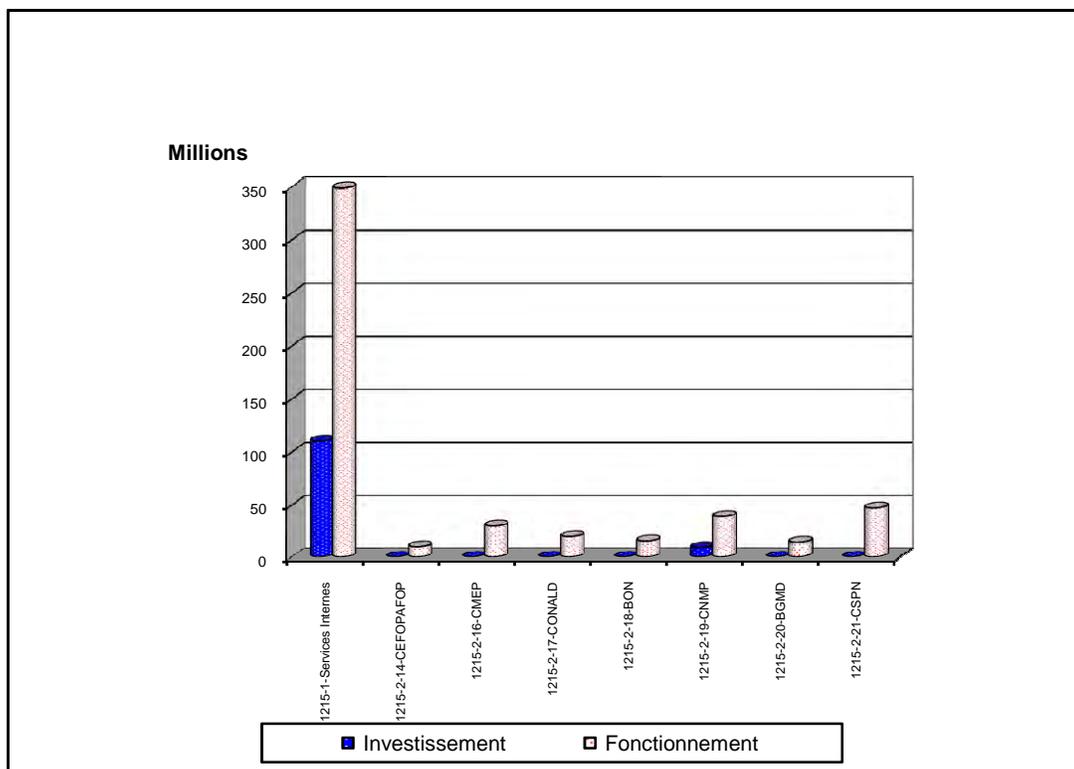
- Le Secrétariat Privé du Premier Ministre ;
- Le Cabinet du Premier Ministre ;
- Le Secrétariat Général de la Primature ;
- Sept (7) Services Externes.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Contribuer à l'amélioration de l'efficacité de l'appareil gouvernemental ;
- Contribuer à l'amélioration de l'efficacité des ressources humaines de la Fonction publique ;
- Informer régulièrement la population des actions en cours ;
- Contribuer à la mise en oeuvre de HOPE II.

**1215- BUREAU DU PREMIER MINISTRE**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1215-1-Services Interne	349,025,350	110,523,584	459,548,934	69.13%
1215-2-14-CEFOPAFOP	10,760,800	0	10,760,800	1.62%
1215-2-16-CMEP	30,492,342	0	30,492,342	4.59%
1215-2-17-CONALD	20,521,386	0	20,521,386	3.09%
1215-2-18-BON	16,364,444	0	16,364,444	2.46%
1215-2-19-CNMP	39,339,909	10,000,000	49,339,909	7.42%
1215-2-20-BGMD	15,135,061	0	15,135,061	2.28%
1215-2-21-CSPN	47,485,579	0	47,485,579	7.14%
1215-2-22-BAC0Z	15,092,869	0	15,092,869	2.27%
<b>TOTAL</b>	<b>544,217,740</b>	<b>120,523,584</b>	<b>664,741,324</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1215- BUREAU DU PREMIER MINISTRE</b>	<b>664,741,324</b>
<b>1215-1-11 BUREAU DU PREMIER MINISTRE</b>	<b>76,316,350</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	30,896,350
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	8,920,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	12,000,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	24,500,000
<b>1215-1-12 ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>383,232,584</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	139,749,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	25,220,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	25,000,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6,740,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	15,400,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	60,600,000
<b>1215-1-12-72-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE LA PRIMATURE</b>	<b>110,523,584</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	110,523,584
<b>1215-1-13 DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE</b>	<b>0</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1215-2-14-CENTRE DE FORMATION &amp; DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>	<b>10,760,800</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	8,007,400
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,242,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	960,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	221,400
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	330,000
<b>1215-2-16-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES</b>	<b>30,492,342</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	30,492,342
<b>1215-2-17-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE</b>	<b>20,521,386</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	20,521,386
<b>1215-2-18-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL</b>	<b>16,364,444</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	16,364,444
<b>1215-2-19-COMMISSION NATIONALE DE MARCHES PUBLICS</b>	<b>49,339,909</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	39,339,909
<b>1215-2-19-71-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE LA CNMP</b>	<b>10,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
<b>1215-2-20-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES</b>	<b>15,135,061</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	15,135,061
<b>1215-2-21-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE</b>	<b>47,485,579</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	47,485,579
<b>1215-2-22-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA</b>	<b>15,092,869</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	15,092,869



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR POLITIQUE**

## **PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

## **1216.- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (MICT)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

- Les missions et attributions du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales sont de:
- Concevoir, de définir et de concrétiser la Politique du Pouvoir Exécutif en ce qui concerne l'encadrement des Collectivités Territoriales, l'Immigration et l'Emigration et la Protection Civile ;
- Prendre, en matière de protection civile, toutes les mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations, notamment en cas de calamités publiques;
- Veiller aux respects des prescrits constitutionnels en ce qui a trait aux garanties individuelles et aux droits fondamentaux ;
- 
- Veiller à l'exécution des Lois et mesures visant à garantir la sécurité intérieure de l'Etat, tout en tenant compte des garanties constitutionnelles;
- Veiller à l'application des Lois et mesures sur l'Immigration et l'Emigration.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

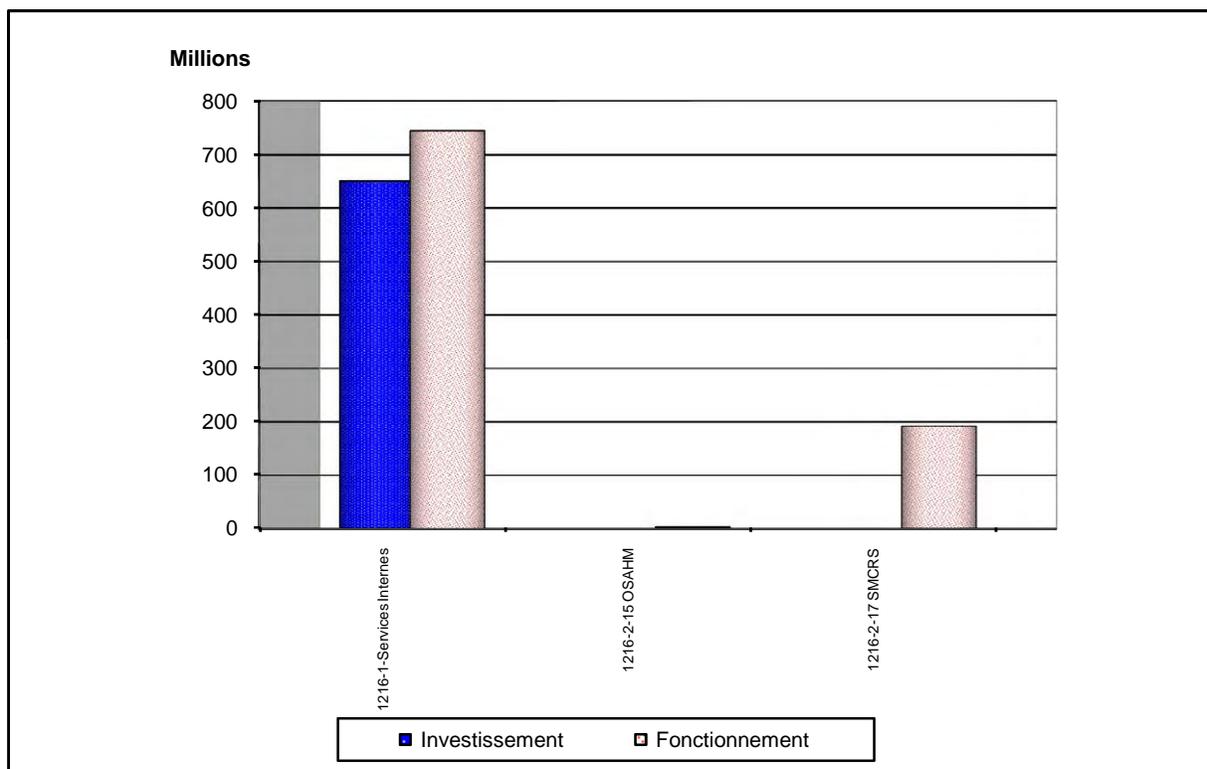
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et de Cinq (5) Directions Techniques.
- Deux (2) Services Externes.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Favoriser une gestion de proximité ;
- Etablir des structures permanentes de protection en vue de réduire la vulnérabilité des populations face aux catastrophes naturelles;
- Contribuer à un climat sécuritaire sur le territoire national et gérer efficacement les questions liées à la migration ;
- Améliorer les finances locales et la capacité de gestion des collectivités territoriales ;
- Contribuer à l'amélioration de l'environnement infrastructurel au niveau des collectivités locales ;
- Renforcer les capacités de gestion des délégations et des vice-délégations ;
- Assurer l'efficacité du Service d'Immigration.

**1216-MIN. DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (MICT)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1216-1-Services InterneS	744,375,934	650,625,332	1,395,001,266	87.74%
1216-2-15 OSAHM	3,043,260	0	3,043,260	0.19%
1216-2-17 SMCRS	191,840,541	0	191,840,541	12.07%
<b>TOTAL</b>	<b>939,259,735</b>	<b>650,625,332</b>	<b>1,589,885,067</b>	<b>100.00%</b>



PROJET DE BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>1,589,885,067</b>
<b>1216-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>73,264,125</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	15,187,368
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,498,839
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,277,918
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	300,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	48,000,000
<b>1216-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>1,321,737,141</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	294,074,465
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	166,748,009
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	10,620,990
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	4,978,050
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,250,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	193,440,295
<b>1216-1-12-52-PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL</b>	<b>18,570,772</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	18,570,772
<b>1216-1-12-53-PROGRAMME DE PREVENTION, DE GESTION DE DESATRES NATURELS</b>	<b>300,988,280</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	300,988,280
<b>1216-1-12-54-PROGRAMME D'INTERVENTIONS SPECIFIQUES DU MICT</b>	<b>331,066,280</b>
<b>1216-2-15 ORGANISME DE SURVEILLANCE &amp; D'AMENAGEMENT DU MORNE HOPITAL</b>	<b>3,043,260</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,043,260
<b>1216-2-17 SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES</b>	<b>191,840,541</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	191,840,541

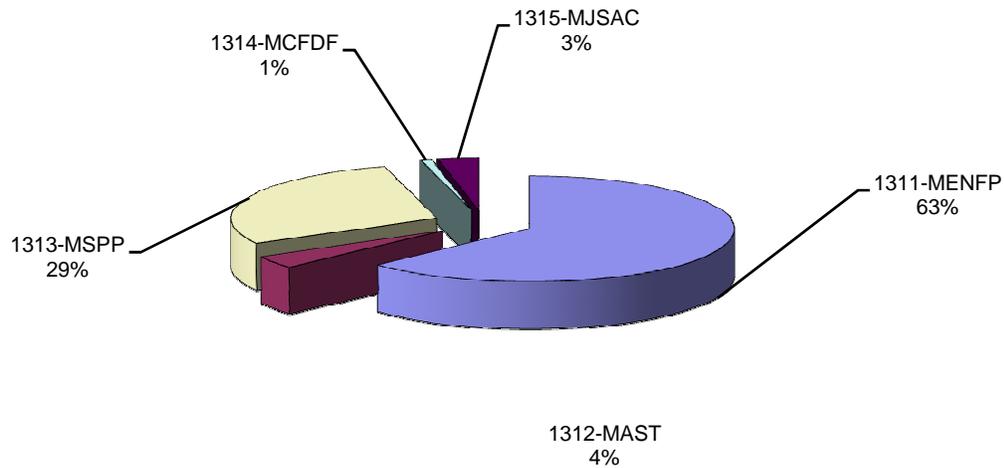


**POUVOIR EXECUTIF  
SECTEUR SOCIAL**

**POUVOIR EXECUTIF**  
**CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR SOCIAL PAR MINISTERE ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1311-MENFP	5,639,997,572	2,506,303,831	8,146,301,403	63.27%
1312-MAST	419,840,082	65,000,000	484,840,082	3.77%
1313-MSPP	1,832,387,504	1,884,342,280	3,716,729,784	28.87%
1314-MCFDF	79,707,762	32,000,000	111,707,762	0.87%
1315-MJSAC	305,139,107	110,000,000	415,139,107	3.22%
<b>TOTAL</b>	<b>8,277,072,027</b>	<b>4,597,646,111</b>	<b>12,874,718,138</b>	<b>100,00</b>

**PONDERATION DES CREDITS DU SECTEUR SOCIAL PAR MINISTERE**





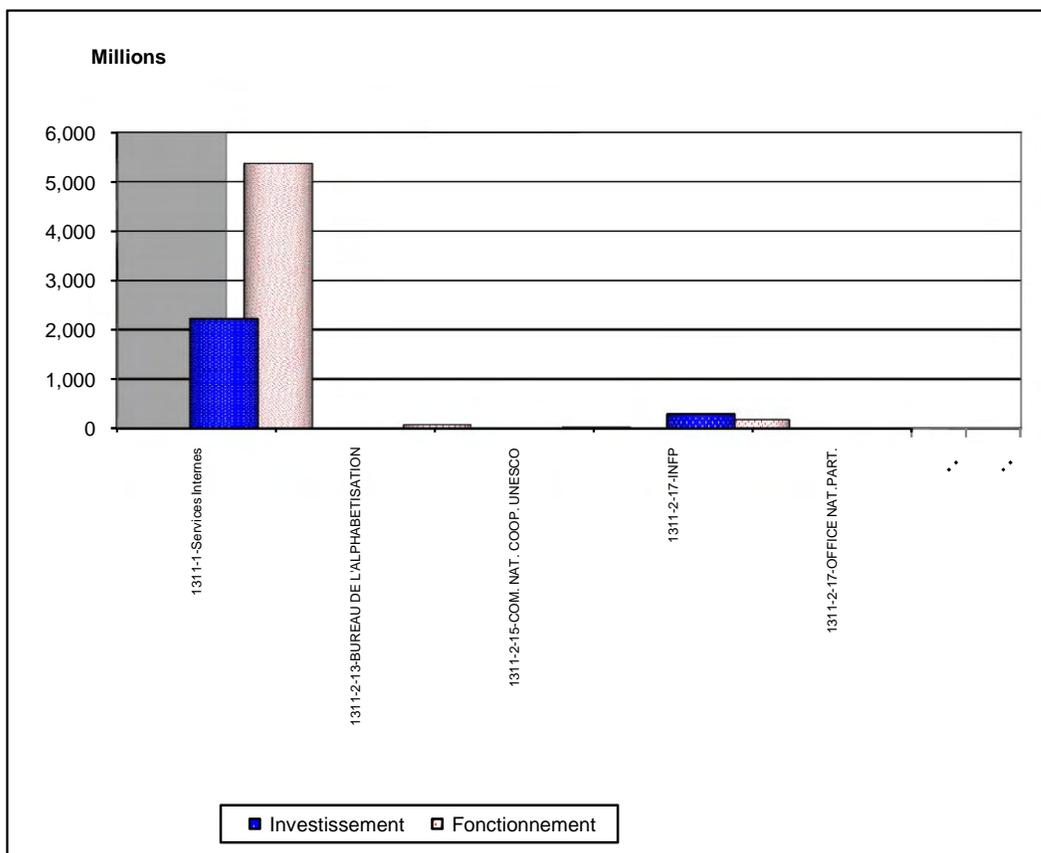
# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR SOCIAL**

**PRESENTATION ET CREDITS DU  
MINISTRE DE L'EDUCATION  
NATIONALE ET DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE**

**1311-MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
<b>1311-1-Services Interne</b>	<b>5,370,066,145</b>	<b>2,220,303,831</b>	<b>7,590,369,976</b>	<b>93.18%</b>
<b>1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION</b>	<b>73,107,779</b>	<b>0</b>	<b>73,107,779</b>	<b>0.90%</b>
<b>1311-2-15-COM. NAT. COOP. UNESCO</b>	<b>15,357,116</b>	<b>0</b>	<b>15,357,116</b>	<b>0.19%</b>
<b>1311-2-17-INFP</b>	<b>181,466,532</b>	<b>286,000,000</b>	<b>467,466,532</b>	<b>5.74%</b>
<b>1311-2-17-OFFICE NAT. PART.</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0.00%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5,639,997,572</b>	<b>2,506,303,831</b>	<b>8,146,301,403</b>	<b>100.00%</b>



## **1311.- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère de L'Education Nationale et de la Formation Professionnelle sont de:

- Formuler et appliquer la politique du Pouvoir Exécutif dans les domaines de l'Education;
- Elaborer la politique éducative nationale aux niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et professionnel.
- Veiller à l'application de la politique nationale d'enseignement supérieur.
- Développer des programmes de recherche et d'expérimentation pédagogique.
- Veiller à l'équivalence des études et à la validation des Diplômes, des Certificats et titres Etrangers avec les Organismes Nationaux Compétents.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère de l'Education et de la formation professionnelle est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel est adjoint un Secrétaire d'Etat à l'Alphabétisation. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de Neuf (9) Directions Techniques et de Dix (10) Directions Départementales
- Trois (3) Services externes.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Améliorer le cadre managérial et le pilotage du secteur de l'éducation;
- Réorganiser l'offre scolaire en faveur des élèves pauvres ;
- Améliorer la qualité de l'éducation par la formation des enseignants;
- Accroître et améliorer l'offre d'éducation préscolaire pour les enfants de 0 à 5 ans ;
- Promouvoir l'enseignement supérieur en région ;
- Améliorer l'encadrement pédagogique ;
- Promouvoir le développement de la formation professionnel ;
- Améliorer la coordination des opérateurs du secteur éducatif.

BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>13-SECTEUR SOCIAL</b>	<b>12,874,718,138</b>
<b>1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>8,146,301,403</b>
<b>1311-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>438,456,764</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	98,356,764
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,360,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,500,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	240,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	330,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,000,000
<b>1311-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>7,151,913,212</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	3,853,338,948
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	705,386,870
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	25,409,961
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	52,737,266
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	73,936,336
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	220,800,000
<b>1311-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MENFP</b>	<b>684,186,934</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	684,186,934
<b>1311-1-12-53-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR EDUCATIF</b>	<b>1,454,116,897</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,454,116,897
<b>1311-1-12-54-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN REGIONS</b>	<b>32,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	32,000,000
<b>1311-1-12-55-PROGRAMME D'APPUI A LA CAMPAGNE D"ALPHABETISATION</b>	<b>50,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	50,000,000
<b>1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION</b>	<b>73,107,779</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	60,683,447
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,265,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,726,332
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,733,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	200,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
<b>1311-2-15-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO</b>	<b>15,357,116</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,808,962
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,223,079
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,265,075
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	60,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1311-2-17-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>467,466,532</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	156,499,440
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7,225,908
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,497,984
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	3,447,392
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	220,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	600,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,975,808
<b>1311-2-17-80-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>286,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	286,000,000
<b>1311-2-18-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT</b>	<b>0</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0



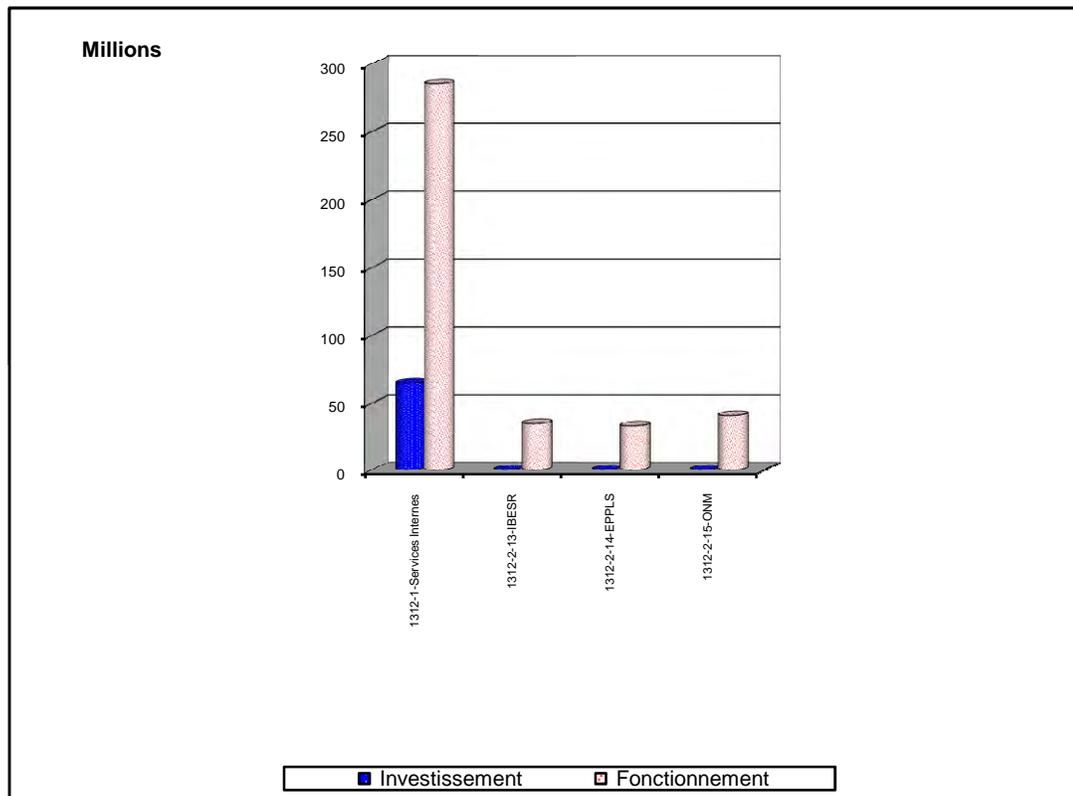
# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR SOCIAL**

**PRESENTATION ET CREDITS DU  
MINISTERE DES AFFAIRES  
SOCIALES ET DU TRAVAIL**

**1312-MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1312-1-Services Internes	285,195,683	65,000,000	350,195,683	72.23%
1312-2-13-IBESR	35,258,257	0	35,258,257	7.27%
1312-2-14-EPPLS	33,548,124	0	33,548,124	6.92%
1312-2-15-ONM	41,134,249	0	41,134,249	8.48%
1312-2-17-BSEIPH	24,703,769	0	24,703,769	5.10%
<b>TOTAL</b>	<b>419,840,082</b>	<b>65,000,000</b>	<b>484,840,082</b>	<b>100.00%</b>



## **1312.- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère des Affaires Sociales sont de:

- Définir et exécuter la politique sociale du Gouvernement;
- Assurer la protection du travailleur, tant dans le secteur formel qu'informel et l'harmonie du travail et du capital ;
- Etablir un régime approprié de sécurité sociale contre les risques physiologiques, économiques, sociaux et autres;
- Créer, autoriser, encourager et superviser les oeuvres de prévoyance et d'assistance sociale tant publiques que privées;
- Assurer, sur le plan Technique et administratif, le contrôle et la supervision de toutes les institutions de Sécurité Sociale.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère des Affaires Sociales est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel est adjoint un Secrétaire d'Etat aux handicapés. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et de Cinq (5) Directions Techniques ;
- Quatre (4) Services Externes.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Renforcer les structures d'accueil et les centres d'hébergements pour la réinsertion sociale (enfants des rues, rapatriés, déportés) ;
- Insérer socialement et économiquement les handicapés ;
- Renforcer l'institutionnalisation des relations de travail ;
- Renforcer les capacités institutionnelles du MAST .

BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL</b>	<b>484,840,082</b>
<b>1312-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>64,100,338</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	60,219,494
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,112,187
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	118,790
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,649,867
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1312-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>286,095,345</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	188,844,999
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,913,502
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,980,810
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	9,499,999
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,256,567
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,599,468
<b>1312-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MAST</b>	<b>12,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	12,000,000
<b>1312-1-12-53-PROGRAMME D'APPUI A LA SECURITE ET A LA PROTECTION SOCIALE DU MAST</b>	<b>53,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	53,000,000
<b>1312-2-13-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL &amp; DE RECHERCHES</b>	<b>35,258,257</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	31,791,920
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,118,137
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,900,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	198,200
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	150,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	100,000
<b>1312-2-14-ENTREPRISE PUBLIQUE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX</b>	<b>33,548,124</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	26,354,724
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,865,800
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,870,600
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	277,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,180,000
<b>1312-2-15-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION</b>	<b>41,134,249</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	21,822,148
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,396,745
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	764,059
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	52,228
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	50,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	16,549,069
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
<b>1312-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES</b>	<b>24,703,769</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	24,703,769



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR SOCIAL**

**PRESENTATION ET CREDITS DU  
MINISTRE DE LA SANTE  
PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**

## **1313.- MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les missions et attributions du Ministère de la Santé Publique et de la Population sont de:

- Concevoir, de définir, de concrétiser et d'évaluer la politique sanitaire et démographique du Pouvoir Exécutif.
- Coordonner, de réglementer, de superviser et d'inspecter les activités des organismes régionaux, communaux et privés dans le domaine de la santé publique ;
- Etablir les normes techniques sanitaires et veiller à leur application en tout ce qui a trait aux aliments, à l'eau potable, aux produits pharmaceutiques et cosmétiques utilisés par l'homme ;
- Enregistrer et de contrôler les titres de professions médicales et paramédicales et s'assurer de l'exercice de toute profession ou activité en relation quelconque avec la santé;
- Participer à toutes activités liées à des traités, conventions, protocoles, déclarations, actes, pactes, accords et autres instruments internationaux intéressant le domaine de la santé.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

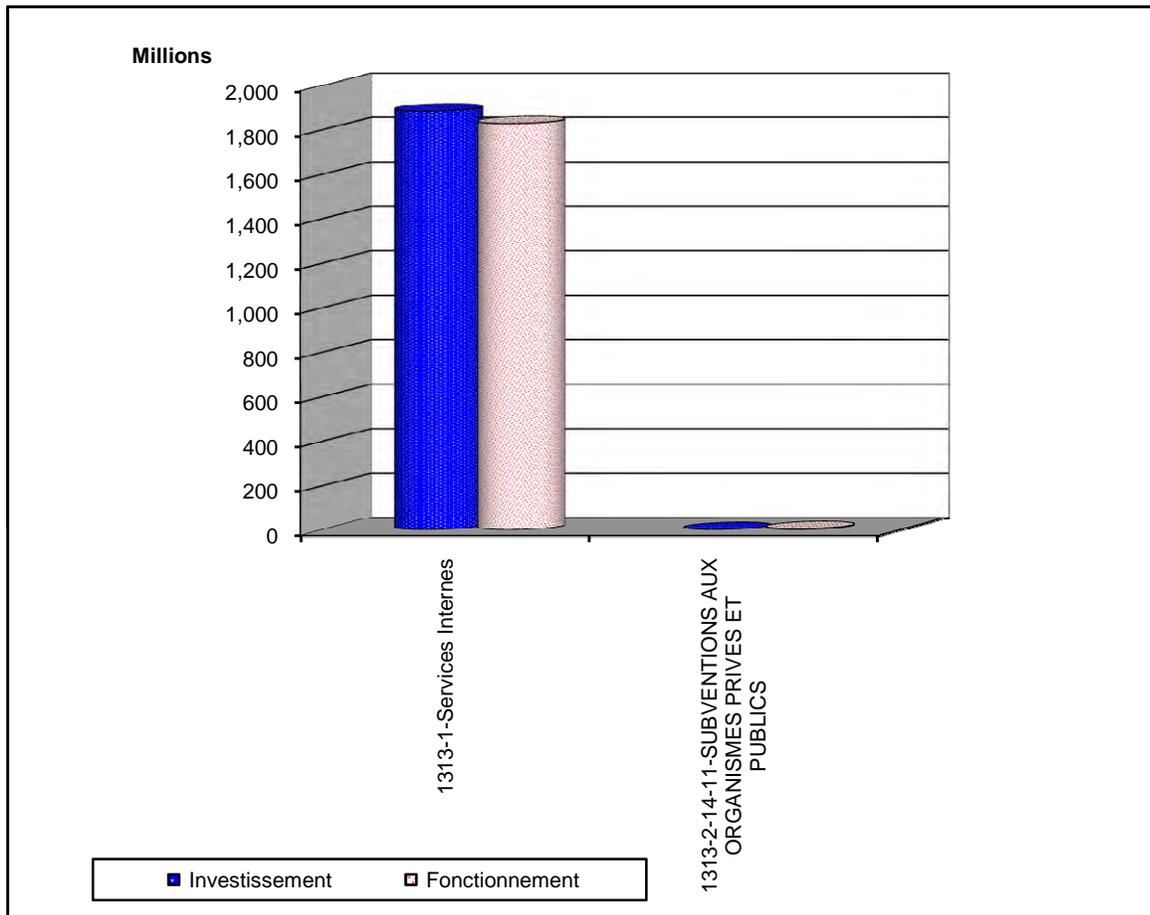
- Une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de Quatorze (14) Directions Techniques ou assimilées, de Quatre(4) Unités de Coordination, de deux (2) Ecoles de formation et de Dix (10) Directions Départementales.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Renforcer les capacités institutionnelles du secteur santé ;
- Réhabiliter, construire et aménager les infrastructures sanitaires ;
- Renforcer les structures communales de santé ;
- Renforcer la prise en charge des maladies prioritaires (Tuberculose, Malaria, VIH/Sida, Filariose,ect) ;
- Garantir à la population l'accès à des médicaments essentiels ;
- Réduire le taux de mortalité materno-infantil ;
- Augmenter le taux de prévalence contraceptive ;
- Améliorer la gestion des déchets en milieux hospitaliers.

**1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1313-1-Services Internes	1,828,616,238	1,884,342,280	3,712,958,518	99.90%
1313-2-14-11-SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	3,771,266	0	3,771,266	0.10%
<b>TOTAL</b>	<b>1,832,387,504</b>	<b>1,884,342,280</b>	<b>3,716,729,784</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION</b>	<b>3,716,729,784</b>
<b>1313-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>26,249,510</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	18,783,263
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,394,280
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	918,530
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	911,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,242,437
<b>1313-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>3,686,709,008</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	1,702,547,606
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	17,856,616
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	57,995,271
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6,599,827
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,999,999
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15,367,409
<b>1313-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MSPP</b>	<b>310,922,940</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	310,922,940
<b>1313-1-12-54-PROGRAMME DE REHABILITATION CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DE CENTRES DE SANTE</b>	<b>956,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	956,000,000
<b>1313-1-12-55-PROGRAMME D'APPUI AUX PROJETS DE SANTE PUBLIQUE (SUPPORT)</b>	<b>607,419,340</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	607,419,340
<b>1313-1-12-64-PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DE LA POCHEP</b>	<b>10,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
<b>1313-2-14-ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS</b>	<b>3,771,266</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,771,266



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR SOCIAL**

## **PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME**

## **1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME (MCFDF)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

La principale mission et attribution du Ministère à la Condition Féminine et aux droits de la Femme(MCFDF) est de définir et d'appliquer la politique du gouvernement en matière des droits et des conditions de vie de la femme.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

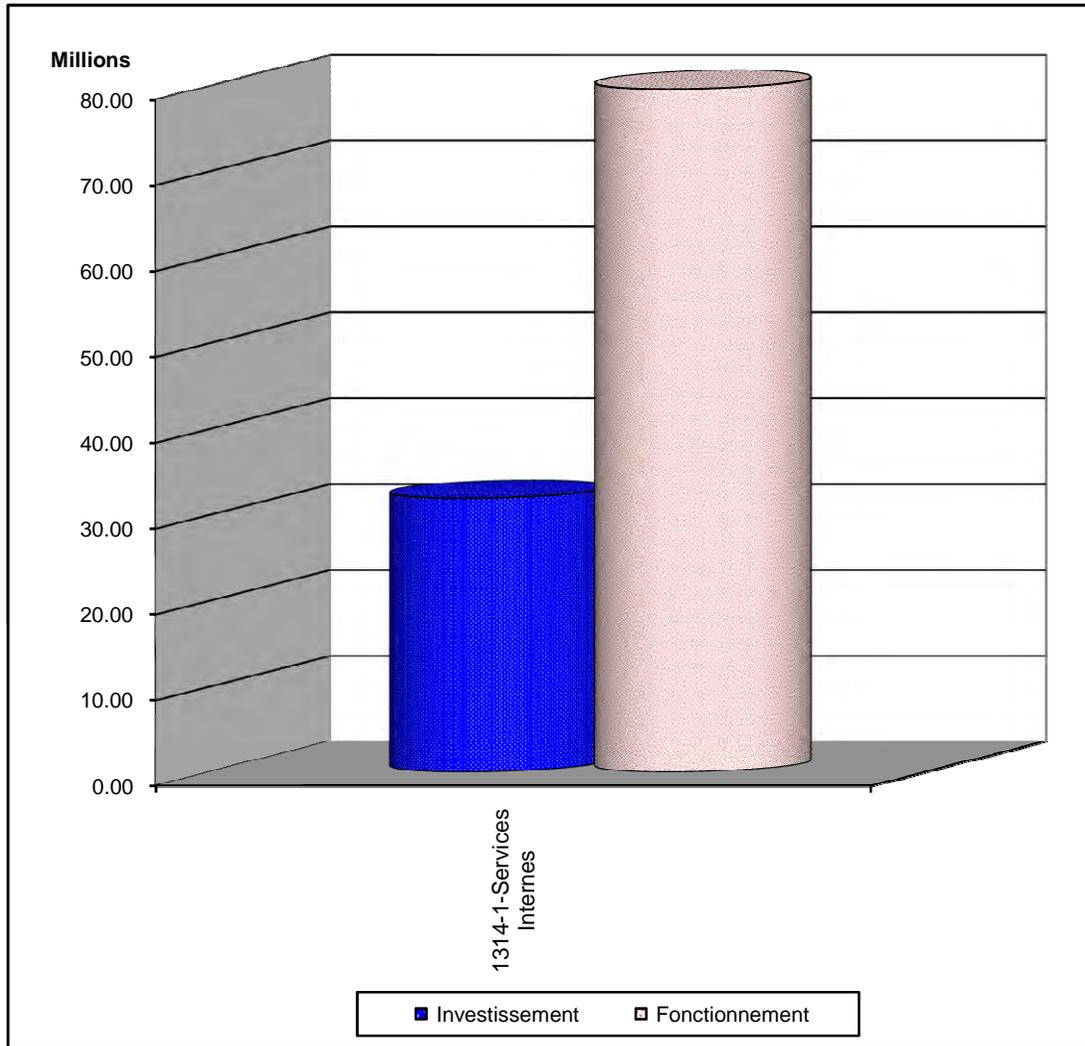
Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants : Une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de trois (3) Directions techniques.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Concevoir, développer et mettre en application une politique d'égalité des sexes ;
- Contribuer à l'allègement de la pauvreté féminine ;
- Promouvoir les femmes dans les métiers non traditionnels ;
- Promouvoir la participation des femmes aux espaces de décisions ;
- Promouvoir et renforcer les droits des femmes.

**1314-MIN. A LA COND. FEM. AUX DROITS DE LA FEMME (MCFDF)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1314-1-Services Internes	79,707,762	32,000,000	111,707,762	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>79,707,762</b>	<b>32,000,000</b>	<b>111,707,762</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME</b>	<b>111,707,762</b>
<b>1314-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>22,017,547</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	15,710,302
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	341,748
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	620,006
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	617,750
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,727,741
<b>1314-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>89,690,215</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	50,137,309
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,472,769
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,159,831
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	425,346
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	494,960
<b>1314-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MCFDF</b>	<b>8,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,000,000
<b>1314-1-12-56-PROGRAMME D'APPUI A LA SECURITE ET A LA PROTECTION SOCIALE DU MCFDF</b>	<b>24,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	24,000,000



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR SOCIAL**

**PRESENTATION ET CREDITS DU  
MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES  
SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE**

## **1315.- MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique sont de:

- Formuler la politique du gouvernement en matière de sport et de jeunesse, de civisme et mettre en œuvre cette politique.
- Développer, de coordonner et de superviser les activités physiques et sportives.
- Intégrer la culture sportive dans l'éducation à tous les niveaux.
- Promouvoir la vie associative et l'encadrement de la jeunesse.
- Promouvoir et de participer à la formation des cadres sportifs et de jeunesse.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère de la Jeunesse des Sports et de l'Action Civique est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

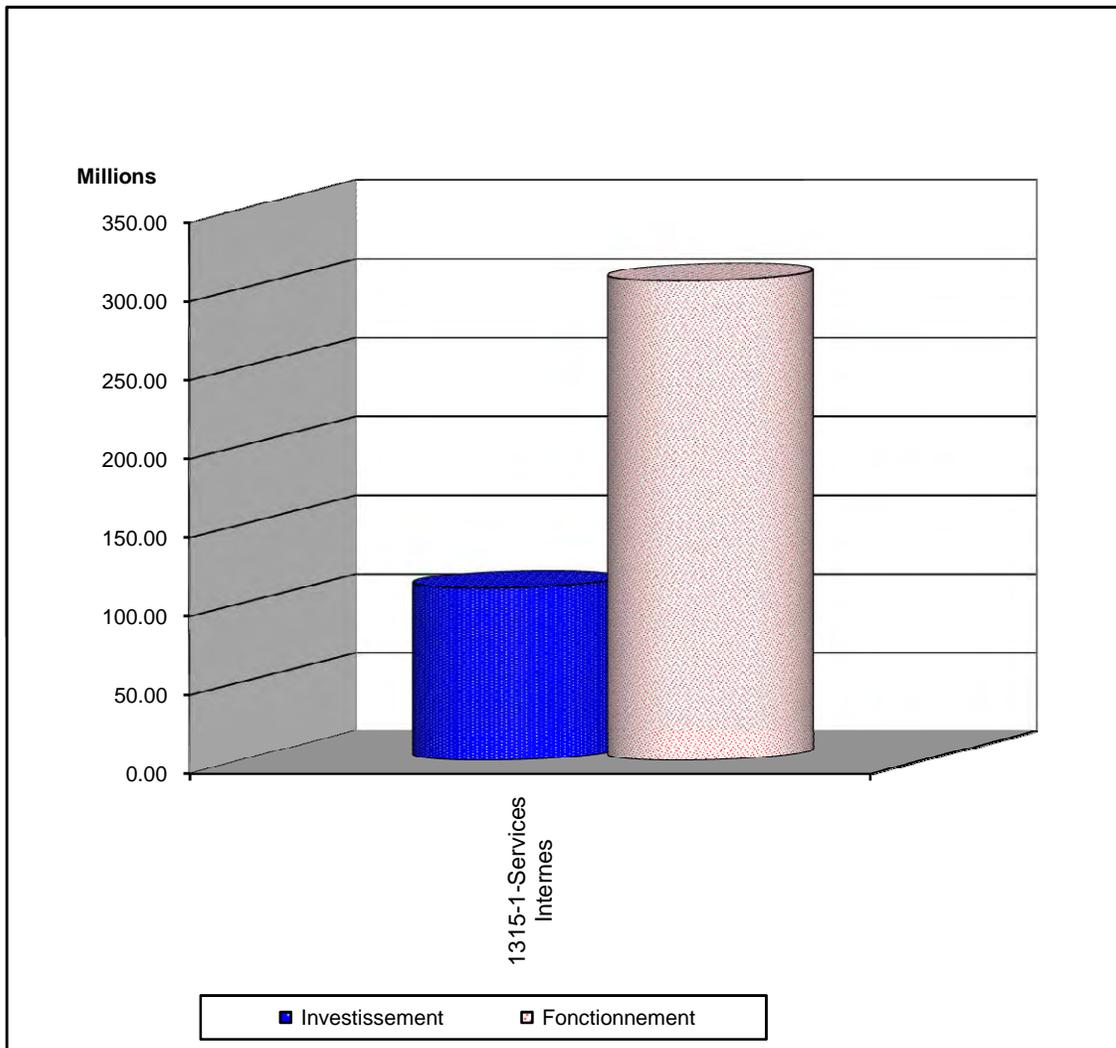
- Une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de Trois (3) Directions techniques, et de Dix (10) Directions Départementales.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Améliorer le cadre managérial et le pilotage du secteur jeunesse, sport et action civique;
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie par la pratique des activités physiques et sportives ainsi que des loisirs ;
- Etendre et diversifier l'offre de service en matière de jeunesse, de sports et de civisme ;
- Renforcer et encourager la vie associative chez les jeunes ;
- Promouvoir l'insertion socio-économique des jeunes.

**1315-MIN. DE LA JEUN. DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1315-1-Services Interne	305,139,107	110,000,000	415,139,107	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>305,139,107</b>	<b>110,000,000</b>	<b>415,139,107</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE</b>	<b>415,139,107</b>
<b>1315-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>39,976,041</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	24,545,848
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,213,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	870,531
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	259,680
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,979,249
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,107,733
<b>1315-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>375,163,066</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	168,339,143
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	33,307,507
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	21,244,386
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	7,872,030
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	12,400,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	22,000,000
<b>1315-1-12-67-PROMOTION DU SPORT</b>	<b>30,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	30,000,000
<b>1315-1-12-68-DEVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES</b>	<b>10,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
<b>1315-1-12-69-PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL</b>	<b>16,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	16,000,000
<b>1315-1-12-70-PROGRAMME DE PROMOTION DU CIVISME</b>	<b>14,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14,000,000
<b>1315-1-12-71-PROGRAMME D'INSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES JEUNES</b>	<b>40,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	40,000,000

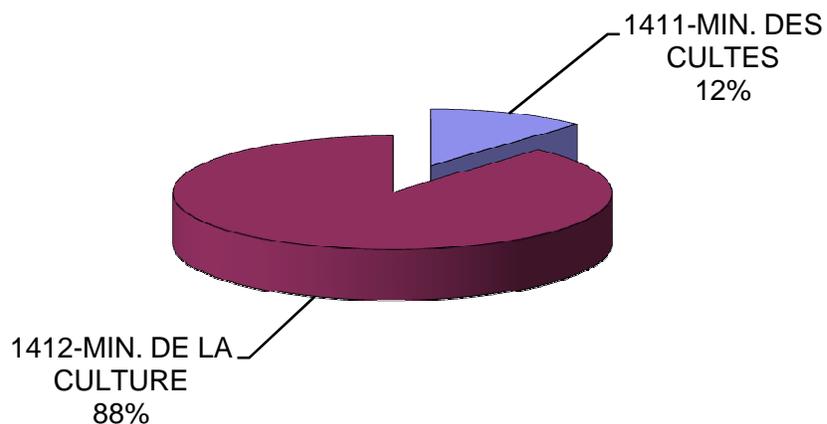


**POUVOIR EXECUTIF  
SECTEUR CULTUREL**

**POUVOIR EXECUTIF**  
**CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR CULTUREL PAR MINISTERE ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1411-MIN. DES CULTES	96,921,410	0	96,921,410	11.56%
1412-MIN. DE LA CULTURE	568,152,072	173,142,224	741,294,296	88.44%
<b>TOTAL</b>	<b>665,073,482</b>	<b>173,142,224</b>	<b>838,215,706</b>	<b>100.00%</b>

**PONDERATION DES CREDITS DU SECTEUR CULTUREL PAR MINISTERE**





# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR CULTUREL**

## **PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES CULTES**

## 1411.- MINISTERE DES CULTES

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère des Cultes sont de:

- Veiller à l'exécution des lois relatives au libre exercice des divers cultes religieux;
- Veiller à l'exécution des Conventions, des Concordats ou des Accords particuliers signés par le Gouvernement avec les Eglises ou toutes Religions établies sur le territoire de la République ;
- Faire un relevé des oeuvres sociales et éducatives des Cultes, Sectes, Confessions, Missions Religieuses et Eglises en vue de leur intégration dans le plan global de développement du pays;
- Mener des enquêtes et de veiller à l'exécution des décisions prises en matière cultuelle.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère des Cultes est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

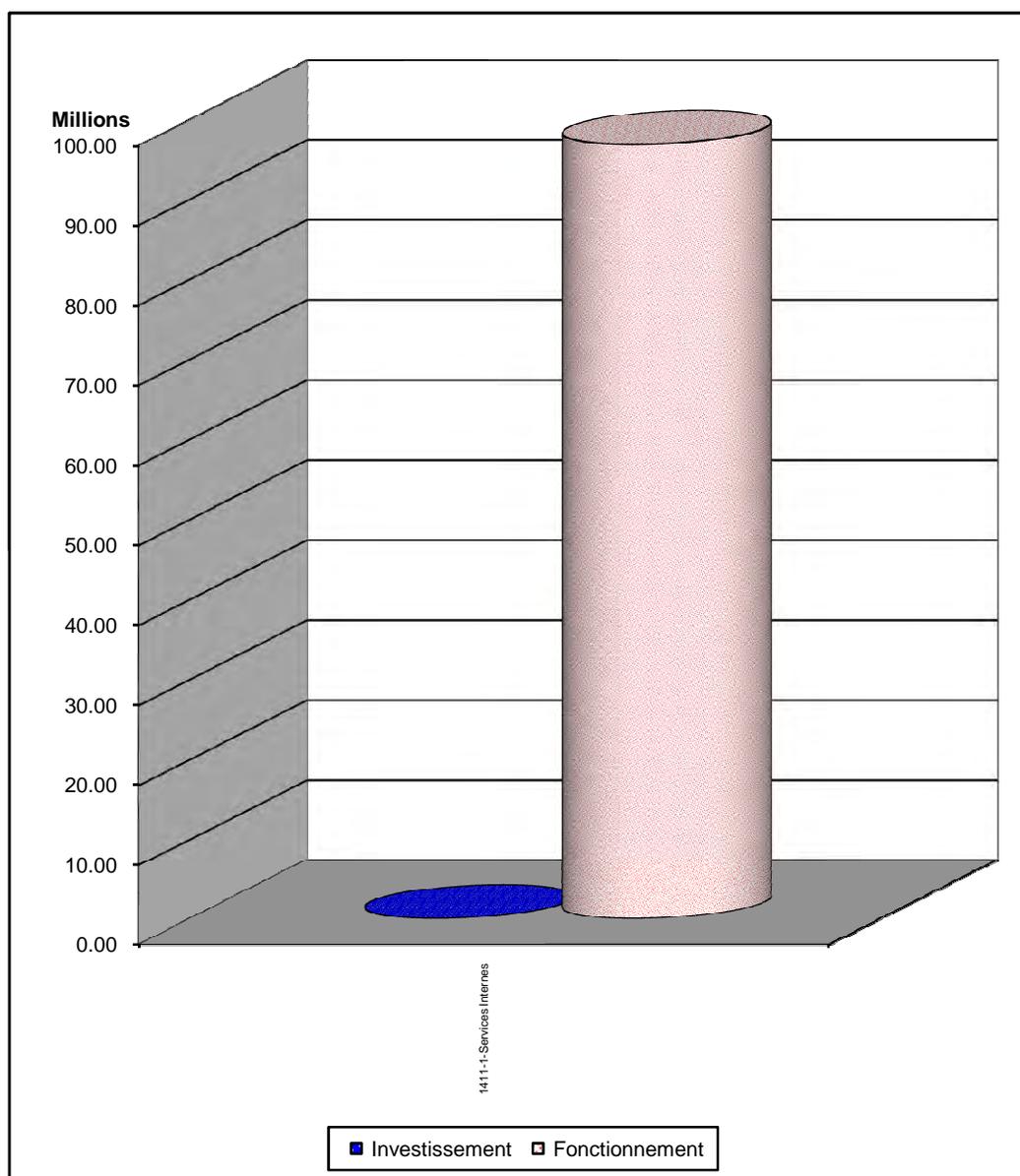
- Une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et d'une (1) Direction Technique.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Encourager très fortement, par des mécanismes appropriés, toutes initiatives visant au regroupement des Églises en vue d'un meilleur encadrement de la part du Ministère des Cultes ;
- Contribuer à maintenir une culture de tolérance, de paix et d'harmonie entre les diverses confessions.

**1411-MINISTRE DES CULTES**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1411-1-Services Interne	96,921,410	0	96,921,410	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>96,921,410</b>	<b>0</b>	<b>96,921,410</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>14-SECTEUR CULTUREL</b>	<b>838,215,706</b>
<b>1411-MINISTERE DES CULTES</b>	<b>96,921,410</b>
<b>1411-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>96,921,410</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	38,476,500
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,587,136
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,826,800
4 IMMOBILISATION CORPORELE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	53,039,404
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	991,570



# **POUVOIR EXECUTIF**

**SECTEUR CULTUREL**

**PRESENTATION ET CREDITS DU  
MINISTERE DE LA CULTURE**

## **1412.- MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION (MCC)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Ministère de la Culture sont de:

- Formuler et mettre en œuvre la politique sectorielle dans les domaines des arts, des lettres du patrimoine, de l'aménagement culturel du territoire, de la presse, de l'audiovisuel, du cinéma et du multimédia dans le cadre de la politique générale définie par le chef du Gouvernement.
- Assurer la régulation et le contrôle de toute action publique ou privée relevant du domaine de sa compétence.
- Veiller à la mise en œuvre des politiques publiques en collaboration avec les autres Ministères et, le cas échéant, avec les collectivités Territoriales.
- Appliquer et faire respecter la politique du gouvernement dans les domaines de la culture et de la communication.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Ministère de la Culture est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

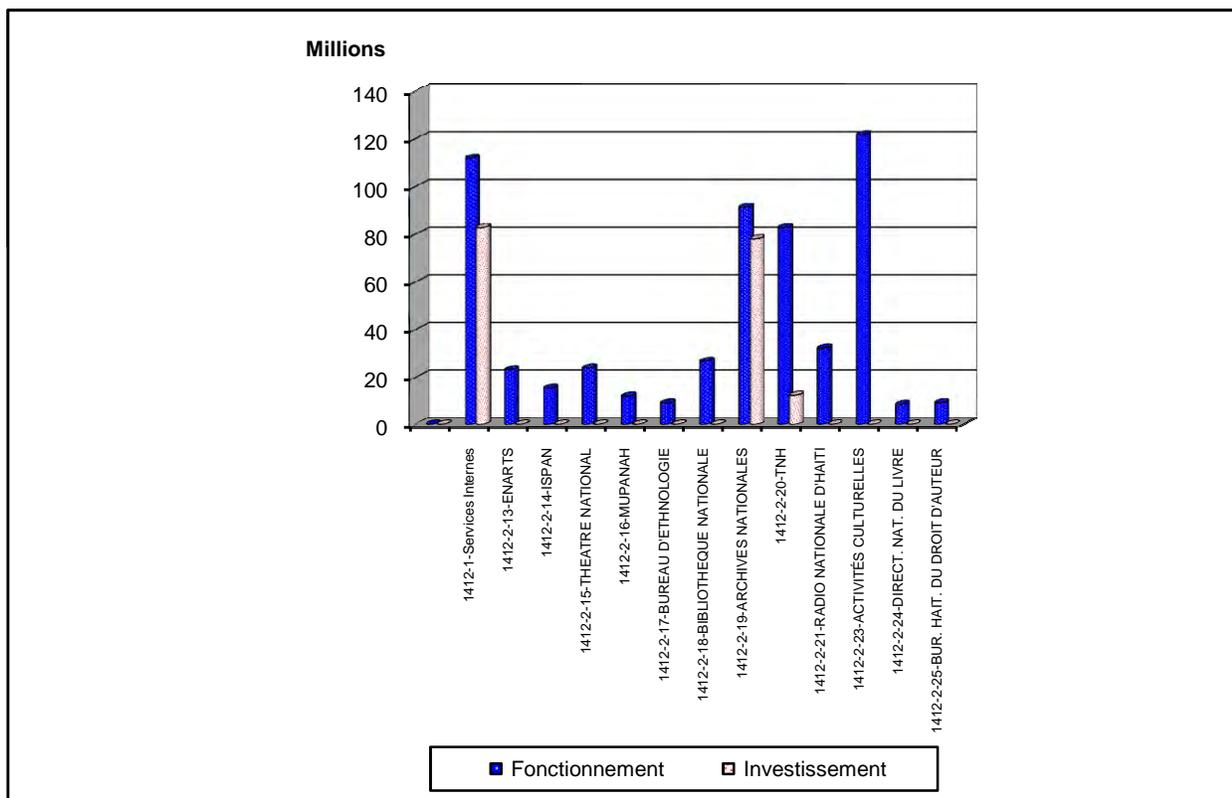
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de Cinq (5) Directions Techniques et de Deux (2) Directions Départementales;
- Douze (12) Services externes.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Améliorer la gouvernance du secteur culturel;
- Réhabiliter, aménager et construire des infrastructures culturelles de base ;
- Mettre en valeur les ressources culturelles comme vecteurs de création de richesses et d'opportunités d'emplois, notamment à travers le développement des entreprises culturelles ;
- Conserver, développer et valoriser le patrimoine culturel matériel et immatériel ;
- Favoriser le développement des arts et de la littérature.

**1412-MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COORDINATION (MCC)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION			TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1412-1-Services Interne	111,899,673	82,680,800	194,580,473	26.25%
1412-2-13-ENARTS	23,147,886	0	23,147,886	3.12%
1412-2-14-ISPAN	15,487,065	0	15,487,065	2.09%
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	23,901,000	0	23,901,000	3.22%
1412-2-16-MUPANAH	12,161,247	0	12,161,247	1.64%
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	9,188,927	0	9,188,927	1.24%
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	26,739,439	0	26,739,439	3.61%
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	91,173,328	78,000,000	169,173,328	22.82%
1412-2-20-TNH	82,729,722	12,461,424	95,191,146	12.84%
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	32,251,864	0	32,251,864	4.35%
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	121,608,960	0	121,608,960	16.40%
1412-2-24-DIRECT. NAT. DU LIVRE	8,606,258	0	8,606,258	1.16%
1412-2-25-BUR. HAIT. DU DROIT D'AUTEUR	9,256,702	0	9,256,702	1.25%
<b>TOTAL</b>	<b>568,152,072</b>	<b>173,142,224</b>	<b>741,294,296</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1412-MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION</b>	<b>741,294,296</b>
<b>1412-1-11 BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>38,512,827</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	28,531,878
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,703,999
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,536,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,500,000
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	987,750
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	253,200
<b>1412-1-12 DIRECTION GENERALE</b>	<b>156,067,646</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	39,901,136
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,530,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,795,710
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	520,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	27,640,000
<b>1412-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MCC</b>	<b>12,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	12,000,000
<b>1412-1-12-53-PROGRAMME DE CONSERVATION ET DE MISE EN VALEUR DE PATRIMOINE</b>	<b>31,440,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	31,440,000
<b>1412-1-12-56-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES CULTURELLES</b>	<b>33,240,800</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	33,240,800
<b>1412-1-12-57-PROGRAMME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION PUBLIQUE</b>	<b>6,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,000,000
<b>1412-2-13-ECOLE NATIONALE DES ARTS</b>	<b>23,147,886</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	20,175,314
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,020,261
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,210,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	742,311
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
<b>1412-2-14-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL</b>	<b>15,487,065</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	14,893,691
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	168,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	425,374
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1412-2-15-THEATRE NATIONAL</b>	<b>23,901,000</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	20,683,470
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	169,530
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,392,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	156,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,500,000
<b>1412-2-16-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL</b>	<b>12,161,247</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	10,806,641
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	657,159
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	697,447
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
<b>1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE</b>	<b>9,188,927</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	8,171,429
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	790,498
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	227,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0

BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

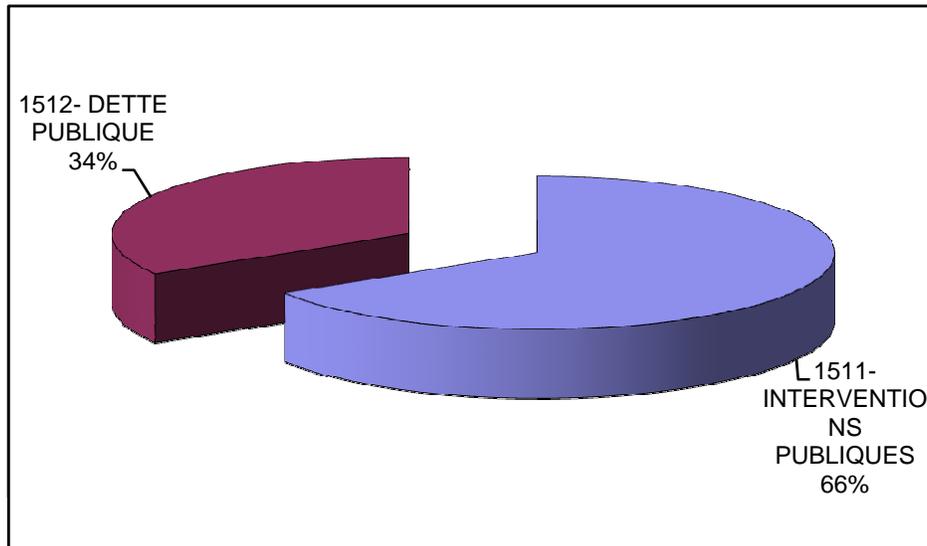
INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE</b>	<b>26,739,439</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	16,408,488
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,019,949
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,827,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,244,002
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	120,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	120,000
<b>1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES</b>	<b>169,173,328</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	70,145,020
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	12,374,003
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,340,981
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,887,267
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,426,058
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1412-2-19-50-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES ARCHIVES NATIONALES D'HAITI</b>	<b>78,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	78,000,000
<b>1412-2-20-TELEVISION NATIONALE D'HAITI</b>	<b>95,191,146</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	66,010,376
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,667,654
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	11,426,542
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	941,097
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	684,053
<b>1412-2-20-69-PROGRAMME DE SUPPORT AUX ACTIVITES DE CULTURE ET DE COMMUNICATION</b>	<b>12,461,424</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	12,461,424
<b>1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI</b>	<b>32,251,864</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	25,303,913
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,252,249
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,375,808
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,319,894
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES</b>	<b>121,608,960</b>
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	121,608,960
<b>1412-2-24-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE</b>	<b>8,606,258</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,606,258
<b>1412-2-25-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR</b>	<b>9,256,702</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	9,256,702



**POUVOIR EXECUTIF  
AUTRES ADMINISTRATIONS**

**POUVOIR EXECUTIF**  
**CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR "AUTRES ADMINISTRATIONS"**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

	Montant	%
<b>1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	<b>4,528,021,851</b>	<b>66.28%</b>
<b>1512- DETTE PUBLIQUE</b>	<b>2,303,845,625</b>	<b>33.72%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6,831,867,476</b>	<b>100,00</b>





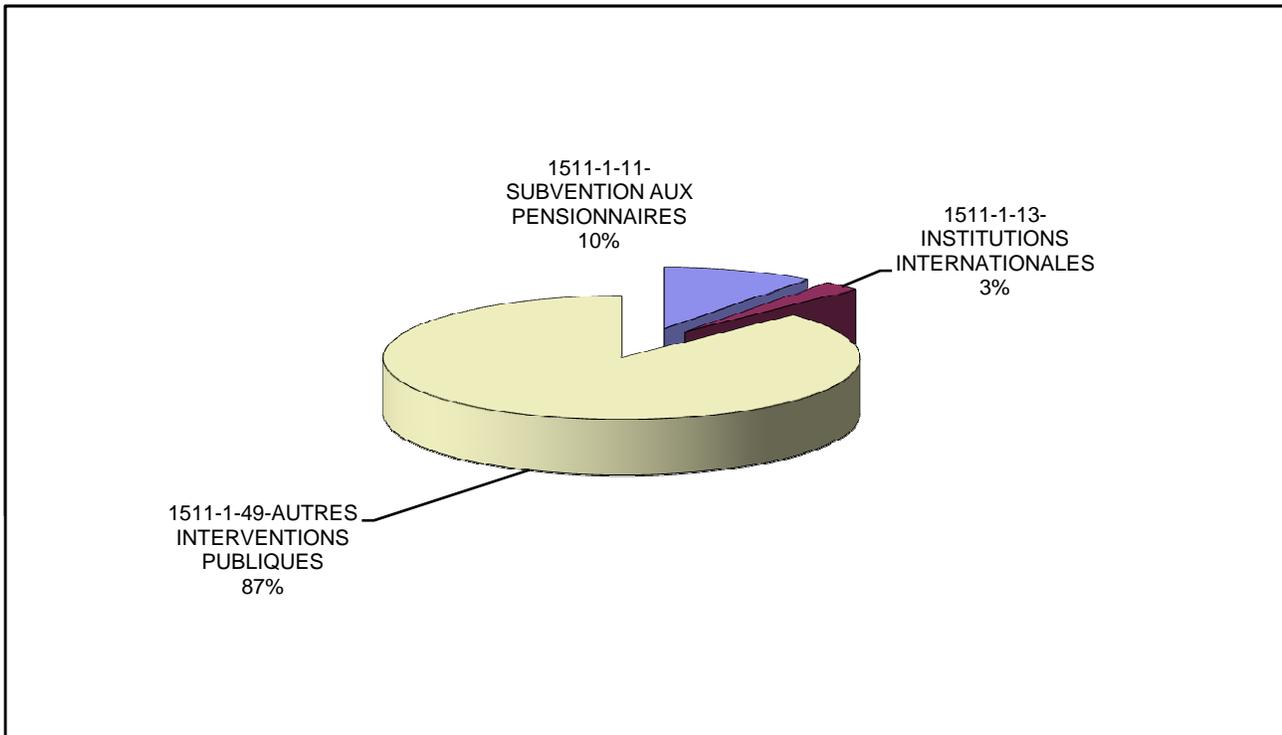
# **POUVOIR EXECUTIF**

**AUTRES ADMINISTRATIONS**

**INTERVENTIONS PUBLIQUES**

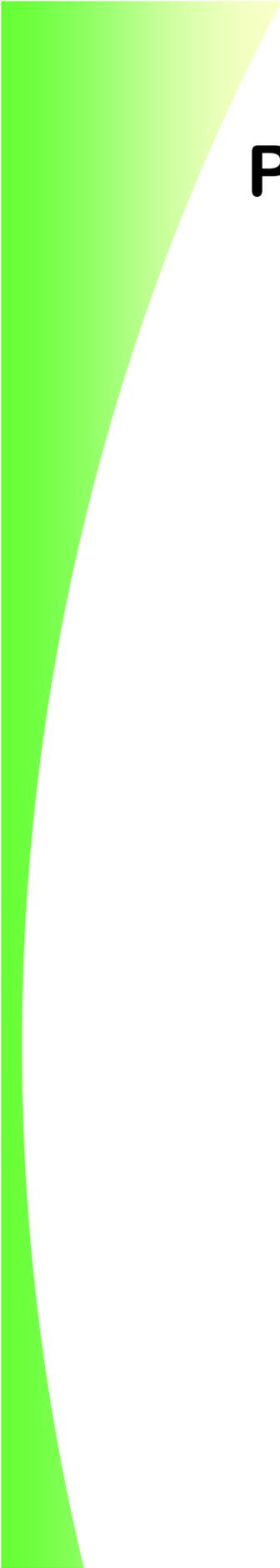
**1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES  
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION  
EN GOURDES  
EXERCICE 2009-2010**

SECTION	Montant	%
1511-1-11-SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES	463,774,304	10.2%
1511-1-13- INSTITUTIONS INTERNATIONALES	115,000,000	2.5%
1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	3,949,247,547	87.2%
<b>TOTAL</b>	<b>4,528,021,851</b>	<b>100%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>15-AUTRES ADMINISTRATIONS</b>	<b>6,831,867,476</b>
<b>1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	<b>4,528,021,851</b>
<b>1511-1-11-SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES</b>	<b>463,774,304</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	463,774,304
<b>1511-1-13-AUTRES INSTITUTIONS</b>	<b>115,000,000</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	115,000,000
<b>1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	<b>3,949,247,547</b>
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6,000,000
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	12,000,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,821,668,688
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,109,578,859
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	0



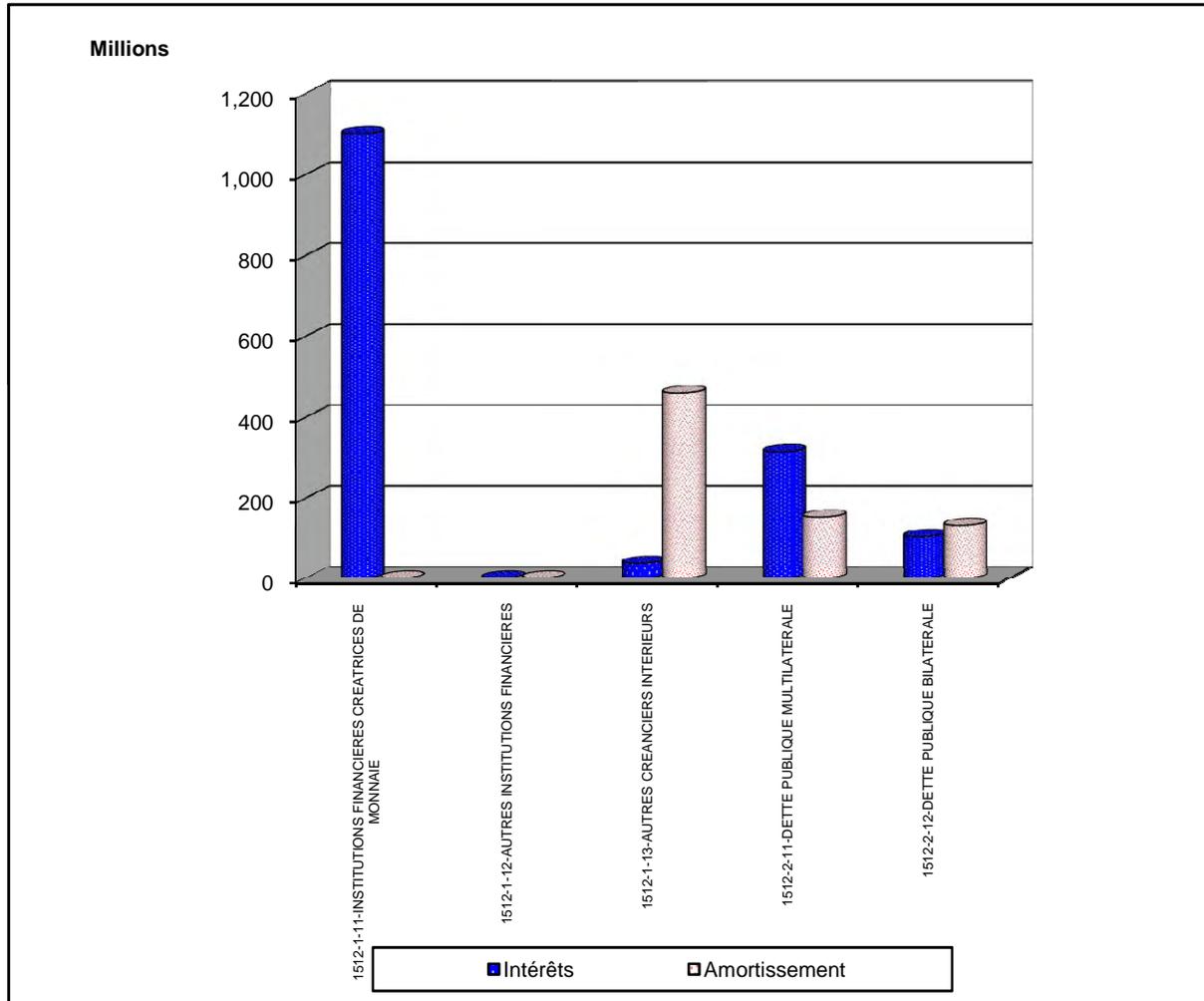
# **POUVOIR EXECUTIF**

**AUTRES ADMINISTRATIONS**

**DETTE PUBLIQUE**

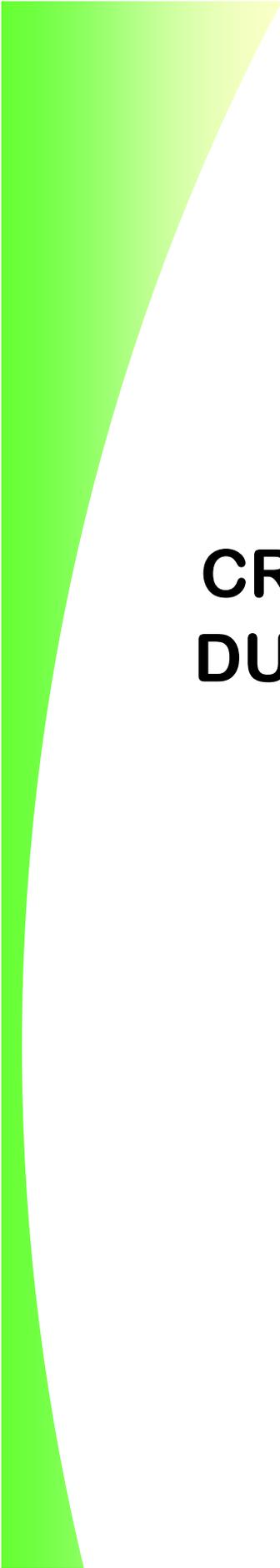
**1512- DETTE PUBLIQUE**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Intérêts	Amortissement	Montant	%
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,100,000,000	0	1,100,000,000	47.75%
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0	0	0.00%
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	38,707,131	460,000,000	498,707,131	21.65%
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	314,655,532	152,868,865	467,524,397	20.29%
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	105,140,416	132,473,681	237,614,097	10.31%
<b>TOTAL</b>	<b>1,558,503,079</b>	<b>745,342,546</b>	<b>2,303,845,625</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>1512-DETTE PUBLIQUE</b>	<b>2,303,845,625</b>
<b>TOTAL CREDIT</b>	<b>2,303,845,625</b>
<b>1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE</b>	<b>1,100,000,000</b>
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,100,000,000
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	0
<b>1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>0</b>
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	0
<b>1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS</b>	<b>498,707,131</b>
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	38,707,131
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	460,000,000
<b>1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE</b>	<b>467,524,397</b>
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	314,655,532
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	152,868,865
<b>1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE</b>	<b>237,614,097</b>
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	105,140,416
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	132,473,681
<b>1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES</b>	<b>0</b>
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	0

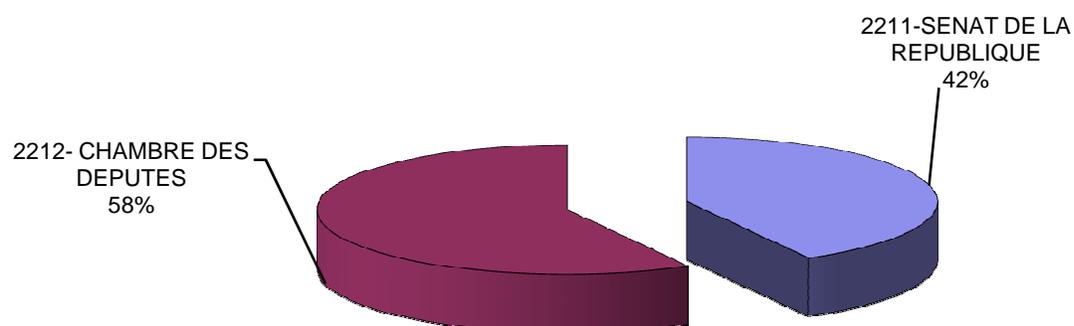


# **CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR LEGISLATIF**

**POUVOIR LEGISLATIF**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR CHAMBRE ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

CHAMBRE	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	553,974,133	141,094,885	695,069,018	42%
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	947,281,625	15,000,000	962,281,625	58%
<b>TOTAL</b>	<b>1,501,255,758</b>	<b>156,094,885</b>	<b>1,657,350,643</b>	<b>100%</b>

**REPARTITION DES CREDITS DU PARLEMENT PAR BRANCHE**





# **POUVOIR LEGISLATIF**

**SECTEUR POLITIQUE**

## **PRESENTATION ET CREDITS DU SENAT DE LA REPUBLIQUE**

## **2211.- SENAT DE LA REPUBLIQUE**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Sénat de la République sont de:

- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat.
- Analyser et voter les lois d'intérêt public et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- S'ériger en Haute Cour de Justice à l'occasion du jugement des grands Dignitaires de l'Etat mis en accusation pour crime de haute trahison conformément à l'article 186 de la constitution;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres Pouvoirs de l'Etat, les Institutions Publiques Nationales et Parlements Etrangers.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

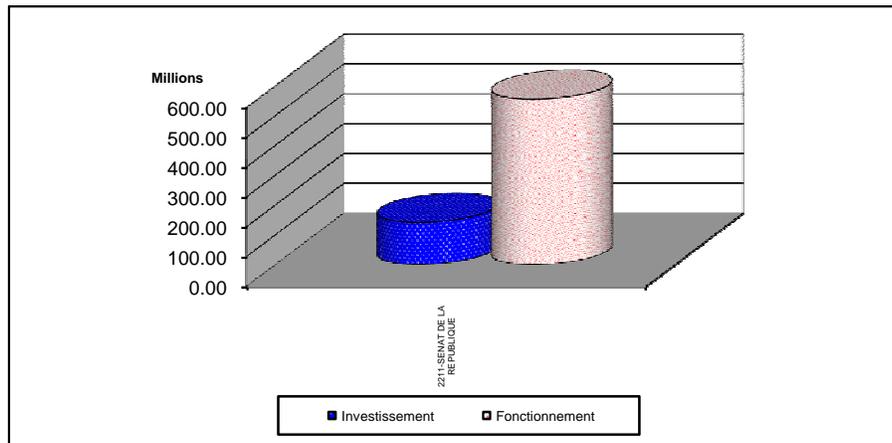
Le Sénat de la République est organisé selon la structure suivante : L'assemblée des Sénateurs assistée de (2) deux Directions Techniques

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Contribuer à doter le pays de cadre légal pour sa modernisation et son développement ;
- Renforcer les différentes commissions du Sénat pour un contrôle plus efficacement l'action gouvernementale ;
- Améliorer le cadre de fonctionnement du Sénat.

**2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	553,974,133	141,094,885	695,069,018	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>553,974,133</b>	<b>141,094,885</b>	<b>695,069,018</b>	<b>100.00%</b>



PROJET DE BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>2- POUVOIR LEGISLATIF</b>	<b>1,657,350,643</b>
<b>2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>695,069,018</b>
<b>2211-1-11-SENAT DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>695,069,018</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	364,978,261
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	66,174,112
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	30,214,845
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	26,684,916
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	53,919,999
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	12,002,000
<b>2211-1-12-77-PROGRAMME D'APPUI AU PARLEMENT (VOLET SENAT)</b>	<b>141,094,885</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	141,094,885



# **POUVOIR LEGISLATIF**

**SECTEUR POLITIQUE**

## **PRESENTATION ET CREDITS DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

## 2212.- CHAMBRE DES DEPUTES

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions de la Chambre des Députés sont de:

- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat.
- Analyser et voter les lois d'intérêt public et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- Prononcer la mise en accusation de hauts dignitaires du pouvoir Exécutif et du pouvoir Judiciaire pour fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction.
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres pouvoirs de l'Etat.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

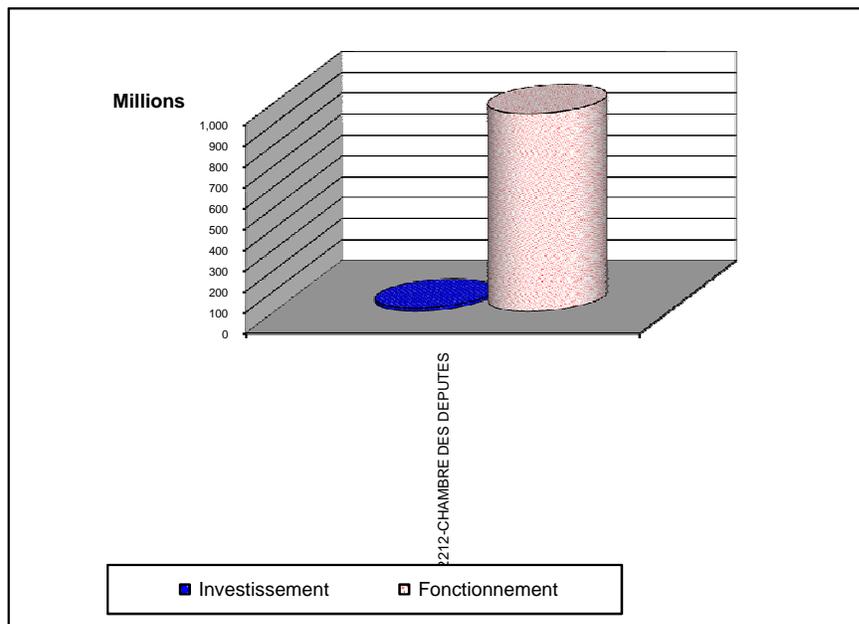
La Chambre des Députés est organisée selon la structure suivante : L'Assemblée des Députés et le Secrétariat Général.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Contribuer à doter le pays de cadre légal pour sa modernisation et son développement ;
- Renforcer les différentes commissions de la Chambre des Députés pour un contrôle plus efficacement l'action gouvernementale ;
- Améliorer le cadre de fonctionnement de la Chambre des Députés.

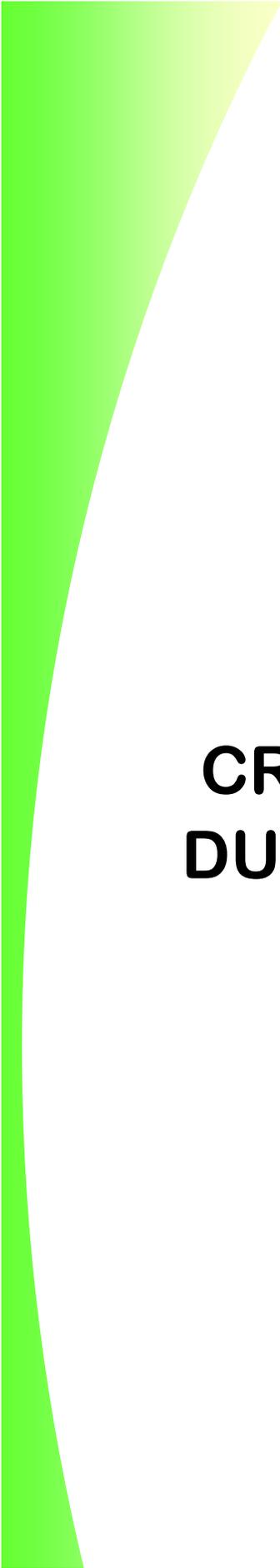
**2212-CHAMBRE DES DEPUTES**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	947,281,625	15,000,000	962,281,625	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>947,281,625</b>	<b>15,000,000</b>	<b>962,281,625</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

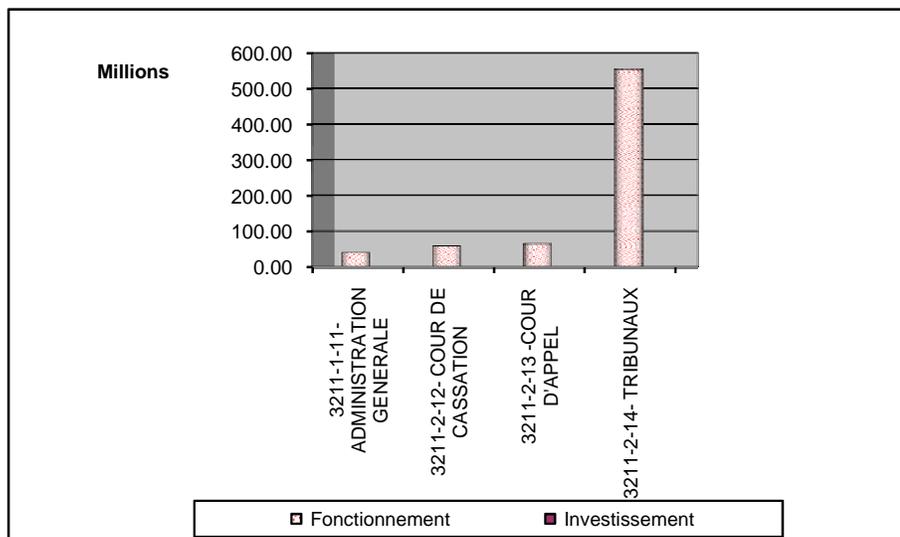
<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>2212- CHAMBRE DES DEPUTES</b>	<b>962,281,625</b>
<b>2212-1-11-CHAMBRE DES DEPUTES</b>	<b>446,690,790</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	286,654,886
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	62,960,799
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	16,250,229
4 IMMOBILISATION CORPORELE	2,368,959
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	78,455,917
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
<b>2212-1-12-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES</b>	<b>12,560,000</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,560,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	0
<b>2212-2-11-CHAMBRE DES DEPUTES</b>	<b>503,030,835</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	306,530,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	62,115,578
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	56,586,507
4 IMMOBILISATION CORPORELE	17,529,837
5 IMMOBILISATION INCORPORELE	4,194,831
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	41,024,083
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	50,000
<b>2212-1-12-50-PROGRAMME D'APPUI AU PARLEMENT (VOLET CHAMBRE DESDEPUTES)</b>	<b>15,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15,000,000



# **CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR JUDICIAIRE**

**3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE  
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE  
EN GOURDES  
EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
3211-1-11- ADMINISTRATION GENERALE	40,000,000	0	40,000,000	5.58%
3211-2-12- COUR DE CASSATION	58,147,017	0	58,147,017	8.11%
3211-2-13 -COUR D'APPEL	64,762,283	0	64,762,283	9.03%
3211-2-14- TRIBUNAUX	554,392,486	0	554,392,486	77.29%
<b>TOTAL</b>	<b>717,301,786</b>	<b>0</b>	<b>717,301,786</b>	<b>100.00%</b>





# **POUVOIR JUDICIAIRE**

## **PRESENTATION ET CREDITS DU CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE SECTEUR POLITIQUE**

## **3211.-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du pouvoir judiciaire sont de:

- Veiller au fonctionnement régulier et efficace des Cours et Tribunaux.
- Donner son avis sur les projets de politiques judiciaires élaborés par le Pouvoir Exécutif.
- Appliquer la politique judiciaire de l'Etat.
- Veiller à ce que les dossiers des justiciables soient traités avec diligence.
- Participer avec le pouvoir exécutif à l'élaboration de la politique de formation des juges, des auxiliaires de justice et des autres catégories de personnel du Pouvoir Judiciaire.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire comprend :

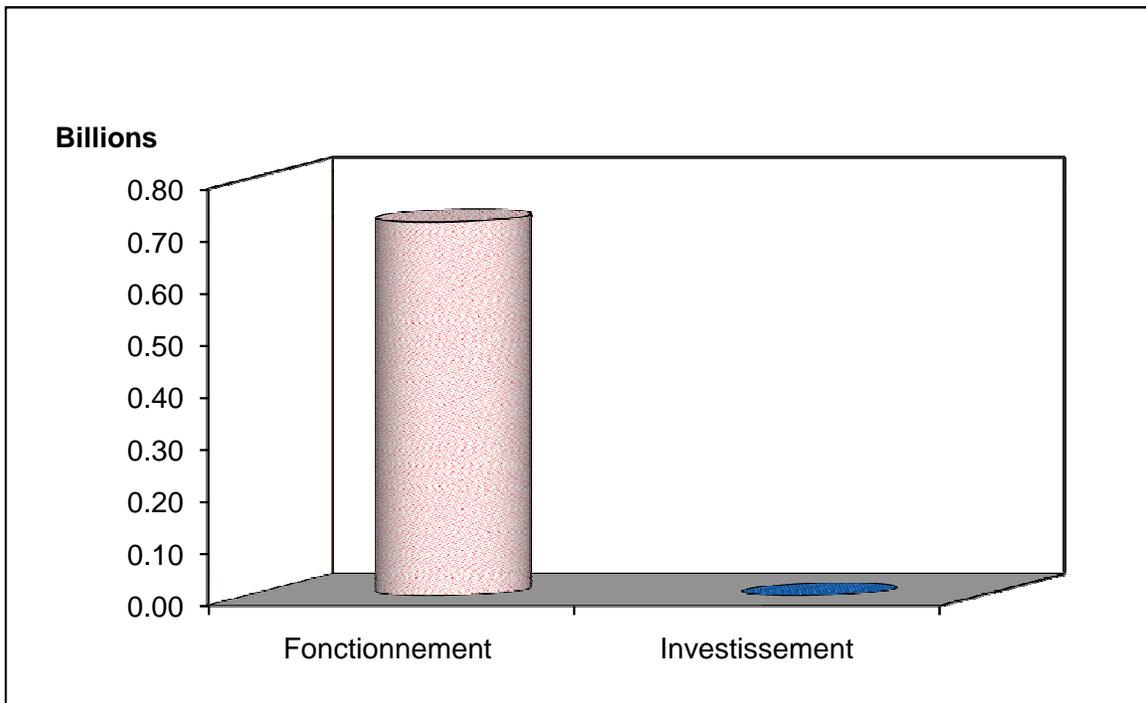
- L'Administration
- La Cour De Cassation
- La Cour D'Appel
- Les Tribunaux

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Contribuer à la fourniture d'une justice équitable et de qualité en toute transparence ;
- Contribuer à la modernisation du système judiciaire.

**POUVOIR JUDICIAIRE**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
<b>3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE</b>	<b>717,301,786</b>	<b>0</b>	<b>717,301,786</b>	<b>100%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>717,301,786</b>	<b>0</b>	<b>717,301,786</b>	<b>100%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

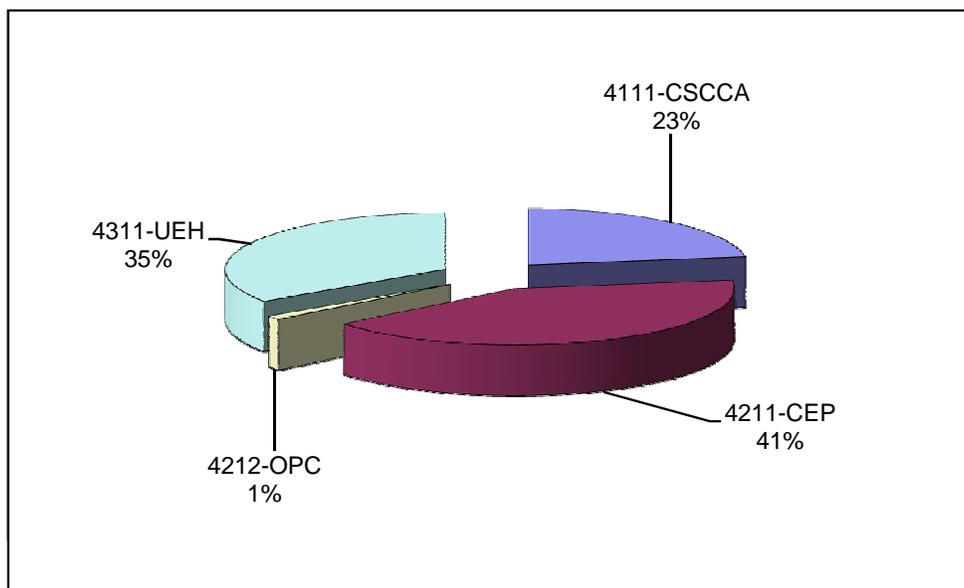
INSTITUTION	Crédit 09-10
<b>3- POUVOIR JUDICIAIRE</b>	<b>717,301,786</b>
<b>3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE</b>	<b>717,301,786</b>
<b>3211-1-11-ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>40,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	40,000,000
<b>3211-2-12-COUR DE CASSATION</b>	<b>58,147,017</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	49,711,483
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,566,045
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,026,517
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,330,973
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	62,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	450,000
<b>3211-1-13-COUR D'APPEL</b>	<b>64,762,283</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	54,635,580
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,148,951
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,277,752
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,500,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,200,000
<b>3211-2-14-TRIBUNAUX</b>	<b>554,392,486</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	512,508,069
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	8,809,333
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	13,873,594
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	10,813,254
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,388,236



# **ORGANISMES INDEPENDANTS**

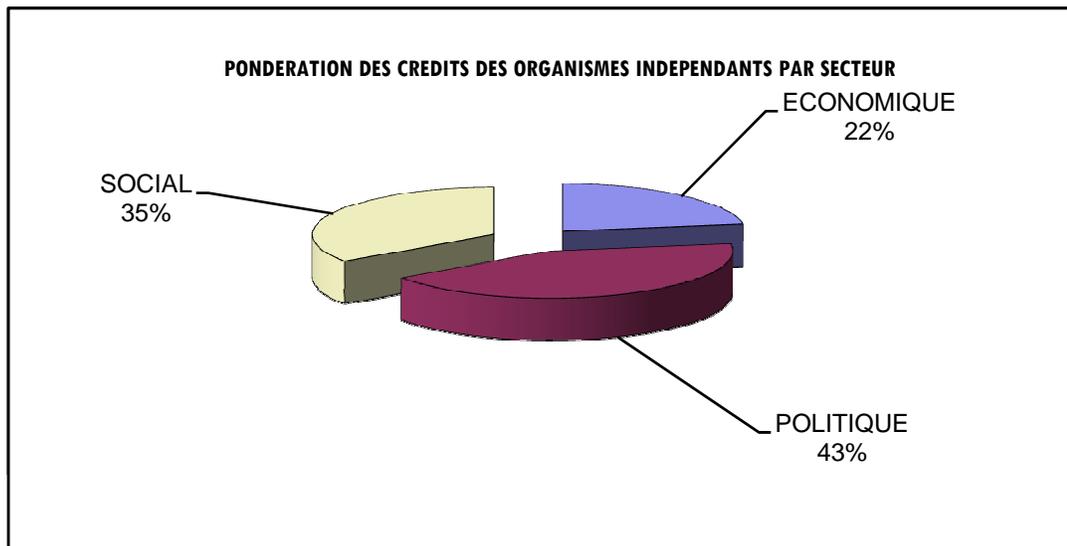
**ORGANISMES INDEPENDANTS**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTITUTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

Institution	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4111-CSCCA	268,309,955	35,000,000	303,309,955	22.60%
4211-CEP	293,739,530	264,430,144	558,169,674	41.59%
4212-OPC	15,307,916	0	15,307,916	1.14%
4311-UEH	405,155,346	60,000,000	465,155,346	34.66%
<b>TOTAL</b>	<b>982,512,747</b>	<b>359,430,144</b>	<b>1,341,942,891</b>	<b>100.00%</b>



**ORGANISMES INDEPENDANTS**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	268,309,955	35,000,000	303,309,955	22.60%
POLITIQUE	309,047,446	264,430,144	573,477,590	42.73%
SOCIAL	405,155,346	60,000,000	465,155,346	34.66%
<b>TOTAL</b>	<b>982,512,747</b>	<b>359,430,144</b>	<b>1,341,942,891</b>	<b>100.00%</b>





# **ORGANISMES INDEPENDANTS**

**SECTEUR ECONOMIQUE**

**COUR SUPERIEURE DES  
COMPTES ET DU CONTENTIEUX  
ADMINISTRATIF**

## **4111.- COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSC/CA)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif sont de:

- Contrôler, sur les plans Administratif et Juridictionnel, les recettes et les dépenses de l'Etat ;
- Jouer le rôle de Tribunal Administratif;
- Vérifier la Comptabilité des Collectivités Territoriales, ainsi que celle des Entreprises d'Etat, des Organismes Autonomes et des Entreprises Mixtes

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité du Conseil de la Cour et comprend :

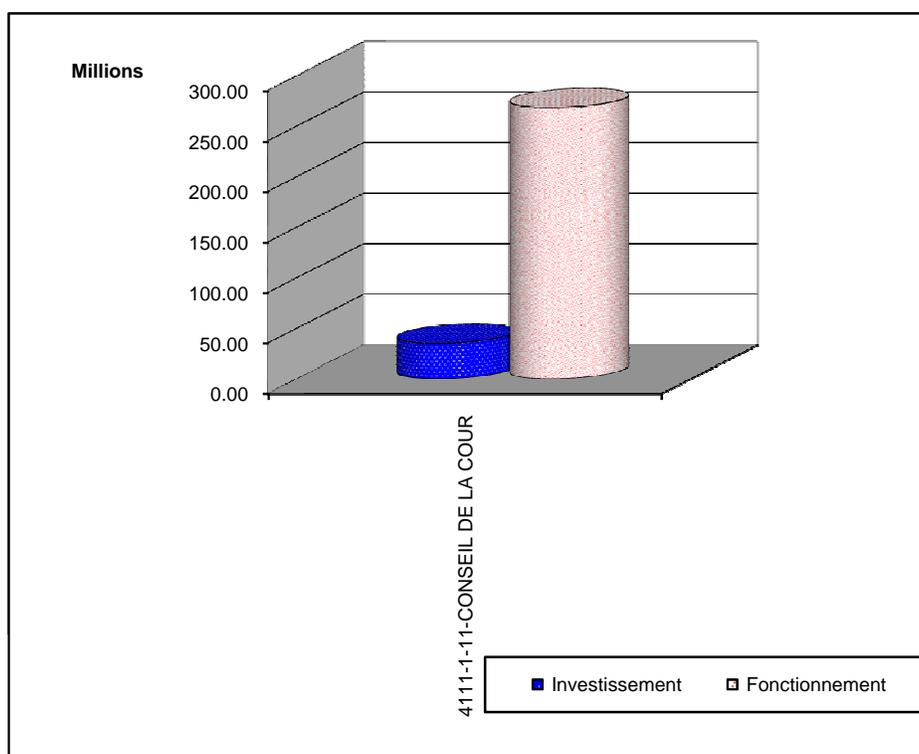
- Une Direction des Affaires Administratives, de Deux (2) Directions techniques ,d'une (1) Unité de Coordination et de Cinq (5) Directions Départementales.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Assurer un service de contrôle de qualité fidèle aux normes et procédures nationales ;
- Etablir un environnement de contrôle propice à la réédition des comptes devant la nation ;
- Améliorer l'efficience et l'efficacité de la CSCCA ;
- Renforcer la capacité institutionnelle de la CSCCA pour un meilleur contrôle de l'utilisation des ressources de l'Etat .

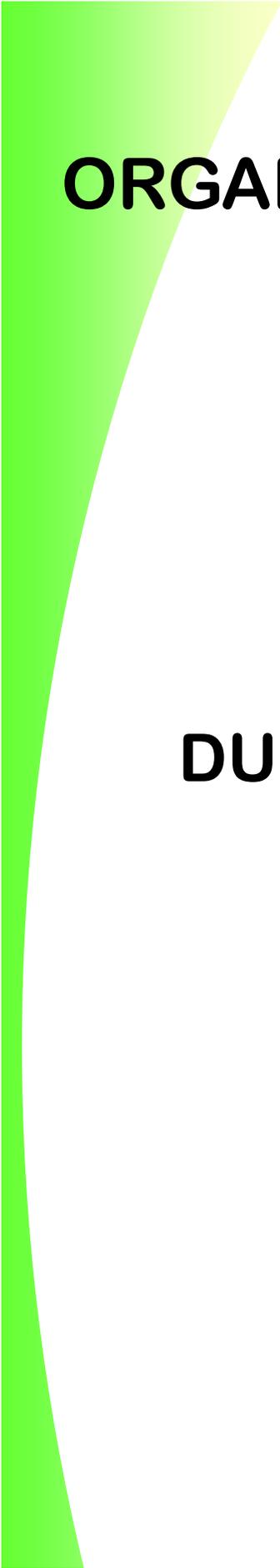
**4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4111-1-11-CONSEIL DE LA COUR	268,309,955	35,000,000	303,309,955	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>268,309,955</b>	<b>35,000,000</b>	<b>303,309,955</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>4- ORGANISMES INDEPENDANTS</b>	<b>1,341,942,891</b>
<b>4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF</b>	<b>303,309,955</b>
<b>4111-1-11-CONSEIL DE LA COUR</b>	<b>303,309,955</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	240,899,205
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	12,680,436
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	5,209,736
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,206,972
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	949,708
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,363,898
4111-1-11-78-PROGRAMME D'APPUI A LA CSCCA	35,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	35,000,000



# **ORGANISMES INDEPENDANTS**

**SECTEUR POLITIQUE**

**DU CONSEIL ELECTORAL  
PROVISOIRE**

## **4211.-CONSEIL ELECTORAL PROVISOIRE (C.E.P)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions du Conseil Electoral Provisoire sont de:

- Planifier, d'organiser et de contrôler en toute indépendance des élections libres, honnêtes, sincères, démocratiques et pacifiques dans le pays ;
- Assurer la tenue à jour des listes électorales ;
- Entreprendre ou d'encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple en matière électorale

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Le Conseil Electoral Provisoire est organisé selon la structure suivante :

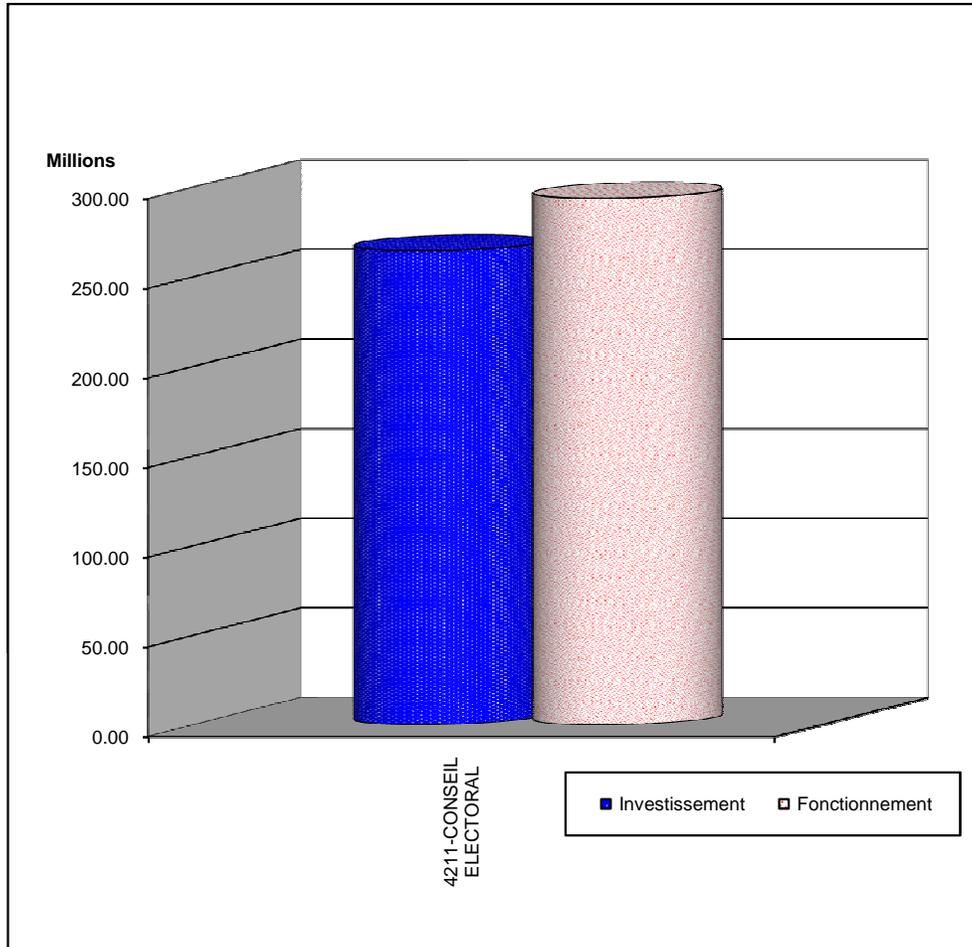
- Le Conseil Electoral Provisoire
- Le Conseil d'Administration
- La Direction Générale assistée de la Direction Administrative et trois (3) directions techniques

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Réaliser des élections pour le renouvellement des organes des collectivités territoriales et des membres du corps législatif;

**4211-CONSEIL ELECTORAL PROVISOIRE (CEP)**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
<b>4211-CONSEIL ELECTORAL</b>	<b>293,739,530</b>	<b>264,430,144</b>	<b>558,169,674</b>	<b>100.00%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>293,739,530</b>	<b>264,430,144</b>	<b>558,169,674</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>4211-CONSEIL ELECTORAL</b>	<b>558,169,674</b>
<b>4211-1-11-CONSEIL ELECTORAL</b>	<b>558,169,674</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	218,873,077
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13,952,452
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	5,790,001
4 IMMOBILISATION CORPORELE	5,124,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	50,000,000
<b>4211-1-12-52-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES</b>	<b>264,430,144</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	264,430,144



# **ORGANISMES INDEPENDANTS**

**SECTEUR POLITIQUE**

**OFFICE DE PROTECTION  
DU CITOYEN**

## **4212.-OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN (OPC)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

La principale mission de l'Office de Protection du Citoyen est de protéger tout individu contre toutes formes d'abus et erreurs, volontaires ou non de l'Administration Publique et des Institutions Autonomes

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

L'Office de Protection du Citoyen est organisé selon la structure suivante :

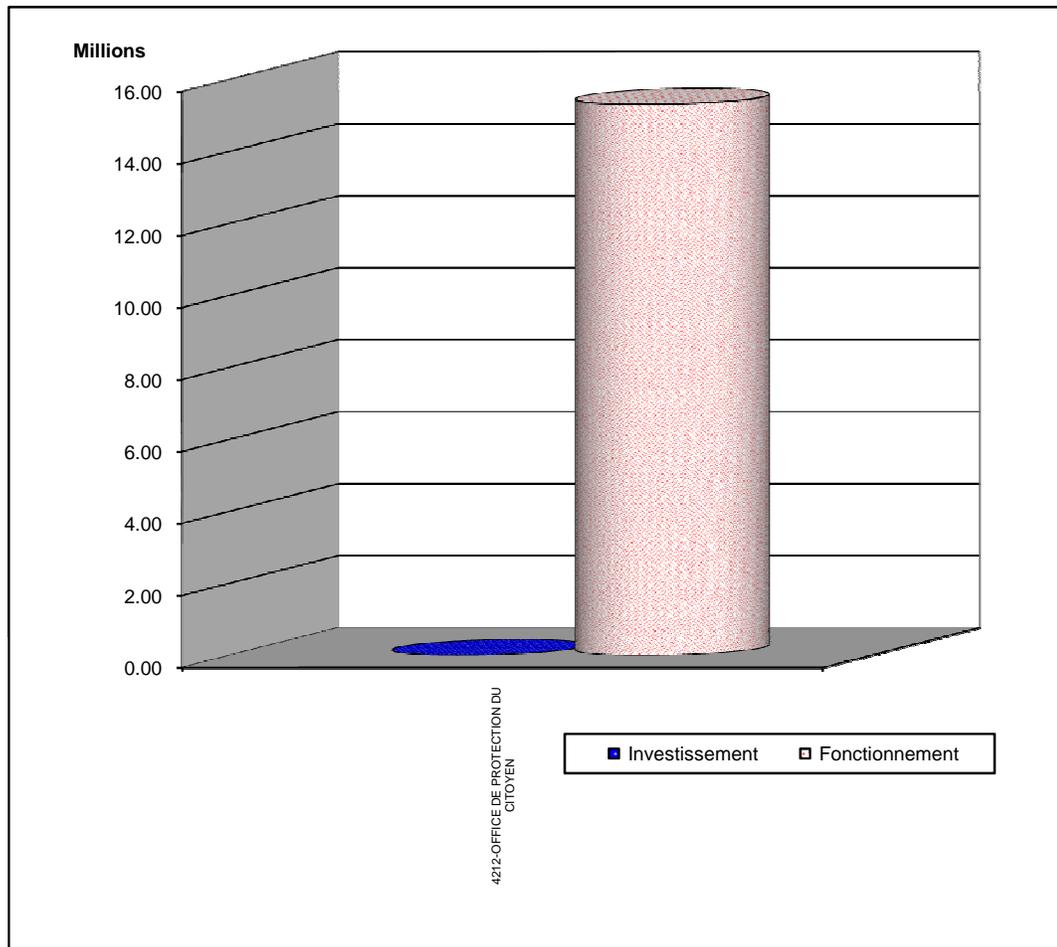
- Le Bureau du Protecteur
- Une (1) Direction des Affaires Administratives
- Une (1) Direction technique

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Rapprocher l'Office de Protection Civile de l'ensemble de la population par le Programme de Proximité Citoyenne ;
- Améliorer la visibilité de l'Office de Protection du Citoyen ;
- Développer la sensibilisation aux droits et devoirs pour une citoyenneté consciente.

**4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN (OPC)  
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE  
EN GOURDES  
EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	15,307,916	0	15,307,916	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>15,307,916</b>	<b>0</b>	<b>15,307,916</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN</b>	<b>15,307,916</b>
<b>4212-1-12-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN</b>	<b>15,307,916</b>
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	9,833,916
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,754,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,920,000
4 IMMOBILISATION CORPORELE	800,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0



# **ORGANISMES INDEPENDANTS**

**SECTEUR SOCIAL**

**UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI**

## **4311.- UNIVERSITE D'ÉTAT D'HAÏTI (UEH)**

### **PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions sont de:

- Contribuer à maintenir l'enseignement supérieur en Haïti au niveau des avancées de la science et de la technologie universelles ;
- Transmettre le savoir et le savoir faire aux futurs cadres et techniciens de la Nation Haïtienne en veillant d'une part à réhabiliter les disciplines pratiques débouchant sur des métiers ou professions réellement utiles au développement national et d'autre part à ce que le contenu et la méthode de formation soient adaptés à la solution des problèmes concrets du pays ;
- Aider à la formation de la conscience critique et de la compétence nécessaires au développement intellectuel économique et social d'une communauté haïtienne socialement juste, politiquement et culturellement indépendante;
- Promouvoir la recherche en Haïti et l'orienter prioritairement vers le développement endogène des ressources humaines et matérielles de la Nation.

### **STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

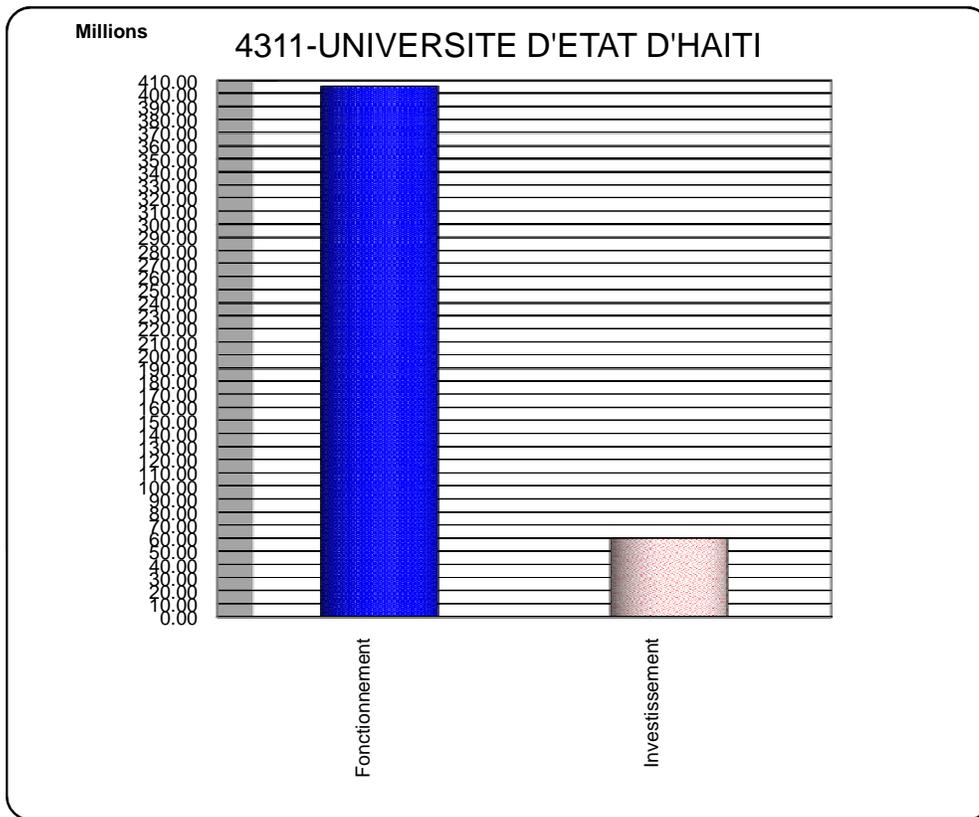
L'Université d'Etat d'Haïti est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité du Recteur et comprenant une Direction Administrative et onze (11) Etablissements d'Enseignements Supérieurs.

### **PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010**

- Contribuer à doter le pays de professionnels nécessaires pour son développement;
- Promouvoir le développement des capacités institutionnelles de l'UEH ;
- Améliorer la performance académique.

**4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI**  
**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE**  
**EN GOURDES**  
**EXERCICE 2009-2010**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	405,155,346	60,000,000	465,155,346	100.00%
<b>TOTAL</b>	<b>405,155,346</b>	<b>60,000,000</b>	<b>465,155,346</b>	<b>100.00%</b>



BUDGET EXERCICE 2009-2010  
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<b>INSTITUTION</b>	<b>Crédit 09-10</b>
<b>4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI</b>	<b>465,155,346</b>
<b>4311-1-11-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI</b>	<b>465,155,346</b>
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	405,155,346
<b>4311-1-11-52 -PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI</b>	<b>60,000,000</b>
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	60,000,000